

LA FÉDÉRATION BALKANIQUE

BIMENSUEL

ORGANE DES MINORITÉS NATIONALES ET DES PEUPLES BALKANIQUES OPPRIMÉS

PARAISANT DANS TOUTES LES LANGUES BALKANIQUES

NOTRE ENQUÊTE

auprès des personnalités politiques et littéraires européennes

sur

LA FÉDÉRATION BALKANIQUE

Nous avons cru utile d'entreprendre une enquête internationale sur le problème balkanique. Nous nous sommes adressés à cet effet aux personnalités les plus éminentes et les plus qualifiées des différents pays et leur avons soumis les questions suivantes :

1^o *Considérez-vous la solution actuelle de la question macédonienne comme conforme aux principes de la justice et de la liberté, ainsi qu'aux intérêts de la paix?*

2^o *Croyez-vous que sous la réaction balkanique actuelle les droits des minorités ethniques soient suffisamment respectés et garantis?*

3^o *Quel est, à votre avis, le moyen qui permettra de mettre fin d'une part à l'oppression des minorités ethniques, et de l'autre aux rivalités qui dressent les Etats balkaniques les uns contre les autres?*

4^o *Croyez-vous à la possibilité de la réalisation d'une Fédération Balkanique par les gouvernants actuels?*

5^o *Que pensez-vous, en général, d'une Fédération des peuples balkaniques et quelles sont, à votre avis, les conditions dans lesquelles elle pourra se réaliser?*

Des nombreuses réponses que nous avons reçues et que nous continuons à recevoir, nous avons déjà publié jusqu'ici celles de :

Henri Barbusse, Léon Bazalgette, Paul Louis, Marcel Willard, Jean Zyromski, Henri Torrès, René Arcos, Luc Durtain, Charles Vildrac, Gabriel Péri, Léon Werth, Jean Longuet, Jean Richard Bloch, Alphonse Aulard, Daniel Renoult, Bernard Lecache, Ferdinand Buisson, Henri Guernut, Henri Marx, Victor Margueritte, Pierre Cazals, Auguste Prenant, Raoul Verfeuil, Charles Rappoport, Charles Baudouin, G. Dumoulin (France); Bedri Péyani, Kiamil Balla (Albanie); Dr. Max Uebelhör (Allemagne); Independent Labour Party, James Maxton, prés., A. Fenner Brockway secr., Arthur James Cook, John Bromley, George Lansbury, Josiah Clement Wedgwood, William Paul, H. N. Brailsford, J. M. Kenworthy, Henry Wood Nevinson, Arthur McManus, John Wheatley, Arthur Pensonby, Ben Tillett, Hamilton Fyfe, Frederick William Jowett, T. H. Winttingham (Angleterre); Dr. Wilhelm Ellenbogen, Dr. Julius Deutsch, Dr. Joseph Redlich, Dr. Bruno Schönfeld, Prof. Dr. Viktor Hammerschlag, Maximilian Brandeis (Autriche); Louis Piérard, Maurice Bourquin (Belgique); Vassil Kolaroff (Bulgarie); Ladislaus Fényes (Hongrie); W. Douchan A. Dretzoun (Monténégro); P. Istrati (Roumanie); Auguste Forel, Dr. Leonhard Ragaz, Emmanuel Du Villard, Parti Socialiste Genevois; Charles Burklin prés., Lucien Guillard secr., Léon Nicole, Alice Desceoudres, Edouard Dufour, André Oltamare, Francis Lebet, Alexandre Mairet (Suisse); Frantichek Soukup, Theodor Bartochek, Dr. Zdenek Nejedly (Tchécoslovaquie); Chéfik Husny (Turquie); Victor Serge, W. A. Gourko-Kriajine, Alexandre Boulatzel, S. N. Borosdine (U. R. S. S.).

Ghitsa Moscu

Ghitsa Moscu est entré dans le mouvement révolutionnaire roumain dès sa première jeunesse. Il a fondé, avec d'autres, l'Union des Employés du Commerce et de l'Industrie, et en a été le secrétaire-général et le rédacteur de l'organe L'Employé. A été rédacteur au quotidien du parti social-démocrate Roumanie Muncitoare, devenu plus tard Lupta. A collaboré à la revue du parti Viata Sociala. A organisé et animé le mouvement révolutionnaire illégal pendant l'occupation allemande lors de la guerre et a été, comme conséquence, condamné par la justice militaire d'occupation et enfermé dans le fort de Jilava, d'où la fin de la guerre seulement l'a délivré.

Il a joué un rôle dirigeant, après la guerre, dans le mouvement ouvrier révolutionnaire tant légal qu'illégal. Condamné aux travaux forcés à perpétuité, il a réussi à s'échapper et à s'enfuir à l'étranger, où il vit dans l'émigration.

J'étais en train de répondre à l'enquête que votre courageuse revue *La Fédération Balkanique* a entreprise dans le monde entier, quand vint sous mes mains un document historique d'une grande importance pour la question balkanique qui nous intéresse aussi.

J'ai devant moi le « Manifeste des Partis Social-Démocrates de la Péninsule Balkanique », lancé au nom des partis de la Roumanie, la Grèce, la Serbie et la Bulgarie « étroite » en 1915, un an après que le peuple serbe, en guerre d'abord avec l'impérialisme austro-hongrois, ait mêlé son sang avec celui des peuples travailleurs des autres pays, dans l'intérêt seulement des classes dominantes des pays en guerre. C'était alors à la veille de l'entrée en guerre de la Bulgarie, puis de la Grèce et de la Roumanie, à la veille de ces événements qui ont transformé la Péninsule Balkanique entière en une plaine de ruines. Ce Manifeste des partis social-démocrates, des seuls partis politiques des Bal-

kans qui, depuis 1909 déjà, à la première Conférence Socialiste inter-balkanique à Belgrade, avait élevé le mot d'ordre de la *Fédération Républicaine Balkanique*, s'adressait aux peuples balkaniques en les termes suivants :

« La conquête et le partage de la Péninsule Balkanique et de la Turquie sont, à côté de la lutte pour la possession du marché mondial, les buts les plus importants pour lesquels se fait aujourd'hui la guerre impérialiste.... Jamais le péril de la politique de conquête des grands Etats n'a été si imminent et si saillant aux yeux. Le cercle de fer et de feu étroit de plus en plus les Balkans.... Les classes dominantes et les dynasties balkaniques détiennent sous un régime exceptionnel de persécutions et d'oppressions les peuples subjugués en Macédoine, en Dobroudja, en Thrace, et ce régime est la preuve la plus accablante que leur but n'a point été la libération des peuples et l'intégrité des pays balkaniques, mais la conquête de nouveaux territoires.... Actuellement, dans les capitales balkaniques, la presse, des hommes d'Etat, des partis entiers sont achetés et vendus à coups de millions profusés par les Etats belligérants.... Le prolétariat balkanique sonne l'alarme dans la classe ouvrière et dans les masses populaires des pays balkaniques, pour que celles-ci prennent en leurs propres mains la sauvegarde de l'indépendance de la Péninsule Balkanique. Il est de leur intérêt et de leur devoir de lutter pour la réalisation de la *Fédération Républicaine Balkanique*.... Tant la guerre balkanique (de 1912—1913, G. M.), que la guerre mondiale prouvent que seulement une union indépendante des peuples balkaniques, libérée de toute tutelle d'une grande puissance quelconque, sera capable d'assurer leur liberté et leur intégrité. »

Toutes ces phrases pourraient être répétées aujourd'hui presque textuellement. Les articles et les faits publiés dans chaque numéro de la *Fédération Balkanique* prouvent amplement que ni le fait de la disparition de l'Empire Austro-Hongrois, et ni le fait de l'apparition de la Grande-Serbie et de la Grande-Roumanie n'ont changé la situation et le sort des peuples travail-

1550

leurs des Balkans. Aujourd'hui, comme naguère, la même politique de revanche entre les classes dominantes des Balkans, la même politique impérialiste entre les grands Etats capitalistes de l'Europe et vis-à-vis des Balkans, sur le dos des peuples balkaniques. Dix années se sont à peine écoulées depuis la soit-disante « paix », et voici qu'une nouvelle guerre est toute prête à éclater. La Macédoine n'est pas aux Macédoniens, ni la Dobroudja aux Dobroudjanais, ni la Dalmatie aux Dalmatiens, et aucun pays balkanique ne jouit de la liberté. La politique d'oppression des minorités nationales n'a cependant pas comme seul effet la criminelle destruction de ces populations, mais elle porte aussi dans son sein l'étincelle pour une nouvelle guerre entre les Etats des Balkans. La pénétration de l'impérialisme italien en Albanie et Bulgarie, l'encerclement de la Yougoslavie par l'impérialisme français, anglais et italien pour les débouchés de la Roumanie et de la Grèce — voici le tableau qui montre que les gouvernants d'aujourd'hui des pays balkaniques ne peuvent pas, tout comme ils ne l'ont point pu jusqu'à présent, assurer la liberté et le développement des peuples balkaniques.

Pour prévenir un nouveau carnage entre les peuples balkaniques, le mot d'ordre de la « Fédération des Etats Balkaniques », qui ne peut être qu'une « Fédération des Républiques Balkaniques », doit être aujourd'hui plus que jamais le motto d'action de chaque jour des masses travailleuses des villes et des campagnes, et de toutes les nationalités de la Péninsule Balkanique. Mais pour que cette lutte des masses des Balkans pour la Fédération des Républiques Balkaniques puisse être couronnée de succès, il est nécessaire que les masses elles-mêmes, et en première ligne les partis politiques d'avant-garde de ces masses, comprennent : d'abord, que dans la question nationale seul le mot d'ordre de l'« autodétermination jusqu'au détachement » est l'unique politique correspondant aux intérêts de toutes les nations des Balkans ; et ensuite, que seule une alliance avec l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques pourrait garantir le succès de la lutte pour la Fédération des Républiques Balkaniques.

Voilà, d'après mon opinion, dans quelles conditions pourrait être réalisée la Fédération Balkanique. Considérer aujourd'hui les choses telles qu'elles étaient avant la guerre mondiale, et faire semblant de ne pas voir que depuis dix années il existe la grandiose Union des Républiques Socialistes Soviétiques, serait une grande faute politique. L'Union Soviétique est — au point de vue des nationalités — la Péninsule Balkanique dans une grande échelle, mais dans son sein ont été résolues tant la question nationale que la question sociale. Et aujourd'hui, que la politique de guerre des Etats capitalistes a fait complètement faillite et que ces mêmes Etats capitalistes préparent une nouvelle guerre, chercher et être en alliance avec l'Unique Fédération Républicaine des Peuples — c'est cela et seulement cela qui peut être, qui doit être la politique des peuples et des nationalités qui veulent se libérer de tout joug et de toute oppression.

Ghitsa Moscu

Konstantin Boshnjak

38 ans. Durant le premier gouvernement albanais — directeur général de la Trésorerie et de la Dette Publique.

En émigration politique depuis 1914. Membre du présidium des organisations albanaises en Russie et en Turquie. Délégué albanais à la Conférence de la Haye en 1922 et chargé d'affaires en Bulgarie.

Après l'invasion en Albanie d'Ahmed Zogou, en 1924, et l'exode des nationalistes albanais, Boshnjak a quitté le pays et se trouve de nouveau en émigration.

Ce n'est pas seulement la solution actuelle de la question macédonienne qui n'est pas conforme aux principes de la justice et de la liberté, ainsi qu'aux intérêts de la paix ; à côté d'elle il y a plusieurs autres questions qui ne sont pas résolues et qui ne peuvent pas être résolues dans la situation actuelle des Balkans. Au contraire, ces questions se multiplient et chacune d'elles est d'une grande importance et capable, chacune à elle seule, de provoquer des guerres dans les Balkans.

Les gouvernements actuels, et ceux qui viendront à leurs places dans l'avenir par les mêmes systèmes pseudo-démocratiques, ne sont pas à même de résoudre des questions aussi simples, comme celles d'accorder aux minorités ethniques certaines libertés ; par conséquent ils ne peuvent pas réaliser une Fédération Balkanique qui, en comparaison avec les petits et simples problèmes précités, est une œuvre très compliquée et absolument irréalisable, même en imagination, par les gouvernants actuels balkaniques.

En effet, ces gouvernements ne représentent que des oligarchies de classes féodales et bourgeoises dominantes et leurs intérêts sont contradictoires. Chacun d'eux est affilié à une autre

oligarchie étrangère et en somme ce sont ces dernières qui commandent les gouvernements et les peuples balkaniques.

Les peuples balkaniques sont la proie surtout des influences étrangères ; ce sont elles qui les jettent les uns contre les autres. Avant-hier c'était l'ancienne Autriche-Hongrie ou l'ancienne Russie, hier la Grande-Bretagne et la France, demain l'Italie, la France et la Grande-Bretagne qui provoqueront les guerres inter-balkaniques. Chacune de ces grandes puissances a des intérêts dans un groupe d'Etats balkaniques, et ainsi, lorsqu'elles ont des comptes à régler entre elles, elles commencent d'habitude par les Balkans.

Les peuples balkaniques se battent entre eux et, la guerre finie, ils s'aperçoivent que vainqueurs et vaincus n'ont rien gagné au fond ; ce sont seulement les dettes envers l'étranger qui ont augmenté et la misère dans les pays qui est devenue permanente ; les mères ont perdu leurs fils, les femmes leurs maris et les enfants leurs pères. C'est en quelques mots le tableau de la fin de la guerre, si l'on n'ajoute pas l'extermination en masses des districts entiers, comme cela est arrivé en Albanie et ailleurs.

Ces guerres se répètent périodiquement, et actuellement aussi des nuages épais couvrent l'horizon balkanique, poussés par un vent qui souffle d'Italie.

Les grandes puissances capitalistes ne sont pas intéressées à créer une Fédération Balkanique parce que, dans ce cas, elles ne pourraient plus manipuler avec elle — qui représenterait une force énorme — comme elles manipulent avec les petits Etats faibles.



Une Fédération des peuples libres des Balkans peut être réalisée seulement par les grandes masses des populations balkaniques qui, dans leur lutte, ne trouveront que de la résistance de la part de leurs gouvernements respectifs et de leurs alliés, les gouvernements européens capitalistes.

La lutte pour l'émancipation des peuples balkaniques du joug national et européen est étroitement liée aux grandes luttes-sœurs engagées par les peuples coloniaux et semi-coloniaux, ainsi que par le prolétariat, surtout européen.

La prochaine Fédération des peuples libres des Balkans ne doit pas connaître des oppresseurs et des opprimés ; doit contenir autant de républiques qu'il y a des nationalités dans les Balkans ; doit donner la terre aux paysans et l'exploitation des grandes richesses et de la grosse production à l'Etat.

En abolissant les frontières douanières et en mettant fin pour toujours aux guerres inter-balkaniques, elle concentrera des moyens énormes pour mettre en exploitation les immenses richesses du sol et du sous-sol et créera les conditions nécessaires pour une prospérité inconnue jusqu'ici pour les peuples balkaniques qui, en un court laps de temps, pourront guérir leurs grandes plaies, sortir de la misère séculaire dans laquelle ils se débattent, et atteindre les plus hauts degrés de la civilisation.

Et les nouvelles générations, qui, heureuses, habiteront les belles villes et les riches campagnes, seront étonnées de la bêtise de leurs ancêtres qui se laissaient entraîner, par les intrigues étrangères, à des guerres dont le but n'était que de multiplier leurs dettes à l'étranger et éterniser la misère considérée naturelle et inévitable pour eux.

Konstantin Boshnjak

Un événement historique

LE CONGRÈS ANTI-IMPÉRIALISTE DE BRUXELLES

Le front uni des masses travailleuses et des peuples opprimés du monde entier

L'impérialisme date de 40 à 50 ans. Il est la forme la plus nouvelle de l'exploitation capitaliste.

Dès le dernier quart du siècle écoulé, les grands Etats capitalistes dans le monde entier s'étaient lancés dans une course effrénée à la conquête des colonies. Jusqu'à ce temps-là, c'étaient seulement l'Angleterre, la Russie et en partie la France, parmi les grands pays capitalistes, qui avaient des colonies. De 1884 à 1900 ont apparu sur la scène l'Allemagne, les Etats Unis de l'Amérique du Nord et le Japon. Durant cette période ont été conquis en Asie, en Afrique et en Amérique des territoires d'une population de 57 millions d'habitants.

Par la suite, les aspirations de conquêtes de colonies se continuaient et même s'accroissaient. Les Etats impérialistes s'approprièrent de nouveaux territoires, et là où ils ne pouvaient pas conquérir des colonies, ils s'efforcèrent d'étendre et d'intensifier leur influence économique et politique.

Jusqu'à la guerre mondiale, les colonies des grands et petits Etats impérialistes sont arrivées à couvrir une superficie de 65 millions de km², avec une population de 523 millions d'habitants. Les peuples coloniaux constituent ainsi le tiers de la population du globe. Mais à part les colonies, il y avait des pays comme la Chine, la Perse, la Turquie, les Balkans, qui se trouvaient dans une situation de demi-colonies. Et dans ces pays vivaient plus de 450 millions d'habitants.

Après la grande guerre impérialiste, la situation ne s'est pas changée. Les peuples coloniaux qui ont pris une part active dans la guerre et qui, après la fin de ce carnage, ont obtenu des Etats de l'Entente des bouts de papiers contenant des assurances solennelles qu'ils pourraient librement disposer de leurs territoires, n'ont fait en réalité que changer de maîtres. Les colonies de l'Allemagne ont été partagées entre les grands lous impérialistes. Plus encore : des peuples jusque là indépendants ou presque, ont été conquis par eux : le Liban, la Mésopotamie, le Hedjaz, le Yémen, le Haïti, le Monténégro et d'autres pays encore sont tombés sous les lourdes pattes de l'impérialisme.

Quant au régime même dans les colonies — il est resté le même. Aucun changement n'est survenu dans les rapports des Etats impérialistes avec les peuples coloniaux. Le régime effroyable de l'exploitation, de l'iniquité, du vol, du brigandage, qui existait, continue, et de plus belle. Les aspirations à l'extraction de plus grands bénéfices, à une plus grande exploitation du travail de l'ouvrier et du paysan, sont devenues plus ardentes encore. Le capital financier dispose de la vie et des biens des populations indigènes. Ses organes : les autorités administratives, militaires et fiscales, y sont toujours les maîtres absolus. Les arbitrages administratifs, les arrestations, et même les assassinats des indigènes suspectés de la plus petite infraction aux lois draconiennes des autorités coloniales, sont choses ordinaires. Les salaires des ouvriers dans les fabriques des capitalistes européens, américains et japonais sont risiblement minimes. Le droit de grève, de réunion, d'association, la liberté de presse, n'existent pas pour ces peuples. Ainsi que nous l'avons relevé, les impérialistes n'ont fait et ne font qu'augmenter leurs bénéfices, ravir les terres des paysans, exploiter les richesses naturelles du pays en s'appropriant les mines, les forêts, etc. — et s'enrichir et s'enrichir.

Et les peuples coloniaux sont arrivés à bout de leur patience.

Sous l'influence de la Révolution Russe, ces peuples ont commencé à exprimer leur protestation et leur indignation par des révoltes, des insurrections. Nous voyons pendant ces derniers cinq ou six ans éclater dans bien des pays coloniaux des révoltes armées, des insurrections sur de larges échelles : au Maroc, aux Indes, en Indonésie, en Syrie. La Turquie semi-coloniale s'est réveillée. Elle a lutté, elle a réussi à s'affranchir, et par cela elle a encouragé les luttes des peuples coloniaux et semi-coloniaux de l'Asie contre l'impérialisme de l'Occident. Son exemple a été suivi par la Chine. Dans un laps de temps de deux ans, les révolutions de cet immense pays de 400 millions d'habitants ont réussi à porter un coup violent à ces Etats impérialistes en les personnes de leurs mercenaires : les différents généraux contre-révolutionnaires. La moitié de cet immense territoire chinois est déjà actuellement en leur pouvoir, et ce pouvoir, c'est celui des paysans, des ouvriers, des intellectuels, et des commerçants et industriels qui luttent aussi pour leur affranchissement national.

La révolution russe qui a détruit le pouvoir du tsarisme et de la bourgeoisie, qui a libéré le paysan, l'ouvrier, qui a proclamé le droit des peuples à déterminer eux-mêmes leur sort — d'un côté ; et la révolution chinoise qui menace l'existence même des Etats impérialistes comme tels — de l'autre, ont fait éclater un immense enthousiasme de lutte chez les peuples coloniaux et semi-coloniaux.

Et une expression de cet enthousiasme de lutte, ce fut le Congrès de Bruxelles, qui vient d'avoir lieu, il y a deux semaines.

* * *

Un grand événement historique s'est produit dans la première moitié du mois de février (du 10 au 15) de cette année. A Bruxelles s'est tenu le premier Congrès contre l'impérialisme et l'oppression coloniale. Pour la première fois dans l'histoire, des représentants des peuples coloniaux du monde entier se sont réunis en un Congrès et ont affirmé leur volonté de lutter toujours plus intensément contre l'impérialisme et l'oppression coloniale. Et, à leurs côtés, participant à ce Congrès, l'on voyait les représentants des puissantes organisations politiques et syndicales ouvrières et de quelques organisations pacifistes de l'Europe, et des éminents représentants de la pensée et de la science du monde civilisé.

Les questions coloniales avaient été jusqu'à présent bien souvent discutées dans des congrès socialistes internationaux, et des propositions étaient présentées, par la gauche tout particulièrement, pour mettre une fin à l'oppression coloniale, et des résolutions étaient adoptées. Mais les peuples coloniaux eux-mêmes s'en étaient tenus jusqu'ici à l'écart — sauf au Congrès d'Amsterdam en 1904, mais là même il n'y eut que deux représentants, de deux peuples : Katayama, et un Hindou. Les résolutions adoptées par ces congrès, cependant, n'ont toujours eu qu'un caractère plutôt théorique.

Après la guerre, après la constitution de l'Internationale Communiste, celle-ci s'est occupée à fond de la situation des peuples coloniaux et a proclamé catégoriquement leur droit à une pleine et entière indépendance nationale. Trois ans après la Révolution Russe, un Congrès s'est tenu à Bakou qui a réuni des représentants des peuples de l'Orient, de l'Asie. Mais à présent, quoique organisé en un très court espace de temps, nous avons vu à ce Congrès de Bruxelles des représentants de presque tous les pays coloniaux et semi-coloniaux du monde entier. Dans ce Congrès étaient représentées 134 Organisations avec 174 délégués, dont une centaine des pays coloniaux, les autres délégués représentant des puissantes organisations politiques et syndicales, quelques organisations pacifistes ; et des éminents intellectuels européens y avaient aussi apporté l'autorité de leurs personnes et de leurs paroles. A ce Congrès historique ont pris part des délégués de la Chine — des représentants du gouvernement du Canton, de l'armée nationale du Canton, du parti national-révolutionnaire Kuomintang, et de ses nombreuses sections en Europe, des unions professionnelles, de l'Union des étudiants du Canton, de la Chambre de commerce du Canton ; des délégués des Indes — des représentants du Congrès national panindien, des unions professionnelles à Ceylan, et des étudiants indiens à l'étranger ; des délégués de l'Indo-Chine, de l'Indonésie, du Japon, de la Corée, des Philippines, de la Syrie, de l'Arabie, de la Palestine, de la Perse, de l'Egypte, du Vénézuéla, du Mexique, du Haïti, du Cuba, du Portorico, de l'Algérie, du Maroc, de la Tunisie, de l'Afrique de l'Ouest, de l'Afrique du Sud (Cap, Transvaal, Orange, Natal), etc., etc. Parmi ces délégués il y avait maints représentants d'unions professionnelles de ces pays. Au Congrès ont pris part les représentants de 8 millions d'ouvriers syndiqués.

Parmi les participants européens, relevons : Henri Barbusse, Vernochet (secrétaire-général de l'Internationale des Travailleurs de l'Enseignement) — France ; Edo Fimmen (secrétaire-général de l'Internationale des Ouvriers du Transport) et Henriette Roland-Holst — Hollande ; Lansbury, Brockway (secrétaire-général de l'Independent Labour Party), Bekeft, Wilkinson, Pollitt, MacManus, Brown (secrétaire-général de l'Internationale d'Amsterdam) — Angleterre ; Marteaux, Gérard — Belgique ; Georg Ledebour, Willy Münzenberg, les professeurs Einstein et Lessing, Hélène Stocker, Ernst Toller — Allemagne ; etc. Plusieurs personnalités éminentes européennes, empêchées de

prendre part au Congrès, tels que Victor Margueritte, Cook, et autres, ont envoyé des témoignages de leurs sympathies et leur adhésion aux protestations.

Après avoir entendu les rapports sur la situation des différents peuples coloniaux et semi-coloniaux sur l'impérialisme et sur le mouvement ouvrier, sur l'appui que la classe ouvrière du monde entier doit donner au mouvement de libération dans les pays coloniaux et semi-coloniaux, sur la coordination du mouvement national de libération avec les luttes sociales dans ces pays, le Congrès a pris des résolutions *ad hoc* et a décidé de transformer les différentes ligues contre l'oppression coloniale et les atrocités en une Organisation Mondiale de lutte contre l'impérialisme et pour l'indépendance nationale. A la fin, le Congrès a élaboré un Manifeste (déjà publié) contre l'oppression coloniale, dans lequel, après avoir relevé les buts que cette Ligue Mondiale poursuit, il adresse un appel ardent à tous les peuples opprimés de participer à cette Ligue et de s'unir pour la lutte commune.

* * *

D'un profond intérêt ont été les rapports des délégués coloniaux sur la situation de leurs peuples et les déclarations des représentants des ouvriers européens.

Les tableaux peints par les délégués coloniaux étaient terrifiants. En voici quelques passages :

— Les richesses de notre pays se trouvent entre les mains d'une infime minorité de capitalistes ; toute la vie économique de millions et de millions d'hommes dépend d'eux ; ils réalisent des bénéfices fabuleux : les dividendes des entreprises capitalistes ont été de 40% en 1914, 125% en 1920, 200% en 1925 ; les salaires ouvriers sont bas jusqu'au ridicule : 2 à 2½ francs français par jour. (*Indo-Chine, colonie française, 19 millions d'habitants.*)

— Un régime de la plus grande satrapie bombardement de villes et de villages, meurtres d'enfants, viols et meurtres de femmes... (*Syrie, protectorat français.*)

— Aucun droit d'organisation, de grève ; 11 à 12 heures de travail ; la force d'achat de la population extrêmement basse, les salaires constituant un sixième des salaires minimum de l'Europe ; 95% de la population sont analphabètes. (*Indes Néerlandaises, 49 millions d'habitants.*)

— Tout le commerce se trouve entre les mains de capitalistes japonais ; rien que des mines de charbon ils ont réalisé l'année passée un bénéfice de 50 millions de marks ; et, d'autre part, une famille indigène de cinq membres gagne à peu près 200 marks par an. Nos enfants doivent fréquenter des écoles japonaises, aucun journal, aucun livre ne s'imprime en notre langue, et pourtant nous sommes un peuple différent des Japonais, avec une culture différente. Ou le Japon se retirera de notre pays, ou nous tous périrons. (*La Corée, colonie japonaise, 17 millions d'habitants.*)

— Les capitalistes américains ont fixé leurs yeux sur notre terre. Leurs trusts ont acheté à des prix dérisoires les domaines des grands propriétaires terriens pour exploiter la population. Ce n'est qu'en luttant contre l'impérialisme américain qu'il sera possible de faire profiter le monde entier des richesses de notre pays. (*Mexique.*)

— Nous demandons des droits humains et la conservation de notre dignité ; nous demandons d'être représentés au Parlement ; nous demandons une répartition équitable des terres (champs, pâturages, etc.). La politique de colonisation du gouvernement est dirigée exclusivement contre nous ; autrefois ces terres nous appartenaient. Nous ne pouvons pas songer à nous insurger, mais nous nous organiserons et opposerons la résistance passive ; nous ne payerons pas des impôts sans avoir des droits ; quatre fois, nous avons envoyé des députations à Londres, mais toutes les quatre fois nos demandes ont été rejetées. (*Le représentant des ouvriers et paysans nègres en Afrique du Sud, colonie anglaise.*)

— Le fait le plus saillant dans l'histoire des peuples, c'est que tout d'un coup, partout, se sont créés des liens entre les mouvements nationaux des différents pays coloniaux ; il n'y a pas de doute que ce sera l'Angleterre qui en sera particulièrement atteinte. Nous sommes désarmés, nous ne pouvons pas songer à une révolte, à une insurrection violente, mais nous avons tellement popularisé la pensée de la « non-collaboration » qu'elle représente déjà une force. Les sympathies dans les Indes sont naturellement pour la Russie, car elle aussi, comme nous, est l'adversaire de l'impérialisme anglais. (*Indes, colonie anglaise, 319 millions d'habitants.*)

— L'impérialisme anglais use de la Chine comme d'une colonie. Il a conquis des terres chinoises en 1842 et 1860, l'île de Hongkong ; en 1898, le golfe de Wei-Hai-Wei ; en 1858 des zones d'influence dans la plaine du Yang-Tsé, et en 1904 au Tibet. Depuis 1896, l'oligarchie financière a « accordé » des emprunts d'un total de 110 millions de livres sterling, et 40 mil-

lions en ont été employés pour la construction de chemins de fer ; les quatre grandes banques anglaises en Chine travaillent avec un capital de 8 millions de livres sterling ; entre les mains de cette oligarchie se trouvent 4.500 km de voies ferrées (soit les 35% du réseau ferré de la Chine), les mines de charbon dans les provinces de Shili et Honan qui fournissent les 20% de la production totale du pays, la navigation côtière et fluviale (75 vaisseaux) ; elle a un réseau spécial de postes et de télégraphes, y compris quatre câbles sous-marins ; le commerce de la Chine avec l'Angleterre constitue les 37% (120 millions de livres sterling) du commerce chinois tout entier ; toute une série d'institutions administratives et financières se trouvent entre les mains des Anglais. La valeur totale de la propriété anglaise en Chine est évaluée à 300 millions de livres sterling. Le gouvernement national du Canton doit être reconnu comme le seul gouvernement du pays ; les autres gouvernements en Chine sont des instruments des Etats impérialistes étrangers (Angleterre, Japon, Etats-Unis). Nous demandons la cessation de toute intervention dans nos affaires, de tout envoi de troupes ; nous demandons une enquête neutre sur les massacres de Shanghai, Khakai et Whansien. (*Chine.*)

— Etc., etc.

Tel est le tableau de la situation dans les plus grands pays coloniaux et semi-coloniaux sur lesquels s'abat la domination de l'Angleterre, des Etats-Unis, de la France, du Japon, de la Hollande.

Mais les représentants des peuples coloniaux opprimés ne se sont pas bornés seulement à présenter des plaintes, à s'indigner platoniquement. Ils ont formulé des revendications. Et ils ont montré le vrai chemin à suivre pour leur libération intégrale : la destruction, l'anéantissement de l'impérialisme mondial, qui porte en soi-même l'exploitation, le vol, l'esclavage, la cruauté pour les peuples coloniaux. Jusqu'à présent, les Etats impérialistes dressaient les peuples coloniaux les uns contre les autres, les masses travailleuses de l'Europe contre les peuples coloniaux opprimés. Maintenant, les peuples coloniaux doivent s'unir entre eux et doivent marcher en même temps, la main dans la main, avec les masses travailleuses du monde entier, et constituer un front uni contre l'impérialisme international, pour la libération nationale des peuples opprimés.

Le Congrès n'a pas non plus manqué de glorifier la Révolution Chinoise. — La Jeune Chine sait, a déclaré le célèbre écrivain Henri Barbusse, aux applaudissements frénétiques de la salle, qu'en défendant ses droits à la vie elle défend le droit à la vie des autres peuples opprimés aussi. — Nous sommes pour la Révolution Chinoise contre l'impérialisme anglais. En cas de guerre entre l'Angleterre et le gouvernement du Canton, nous sommes aux côtés de ce dernier — a déclaré le représentant de l'Independent Labour Party.

Le Congrès a proclamé le front uni, sur l'échelle internationale, des peuples coloniaux et de tous les peuples opprimés, d'une part, et des ouvriers et paysans du monde entier, de l'autre. Il a proclamé hautement que, sans la libération nationale, les ouvriers et les paysans ne peuvent pas s'affranchir de l'exploitation économique, que la libération nationale ne sera pas complète sans leur affranchissement du joug capitaliste, et que l'indépendance nationale ne pourra être réalisée intégralement que par l'union des forces nationales, ouvrières et paysannes.

Le Congrès s'est souvenu avec reconnaissance de tout ce qu'a fait l'Union Soviétique à qui on doit l'éveil des peuples coloniaux et toute cette marche des événements ; il s'est souvenu avec admiration de ceux qui ont accompli la Révolution Russe.

* * *

Une œuvre grandiose s'est faite à Bruxelles. Ses conséquences ne tarderont pas à apparaître au grand jour. Et elle donnera une poussée encore plus grande à l'essor révolutionnaire du peuple chinois, qui réussira dans le plus bref délai à asséner un coup décisif à l'impérialisme anglais. Elle encouragera les peuples coloniaux et semi-coloniaux en lutte qui, sûrs de pouvoir compter sur l'appui des masses travailleuses du monde entier, intensifieront leurs efforts contre leurs oppresseurs. Elle renforcera chez les autres peuples opprimés en Europe la foi en le triomphe proche de leurs idéals.

Nous les peuples opprimés des Balkans, saluons l'œuvre des peuples coloniaux et semi-coloniaux et des masses travailleuses du monde entier. Car, leur cause, c'est la nôtre ; leur lutte contre l'impérialisme mondial, c'est notre lutte. L'écrasement des forces impérialistes signifie l'affranchissement des peuples balkaniques aussi. Car ce sont les mêmes forces qui étranglent et ces peuples-là, et nous. C'est l'impérialisme mondial qui, par ses agents balkaniques — les gouvernements fascistes dans les Etats balkaniques et le capital financier — nous pressure au sang, nous étouffe, nous asphyxie.

Le monde balkanique vu de l'Occident

On s'intéresse de plus en plus au monde balkanique dans les capitales d'Occident. Lorsque j'écris *on*, je ne pense pas seulement aux chancelleries ; je songe surtout aux masses populaires qui affluent aux meetings chaque fois qu'il y est question de la Bulgarie, ou de la Roumanie, ou de la Bessarabie. Ces foules ouvrières ont trop de raisons de savoir que la presqu'île des Balkans est une officine de troubles, un laboratoire de tempêtes, et que là prennent naissance les conflits qui ensanglantent le reste du Continent. 1908, 1909, 1912, 1913, 1914 sont tout proches. A force de souffrir des aventures et des intrigues diplomatiques ces foules ont pris conscience des risques qu'elles peuvent courir. Et elles écoutent avec attention les orateurs qui, documents en main, leur signalent les plus imminents périls.

Ce qui intéresse surtout les travailleurs de Paris — et l'on discernera sans difficulté pourquoi je parle plus spécialement d'eux — c'est d'abord l'effroyable terrorisme qui règne de Sofia à Bucarest. A la rigueur ils savent par la grande presse dite d'information comment se comporte Mussolini. Le *duce* n'a d'ailleurs pas cherché à cacher comment il organisait la contre-révolution, si bien que la partie de cette grande presse, qui accepte les inspirations de son ambassade en France, signalait ses actes, ne fût-ce que pour les glorifier plus ou moins discrètement. Par contre, si l'on excepte les journaux d'avant-garde, les faits et gestes d'un Tsankoff, d'un Liaptcheff, d'un Bratiano, d'un Averesco, ont été ensevelis dans un profond silence. Ici le secret est de rigueur et les légations qui se sont ménagées — non sans grosses dépenses — des amitiés, des intelligences dans les rédactions, recommandent le mutisme. Elles ne sont que trop bien servies, et voilà pourquoi le public pourrait tout ignorer, si les feuilles d'avant-garde ne contribuaient à l'instruire et si les meetings ne dressaient par intervalles des réquisitoires contre les gouvernements.

Ce public frémit aux récits que lui apportent les orateurs. J'ai déjà participé à bon nombre de ces réunions, et je me suis aperçu que ces auditeurs français qu'on représente comme si fermés aux choses de l'étranger, discernent fort bien l'intérêt que le terrorisme contre-révolutionnaire des Balkans présente pour eux-mêmes. Il est vrai que ces auditeurs ne se recrutent guère dans la bourgeoisie et qu'ils apportent à l'examen et à l'étude des événements un esprit de classe déjà très bien formé.

Je puis l'affirmer ici par expérience : les gouvernements du monde balkanique font horreur aux travailleurs occidentaux depuis que ces gouvernements ont été arrachés aux mystères où ils se complaisaient par calcul. Lorsqu'on énumère les 20.000 morts que Tsankoff et Liaptcheff ont couchés sur le sol, les ouvriers de Paris se souviennent automatiquement de la semaine sanglante de mai 1871. Il y a pourtant cette différence qu'en Bulgarie le carnage ne s'est pas accompli en une seule fois, qu'il dure depuis trois ans et plus, et qu'il menace de se prolonger encore. De même la tragédie roumaine évoque la mémoire des pires despotismes d'autrefois. Comment ne pas se reporter aux annales de Byzance, quand les intrigues de cour, le roi, la reine, l'héritier déchu, vinrent se juxtaposer aux forfaits de la Sûreté Générale et à l'abolition des libertés élémentaires.

La réaction balkanique n'est qu'une tranche de la réaction universelle. Or, les travailleurs parisiens, par intuition, par spontanéité, autant que par doctrine, ont un sens international. Ils se rendent parfaitement compte que les souffrances des travailleurs d'ailleurs sont leurs propres souffrances, et si M. Liaptcheff ou le général Averesco pouvaient assister incognito à l'un de nos meetings parisiens, ils verraient combien leurs noms sont fameux jusqu'en Occident. C'est d'ailleurs une célébrité dont ils se passeraient sans doute volontiers.

Les travailleurs parisiens s'attachent, au surplus, pour d'autres motifs encore à la crise chronique des Balkans.

Eduqués par le passé, ils surveillent avec une attention soutenue les intrigues de chancellerie qui se déroulent là-bas. Ils savent que tout un parti militaire en Bulgarie rêve de revanche contre les Etats voisins, que tout un parti militaire en Roumanie ferait volontiers la guerre à la Russie — parce qu'elle est soviétique — s'il était sûr au préalable d'un concours immédiat de l'étranger. Ils savent encore que l'impérialisme yougoslave ne répugnerait pas à un conflit armé, s'il était convaincu d'en retirer quelque profit. Et ils se passionnent aussi pour les faits et gestes de la Hongrie et pour ceux de la Petite Entente, car ils n'ignorent plus de quel poids serait une telle combinaison, si la tension continentale s'aggravait.

Un grand résultat a déjà été atteint à cet égard, puisqu'a été secouée la passivité qui prévalait jadis devant certains problèmes diplomatiques d'apparence complexe. Problèmes diplomatiques, certes ; problèmes aussi où étaient engagées des millions d'existences : on l'a trop bien vu de 1914 à 1918.

Et enfin, les travailleurs parisiens ne perdent pas des yeux les mouvements des grandes puissances en Europe Sud-Orientale, les mouvements de leur propre gouvernement en particulier. On insiste dans la presse française sur les menées impérialistes

de Mussolini dans les Balkans, et ces menées ne sont que trop évidentes. Par contre, on atténue le plus que l'on peut la portée des traités que le quai d'Orsay négocie avec les Etats balkaniques. Je puis l'assurer encore : en dépit des interprétations frauduleuses et calculées, il n'est pas un ouvrier organisé qui ne connaisse aujourd'hui le sens exact du récent instrument diplomatique passé entre la France et la Roumanie.

Et tandis que le public prolétarien flétrit les attitudes des chancelleries balkaniques, et les manœuvres des « grandes » chancelleries entre le Danube et la mer Egée, l'idée de la Fédération Balkanique devient familière à une masse de gens qui, jusqu'à une date proche, ignoraient jusqu'à cette formule.

Paul Louis

Un aventurier qui se démasque Le Dr Lupu passe aux libéraux

Lorsque le Parti Tsaraniste fut fusionné avec le Parti National — le parti des ex-latifundiaires de l'Ancien-Royaume et des sangsues et des commerçants transylvaniens — nous avons montré qu'en fait le Parti Tsaraniste avait capitulé devant l'oligarchie et la Cour : il avait renié alors formellement son caractère de classe paysan et abjuré publiquement le principe même de la lutte de classe qu'il avait affirmé dès sa fondation d'une manière programmatique. Le parti fusionné national-paysan a achevé ensuite sa capitulation politique et idéologique devant l'oligarchie et la monarchie oligarchique en reconnaissant la constitution des libéraux, en renonçant dans son nouveau programme à l'abrogation de la législation du parlement libéral, à la « seconde expropriation », à la suppression de l'état de siège, à l'amnistie, etc. etc. Cette double capitulation a montré que les chefs des deux plus grands partis d'opposition en Roumanie, qui avaient réussi à un moment donné à rassembler autour d'eux les masses populaires en lutte contre l'oligarchie financière-féodale, placés entre l'alternative d'avoir à choisir d'une part entre la lutte intransigeante et réelle contre le régime oligarchique décidé à défendre sa domination par tous les moyens, avec les dents et les ongles — lutte devant fatalement prendre un caractère révolutionnaire ; et d'autre part entre le renoncement à la lutte et la soumission devant l'oligarchie, ces chefs ont choisi la dernière voie. La capitulation a été le signe extérieur d'un profond processus de démoralisation et de décomposition intérieure, qui s'était depuis longtemps frayé chemin dans les rangs dirigeants des deux partis, processus qui a été caché aux yeux des masses par pure démagogie, par pure manœuvre. Mais en même temps la capitulation a été, à son tour, un facteur qui a donné au processus de décomposition des partis fusionnés une allure accélérée.

Sur le corps des deux partis ont alors commencé à pousser les fleurs de la décomposition : toutes sortes de tendances centrifuges parmi les cercles dirigeants, chacun cherchant à arriver le plus tôt et le plus sûrement possible à l'entente la plus rentable avec une aile ou l'autre de l'oligarchie. Des chefs nationaux-tsaranistes, les uns criaient : hue ! — ils veulent l'accord immédiat et non-conditionné avec le général Averesco pour une participation au gouvernement ; les autres criaient : hià ! — ils demandent l'accord direct avec Bratiano, c'est-à-dire l'accord non pas avec le laquais, mais avec le maître, comme étant plus sûr ; et enfin, d'autres encore préconisaient l'accord avec Carol, d'une part comme une manœuvre de chantage efficace envers l'oligarchie pour la forcer à payer un meilleur prix pour la capitulation, et d'autre part comme une diversion pour les masses désabusées par la capitulation des chefs et devenues très méfiantes. La première tendance, qui demande l'accord avec Averesco et qui est représentée par les ex-latifundiaires conservateurs, n'a pas pu trouver la majorité nécessaire dans la direction du parti et a commencé des négociations avec Averesco pour son propre compte. La seconde tendance, qui demande l'accord avec les libéraux et qui est représentée par le Dr Lupu, a trouvé, paraît-il, encore moins d'adhérents. Alors, la direction du P. N.-Ts. s'est prononcée officiellement pour le retour de Carol.

Cette décision a fait que les agents gagnés par les libéraux au sein du P. N.-Ts. lui ont donné le coup de grâce. Ils ont prétexté que la décision en faveur de Carol condamne le P. N.-Ts. à une opposition éternelle, puisque sans l'aide de l'oligarchie il ne peut pas venir au pouvoir, et cette aide, le P. N.-Ts. la perd définitivement en se prononçant en faveur de Carol, partant contre l'oligarchie. Et, prenant cette décision comme prétexte, le Dr Lupu a proclamé le 19 février sa retraite du P. N.-Ts. et la fondation d'un « nouveau parti paysan ». Ce fut la dernière fleur de la décomposition poussée dans le marais de l'impotente opposition bourgeoise. Fleur cueillie par l'oligarchie...

Le nouveau parti, qui n'est, en fait, qu'un groupement des amis politiques personnels du Dr Lupu, a adopté le nom « tsara-

niste » (paysan). Mais ce n'est là qu'un masque pour une grossière manœuvre de l'oligarchie. En réalité, à la veille encore de la proclamation de ce parti personnel du Dr Lupu, un lieutenant de celui-ci, le député bessarabien Buzdugan, a déclaré que « le Dr Lupu et ses amis » se séparent du P. N.-Ts. parce qu'ils en ont assez « des agitations subversives et anti-roumaines » de ce parti. (Pauvre P. N.-Ts. ! — I. M.) Le nouveau parti, a déclaré M. Buzdugan, n'est pas l'ancien parti tsaraniste reconstitué, mais un nouveau parti qui se distingue de l'ancien par ceci qu'il repousse la lutte des classes et préconisera « l'harmonie et l'entente » en vue d'un « travail positif » et « constructif » (lire : participation aux gouvernements oligarchiques — I. M.). Le Dr Lupu a cherché à atténuer l'effet pénible produit par la gaffe de M. Buzdugan et a déclaré dans une interview qu'il n'est pas question d'un nouveau parti, mais de la résurrection de l'ancien parti tsaraniste ». Mais ensuite, questionné sur le programme du parti « résurrectionniste », le Dr Lupu a déclaré : « Nous n'avons aucun programme rigide. Le parti doit être un parti de l'équilibre social... Dans ce parti il n'y aura qu'une seule volonté (Dr Lupu comprend ici celle de son chef — I. M.) et il sera prêt à collaborer d'une manière active (lire : d'entrer dans un gouvernement avec les libéraux — I. M.) à la solution des nombreux problèmes que la guerre a laissés. Appuyés sur nos principes moraux (!? — I. M.) nous serons pourtant opportunistes dans la tactique. Nous voulons aboutir à nos buts, que le nom déjà de notre parti indique, et s'il n'est point possible autrement, nous essaierons de les réaliser graduellement, au fur et à mesure, plutôt que pas du tout. » Et dans les discours prononcés au banquet où on a proclamé la ... résurrection du « nouveau » parti « paysan » le Dr Lupu a déclaré : « Au-dessus de tous nos tourments de cœur et de nos intérêts c'est la garantie de la tranquillité du pays que nous plaçons... Dans l'Orient le sort et la vie d'un parti, ainsi que ses victoires, dépendent des qualités du chef... Moi, je suis tsaraniste né, et non pas fait. Mon tsaranisme est pragmatique... Le plus fort parti ouvrier, le parti labouriste d'Angleterre, n'a pas la lutte de classe, qui est une bêtise. Leur tsaranisme (celui des autres chefs tsaranistes restés dans le P. N.-Ts. — I. M.) est saupoudré de haine et de fiel, de sorte qu'ils en sont arrivés à haïr leurs propres amis et non seulement leurs adversaires. Le tsaranisme ne peut pas être en guerre permanente avec les autres classes. Le but suprême, c'est le salut de la patrie. Pour atteindre ce but nous n'avons pas besoin d'attirer toutes les haines, mais au contraire toutes les sympathies... » (il veut dire : celles de l'oligarchie — I. M.).

Et comme programme positif-concret le Dr Lupu indique la constitution d'une banque agraire, qui fournirait le capital aux paysans pour qu'ils achètent les restes aussi des terres dont les grands propriétaires n'ont que faire (?! — I. M.). Et alors il ne sera plus nécessaire de faire des expropriations » (aha, voilà ! — I. M.). De même, le Dr Lupu a trahi aussi la nouvelle orientation militariste en déclarant qu'« il faut aider l'armée, la doter des armements modernes dont elle a besoin », — et cela est dit précisément au moment où la Roumanie est attirée par l'impérialisme anglais et italien et poussée par le gouvernement du général Averesco dans des aventures guerrières contre l'Union Soviétique.

Mais ce qui caractérise le plus le rôle et la raison d'être du nouveau parti, c'est la satisfaction par laquelle sa fondation a été accueillie — par l'oligarchie. L'*Indreptarea*, le journal du général Averesco, écrit : « C'est un gain pour les idées saines et un fort coup, sans doute, donné à l'anarchie. » Et le *Vitiorul*, l'organe du Parti Libéral, voit dans l'action du Dr Lupu « la reconstruction du parti tsaraniste sur des bases saines et conformes aux intérêts réels des paysans... L'opinion publique prendra acte avec satisfaction de toute manifestation décidée qui mènera à l'exclusion de l'inconscience de la direction des partis qui se prétendent de gouvernement... Le pays a aujourd'hui, plus que jamais, besoin de la collaboration de tous les hommes qui comprennent la difficulté des temps et l'importance des problèmes qui sont posés à notre race. » Le Dr Lupu, personnellement, est couvert de louanges : « Le P. N.-Ts. n'a rien signifié sans le sens et la passion politique du docteur Lupu », écrit le *Vitiorul*. « Le Dr Lupu est un courageux animateur, et M. Gr. Junian (un proche ami politique du Dr Lupu — I. M.) a de la pensée et du talent », écrit un autre journal réactionnaire. Et le journal fasciste *Cuvantul* dit que, par opposition à l'intransigeance agressive et stérile de M. Mihalaké (le chef tsaraniste resté dans le P. N.-Ts. — I. M.) « la méthode de diriger du Dr Lupu est souple, pleine de compréhension, inspirée par la nécessité de l'harmonie entre les hommes politiques et les partis ».

Si toutes ces louanges ont leurs raisons d'être dans le fait que le Dr Lupu a passé ouvertement et d'une manière active du côté de l'oligarchie, l'attaque contre M. Mihalaké est hypocrite. Car le parti de celui-ci, le P. N.-Ts., ne s'est distingué au fond du groupe de M. Lupu que par son indécision, que par le fait qu'il n'a pas encore trouvé la forme parfaite d'entente définitive avec l'oligarchie. Mais si la capitulation du P. N.-Ts. commence à présent seulement à être comprise par les masses, le reniement éhonté du Dr Lupu est démasqué dès son début même. Ses relations avec Bratiano sont devenues publiquement et démonstra-

tivement amicales et personne n'a plus de doute que l'action du Dr Lupu ne soit qu'une machination politique des libéraux. Mais cette manœuvre ne prendra pas. Les masses se dirigent de plus en plus à gauche. Ce n'est qu'une question de temps que leur radicalisation prenne des formes organisées dans une aile gauche dans le P. N.-Ts. qui écarteront les ex-latifundiaires, les gros négociants et les aventuriers, par un front uni de lutte avec les ouvriers des villes.

I. Mateescu

Le budget du gouvernement Liaptcheff pour l'année financière 1927—1928

Le budget du gouvernement Liaptcheff pour l'exercice 1927—1928 ne diffère pas de celui de l'année financière écoulée. Les dépenses y sont couvertes par les revenus, comme de juste, sur le papier seulement. Dans le projet du budget qui est actuellement discuté au Parlement bulgare, nous voyons même que les revenus dépassent les dépenses d'une somme de 84.000 lévas. En chiffre rond, le budget atteint 7 milliards de lévas : ce même ministre des finances qui, récemment encore, déclarait que les revenus du pays ne pouvaient dépasser 6½ milliards de lévas présente à présent un budget prévoyant une augmentation de revenus d'un demi milliard. Heureux pays qui doit être la Bulgarie ! Elle doit être l'une des contrées les plus florissantes de l'Europe, du moment que, malgré ses lourdes obligations extérieures et les énormes dépenses faites par la dictature militaire pour se maintenir au pouvoir, son budget non seulement couvre ses dépenses, mais prévoit même un excédent de revenus !

Mais est-ce que la réalité correspond-elle à ces chiffres ?

Le ministre des finances du gouvernement Liaptcheff, M. Vl. Moloff, a adopté la tactique de son prédécesseur P. Todoroff qui, il y a deux ans, déclarait que le budget de 1924/25 avait été clôturé avec un excédent de plusieurs centaines de millions : il a été établi par la suite que ledit exercice avait été clôturé avec un déficit de plusieurs centaines de millions.

L'exercice 1925/26 a été clôturé avec un déficit de 750 millions. Le journal *Slovo*, organe du gouvernement, déclare que l'année financière courante accusera un déficit de 1.150 millions, — et simultanément M. Moloff présente un budget « balancé », voire même avantageusement « balancé ». Il agit de la sorte dans l'espoir de rétablir le crédit du gouvernement Liaptcheff. Mais cette supercherie du ministre des finances de Liaptcheff ne lui sera d'aucune utilité, car l'on ne sait que trop bien que les forcés de paiement du contribuable bulgare ne permettent absolument plus une augmentation des revenus de l'Etat. Ce n'est que la bourgeoisie qui pourrait le faire, et aisément ; mais c'est précisément ce que Liaptcheff ne veut pas.

Et les dépenses augmentent chaque jour. Celles pour les dettes de l'Etat ont déjà augmenté de 1.441.000.000 à 1.582.700.000 de lévas.

Dans son exposé au Sobranjé, M. Moloff a parlé de l'augmentation des dettes de l'Etat, de nouvelles obligations envers les capitalistes étrangers, du paiement de 110 millions de lévas pour l'affaire Declosier, des obligations résultant de cette sentence de la Cour d'Appel italienne et s'élevant à plusieurs centaines de millions de lévas, de l'augmentation des dépenses pour couvrir les frais des différentes commissions bulgares et étrangères en vertu du traité de paix, etc., etc. M. Moloff a parlé aussi de la diminution des recettes effectives — de celle des droits d'exportation et d'importation, de celle provenant des impôts non rentrés, etc. Il a parlé aussi de la crise économique et du bilan commercial non favorable.

On voit donc, et ce à la suite de l'exposé même du ministre des finances, que les chiffres que M. Moloff présente sont fictifs, et que lui-même est d'une mauvaise foi avérée.

L'exercice 1927/28, dont M. Moloff présente un budget tellement merveilleux, sera malheureusement clôturé avec un immense déficit, et ceci, M. Moloff ne le sait que trop bien.

Relevons ici que les dépenses prévues dans le projet du budget ne forment qu'une partie seulement des dépenses effectives. Car, ainsi que M. Moloff lui-même l'a déclaré, il présentera bientôt son budget extraordinaire qui n'est qu'un budget de dépenses, ainsi que son budget de différents fonds.

D'après une pratique de tous les gouvernements bourgeois en Bulgarie, pratique particulièrement accentuée sous le régime de *Demokraticheski Zgovor*, le gouvernement transporte différentes dépenses dans ces deux budgets extraordinaires. Ainsi, une partie, et non des moins négligeable, des dépenses pour l'armée, l'administration et la police figurent dans ces budgets extraordinaires.

Dans le projet du budget présenté au Sobranjé, les budgets des ministères de la guerre et de l'intérieur et de la préfecture de la police, en comparaison avec ceux de l'année passée, sont diminués d'environ 100 millions de lévas. On pourrait supposer par là que les cadres de l'armée et le nombre des policiers et des agents secrets aient été diminués. Il n'en est rien, naturelle-

ment. Les cadres de l'armée ne sont pas moindres que ceux de l'année dernière, et le nombre des agents secrets a augmenté et augmente toujours. Partant, les dépenses pour ces suppôts de la dictature fasciste, loin d'être diminuées, seront augmentées. Seulement, elles seront couvertes par le budget extraordinaire.

Pour les dettes de l'Etat, l'armée et la police, il a été prévu 3.065 millions de lévas, en dehors, bien entendu, des crédits demandés par le budget extraordinaire qui sera bientôt présenté — et approuvé. Or, rien que la somme demandée à présent pour les dettes, l'armée et la police, cette somme de 3.065 millions, constitue déjà les 44% des dépenses générales — tandis que pour la santé publique et les besoins de l'agriculture, le gouvernement de Liapcheff ne veut dépenser que 396 millions, ou rien que les 5,6% du budget. Cette constatation est assez éloquente et caractérise suffisamment le budget des dictateurs fascistes bulgares.

Nous l'avons souvent relevé, et nous le relevons ici aussi : les charges du budget tombent surtout sur les épaules des masses populaires ; la bourgeoisie ne paie presque rien. Elle participe presque exclusivement aux impôts directs, et encore à une bien petite partie de ces impôts, car la majeure partie en pèse sur les masses travailleuses. Les revenus en impôts directs et des domaines de l'Etat constituent les 18,2% des revenus généraux. Les grands chapitres du budget des recettes, ce sont les impôts indirects, les taxes, les amendes, les chemins de fer, les postes, qui constituent les 81,8% des revenus généraux. Ces impôts, ces taxes, ne sont payés que presque entièrement par les ouvriers, les paysans sans terre ou avec de tous petits lopins de terre, les artisans, les petits commerçants, les salariés de l'Etat, les intellectuels. Les charges du budget en Bulgarie sont de tous temps tombées sur les épaules des masses travailleuses, mais depuis que le Demokratiticheski Zgovor, c'est-à-dire le

parti des banquiers, des gros commerçants, des industriels et des spéculateurs, se trouve au pouvoir dans ce pays, tous ces gens se sentent comme dans une colonie. (En 1910, les impôts directs et les revenus des domaines de l'Etat constituaient *le tiers* des revenus généraux.) Et lorsque ce gouvernement cherche de nouvelles ressources pour son budget, il n'a recours qu'à l'augmentation des impôts payés presque exclusivement par les masses populaires. Ainsi, pour avoir un budget « balancé », le ministre Moloff, prenant comme base le budget de l'exercice écoulé, a fait des diminutions et des augmentations dans les chapitres des revenus. Il n'a augmenté que ce qui doit être payé presque exclusivement par les masses travailleuses : patente — 25 millions ; impôt militaire — 10 millions ; différentes accises sur l'eau de vie et le vin — 15 millions ; licences pour débit de boissons alcooliques — 20 millions ; tarifs des chemins de fer et postes — 94 millions ; etc., etc. Il a obtenu ainsi, sur le papier, une augmentation de revenus de 329 millions.

A côté de ces augmentations, M. Moloff a procédé à des diminutions : droits d'exportation et d'importation — 148 millions ; banderoles des tabacs et Murourié — 30 millions ; taxes pour télégrammes — 10 millions ; etc. Soit, en tout, 250 millions. (Toutes ces diminutions ont été prévues à la suite de l'appauvrissement de la population et de la diminution de sa capacité de consommation.)

Le budget que le Sobranjé examine à présent reflète la nature vorace du gouvernement des banquiers et spéculateurs. Le gouvernement Liapcheff a prouvé encore une fois qu'il est un gouvernement de la bourgeoisie avide et corrompue, et qu'il presse jusqu'aux dernières ressources du peuple travailleur pour satisfaire ses intérêts et appétits et soutenir l'appareil de sa dictature.

G. Kazanovsky

La question macédonienne

La Macédoine aux Macédoniens! La terre aux paysans!

IV.

Lors de l'insurrection et ensuite, lors de la répression du mouvement, 135 villages furent détruits dans 12 districts. 10.000 maisons environ furent incendiées, des milliers de personnes massacrées (2.130 d'après D. Vlakhoff et 4.700 d'après D. H. Dimoff), dont un grand nombre de femmes et d'enfants : plus de 60.000 personnes restèrent sans abri ; 2.250 femmes et jeunes filles furent violentées. A fin 1903, plus de 500 condamnés politiques se trouvaient dans les prisons.

Les dommages matériels étaient énormes. La misère et la faim sévissaient dans de nombreuses régions de la Macédoine. Des milliers de Macédoniens se réfugièrent en Bulgarie. D'autres émigrèrent en Amérique, à la recherche de travail, de pain.

En ajoutant à ces chiffres celui des Macédoniens qui furent massacrés ou emprisonnés à la suite de l'attentat de Salonique commis en 1903 par les révolutionnaires terroristes macédoniens, le nombre des tués et des emprisonnés augmente de plusieurs milliers. Les autorités turques organisèrent alors des massacres de Macédoniens bulgares qui durèrent trois jours, et les massacrés se chiffrent par centaines. A Salonique, à Constantinople et ailleurs on arrêta pendant ces journées plus de 10.000 Macédoniens.

Quoique l'insurrection d'Ilinden avait été étouffée, le régime du sultan turc s'affaiblit de plus en plus en Macédoine, et l'on vit bien nettement qu'il devait disparaître. Mais, ainsi que nous l'avons déjà relevé, chacune des grandes puissances avait ses propres intérêts dans les Balkans ; chacune d'elles empêchait donc l'autre à mettre pied dans les Balkans ; et ainsi elles laissaient subsister le régime turc. Les grandes puissances essayaient de calmer toute révolte des opprimés en Macédoine ou ailleurs, proclamaient des soi-disants « réformes » pour apaiser les populations. Et ce fut ainsi qu'après l'insurrection d'Ilinden les représentants des grandes puissances se réunirent à Vienne pour décider de nouvelles réformes en Macédoine. Ces « réformes » ne consistaient cependant qu'en l'extension de l'influence de ces grandes puissances. Les gouverneurs Demerick (Russie) et Müller (Autriche-Hongrie) furent envoyés en Macédoine, chargés d'y réorganiser la gendarmerie dans laquelle ils devaient enrôler des Chrétiens aussi. Les gendarmes chrétiens n'étaient que de la poudre jetée aux yeux des Macédoniens qui demandaient la liberté.

Une des conséquences tragiques de l'insurrection d'Ilinden fut que des Macédoniens furent à nouveau forcés de se réfugier en masse en Bulgarie. Et ils y furent immédiatement soumis à l'influence des Verkhovistes. La plupart de ces réfugiés n'étaient pas des révolutionnaires trempés ; ils ne saisissaient pas le développement de la révolution, ne saisissaient pas que la révolution, même si elle doit passer par des défaites,

pousse toujours en avant, si les conditions nécessaires existent dans le pays et si l'organisation révolutionnaire s'est posé comme but l'intérêt des larges masses opprimées, comme c'était le cas en Macédoine. La majorité de ces émigrés se déclara pour l'idée Verkhoviste : que la libération de la Macédoine ne pouvait se faire que par l'Etat bulgare, par l'annexion à la Bulgarie. Les Verkhovistes réussirent à augmenter leur influence dans la Macédoine de l'Ouest et du Nord, grâce à l'autorité de ces nouveaux partisans et des voyvodes macédoniens Garvanoff, Sarafoff, Matoff, etc. La minorité des nouveaux réfugiés macédoniens en Bulgarie resta fidèle à l'autonomie de la Macédoine et continua à travailler en Bulgarie, illégalement, ensemble avec les autres émigrés. En Macédoine même l'Organisation Intérieure se ressaisit bien vite et réussit à maintenir sous son influence la Macédoine de l'Est. Les districts de Serrès, de Stroumitza et de Salonique restèrent entièrement sous son influence. Les potentats en Bulgarie, en Serbie et en Grèce voulaient de leurs côtés annexer la Macédoine chacun à son propre pays, ce qui soulèverait les peuples balkaniques les uns contre les autres et noyerait les Balkans dans des torrents de sang. Les révolutionnaires macédoniens n'en voyaient que plus clairement que sans une Fédération Balkanique il n'y aurait de vie ni pour une Macédoine autonome et ni pour les peuples balkaniques. Aussi l'Organisation Intérieure réclamait-elle parallèlement avec l'Autonomie de la Macédoine la Fédération des Peuples Balkaniques, et c'est pourquoi, après l'insurrection d'Ilinden, ses partisans furent nommés Fédéralistes.

A la tête des Fédéralistes se placèrent, à côté des anciens, de nouveaux leaders aussi : Djirdjikoff, Sandanski, Panitsa. L'Organisation continua à inspirer de la peur et de la terreur aux Verkhovistes en Macédoine et en Bulgarie. L'un des leaders Verkhovistes d'alors, Todor Alexandroff, était secrétaire du district révolutionnaire de Kotchan commandé par le voyvode Siméon Kotchanski et avait pris une part active dans l'insurrection.

L'augmentation du nombre des comitadjis Verkhovistes en Macédoine provoqua la formation de groupes de comitadjis serbes et grecs et l'ingérence des intérêts dynastiques et capitalistes serbes et grecs. Toutes ces trois catégories d'agents des trois monarchies et bourgeoisies s'efforçaient, par de l'argent, par le poignard, par le revolver, par de la propagande orale ou écrite, par les écoles, par les églises, à gagner des partisans pour leurs visées politiques. Parfois l'idée de l'Autonomie de la Macédoine et de la Fédération Balkanique réunissait toutes les nationalités ; mais les agents des trois Etats ravivaient des discordes, provoquaient des rencontres sanglantes, sans du tout se soucier du fait que les Verkhovistes avaient conclu une entente

avec la Narodna Obrana serbe. Cette entente n'avait d'ailleurs pas comme base l'Autonomie de la Macédoine et la Fédération des Peuples Balkaniques, mais la plateforme du partage de la Macédoine en zones soumises aux propagandes serbe, bulgare et grecque. C'était un armistice pendant lequel ils se préparaient pour l'occasion favorable de s'attaquer les uns les autres — ce qui se produisit en 1913.

La révolution jeune-turque de 1908 fut le dernier essai de la jeune bourgeoisie et des jeunes intellectuels turcs contemporains de sauver le régime turc mourant, par une Constitution et par des réformes. Les Fédéralistes acceptèrent la Constitution et la forme légale de la lutte. Ils se présentèrent comme Parti Fédéraliste Légal. Sandanski fut élu député au Parlement. Les Fédéralistes espéraient pouvoir déployer au Parlement la question agraire sur une large échelle.

Les Verkhovistes ne voulaient pas reconnaître le nouveau régime jeune-turc en Macédoine et restèrent comme Organisation illégale. Et, la question agraire n'ayant toujours pas été résolue,

la population macédonienne désillusionnée se groupa de plus en plus autour des Verkhovistes qui constituaient alors la seule organisation macédonienne illégale. L'autorité des Verkhovistes devint bientôt de plus en plus grande et le peuple macédonien commença à croire que sa libération ne pouvait venir que par l'Etat bulgare.

Par la suite, et après avoir déjà perdu beaucoup de temps, les Autonomistes reprennent la lutte illégale. *La grande faute des Autonomistes fut qu'ils s'étaient posé comme devoir de ne pas quitter le terrain illégal jusqu'à la libération définitive du pays. Or, pour un mouvement révolutionnaire dans un pays de terreur et d'oppression nationale, il est non seulement indispensable de maintenir l'organisation illégale, mais aussi d'utiliser toutes les possibilités légales de la lutte.* La guerre balkanique de 1912 montra bien clairement la différence entre ces deux manières de voir sur la question macédonienne et balkanique.

(A suivre)

Costa Novakovitch

Combien de temps encore les peuples de la Yougoslavie continueront-ils à souffrir ainsi ?

Les ouvriers et paysans croates avaient depuis longtemps reconnu que la guerre mondiale, cette épouvantable et inutile boucherie humaine, n'avait apporté aucun changement essentiel dans leur situation. Le peuple en armes, des enfants de 17 ans, jusqu'à des vieillards de 60 ans, ont passé des années dans les tranchées, armés de bombes et de grenades, prêts à se jeter sur des hommes qui leur étaient complètement étrangers, qui ne leur avaient rien fait du tout. Et pourquoi tout ceci ? Les enfants et les femmes ont entretemps souffert chez eux la faim et la misère, livrés sans pitié à toutes les privations. Et pourquoi ? Et lorsque l'aigle noir à deux têtes fut renversé, lorsque le militarisme noir-jaune fut dissout, lorsque cessa l'ignoble rampement devant l'Empereur apostolique et sacré, le peuple crut que ce n'avait pas été en vain qu'il avait pendant si longtemps pourri dans les tranchées et que les enfants et les femmes étaient morts de misère pour un meilleur avenir.

Le démembrement de l'Etat souverain, l'écrasement de la tyrannie, comme conséquences de la conscience populaire à nouveau réveillée, et les années 1917 et 1918 firent espérer au peuple travailleur une nouvelle ère : de progrès à la place de la réaction, de liberté à la place de la tyrannie, de gouvernement populaire à la place du despotisme.

La conscience que le sang versé ne l'avait pas été inutilement n'avait pas encore pris chez les ouvriers et paysans croates des formes solides pour une action unie et énergique, lorsqu'ils virent qu'ils se trouvaient dans les chaînes d'une tyrannie encore plus insupportable, dans les mains d'un despotisme indigne de la barbarie. A la place de l'aigle noir à deux têtes des Habsbourg était venu l'aigle blanc à deux têtes des Karageorgevitch, à la place d'un Empereur sacré vint un Roi non encore sacré, à la place du militarisme noir-jaune sévissait le militarisme rouge-blanc-bleu des nouveaux conquérants.

Le peuple caressait cependant l'espoir que tout ceci ne saurait être de longue durée, que la nouvelle réaction suivrait forcément la retraite de l'ancienne, que la nouvelle dynastie intertemporelle, à l'instar de l'ancienne, disparaîtrait sous peu...

Huit années se sont écoulées depuis que les chaînes du militarisme austro-hongrois dans la partie occidentale des Balkans et dans le sud du bassin du Danube se sont effritées ; dix années se sont écoulées depuis que la Révolution Ouvrière Russe proclamait au monde qu'était venu le moment de secouer les lourds fers dynastiques et capitalistes — mais en Yougoslavie, c'est toujours le régime féroce de la barbarie qui sévit, ce sont toujours les bourreaux au service du capitalisme et de l'idée absurde grand-serbe qui sont à l'œuvre. Le mouvement ouvrier y a été noyé dans le sang, chaque effort déployé pour améliorer le triste sort de l'ouvrier et du paysan y a été réduit à néant ; il ne peut être question en Yougoslavie d'une liberté de presse, les tendances d'organisation sont étouffées par la trop fameuse loi sur la Défense de l'Etat ; les masses paysannes, dispersées.

Plus nous nous éloignons des années 1917 et 1918, des leçons vivantes puisées aux expériences de la guerre et nous montrant où ont pu nous conduire le militarisme, la réaction, le despotisme, nous montrant comment on nous a poussés dans les complications internationales par des artifices de politiques de cabinet, — plus augmente chez nous la rage des trabants dynastiques et des vautours capitalistes. La terreur de la police devient tous les jours plus effrénée, le système administratif barbare violent tout ce qui veut être libre, la fortune du peuple est appropriée par les fonctionnaires supérieurs et inférieurs, la corruption sévit dans l'appareil étatique tout entier. Les cercles

officiels ruinent économiquement tous ceux qui ne leur sont pas aveuglément dévoués.

Perfides et rusés, les politiciens grand-serbes veulent en faire accroire au monde que l'Etat des S. C. S. est le pays démocratique par excellence, où il n'y a pas d'aristocratie, où il n'y a pas de privilèges de naissance, où tout le pouvoir se concentre entre les mains de paysans ou de fils de paysans, où « Sa Majesté » aussi n'est qu'un fils de paysan, où l'A et le Z des efforts des hommes politiques de ce pays béni n'est que de se conformer à la volonté du peuple ; etc. etc. Même Nicolas Pachitch, cet exemple scolaire de l'homme de parti réactionnaire et perfide, aimait à dire : « Mon système et mon principe ont toujours été : rien que la volonté du peuple. »

Au cours de ces longues huit années, cependant, nous avons suffisamment appris ce que ces mots de « volonté du peuple, liberté » signifient dans la bouche de ces prétoriens ! La liberté, pour ces politiciens, c'est la liberté du peuple de pouvoir sacrifier ses biens et verser son sang pour la gloire de la Couronne. La volonté du peuple, c'est la volonté du préfet et la crosse du gendarme. Et si l'opinion publique se révolte contre cette façon de concevoir la liberté et la volonté du peuple, alors le gardien assermenté de la Constitution déclare : « Pourquoi jouons-nous donc au parlementarisme ? Nous n'en faisons absolument aucun cas. Si cela ne va pas avec le parlement, nous pourrions bien trouver d'autres voies et moyens pour appliquer la volonté du peuple et satisfaire aux nécessités étatiques. » (Paroles du premier ministre Nicolas Ouzounovitch dans une conversation avec des journalistes — *Politika*, Belgrade, du 23 janvier 1917.)

Tous les moyens démocratiques dans l'Etat des S. C. S. n'ont que le seul but de simuler une libre expression de la volonté du peuple électeur, ce aussi longtemps que les intérêts de la clique régnante exigent ce simulacre. Lorsque cette nécessité de l'apparence extérieure n'existera plus, le régime est prêt, est fermement décidé à maintenir par la force des armes le système de l'hégémonie et de l'exploitation. Nous nous dirigeons à toute vapeur vers une dictature royale et militaire ; toutes les personnes pensantes en Serbie le savent ; toutes les nations non-serbes en Yougoslavie le sentent sur leurs dos.

Les dernières élections départementales qui ont eu lieu le 23 janvier, la façon de leur exécution, les procédés par lesquels fut obtenue la majorité — ne font que confirmer le fait crû que ces élections aussi n'ont été proclamées que pour simuler la démocratie. « En lisant les rapports du Monténégro et de la Macédoine, disait Stjepan Raditch dans une conversation avec des journalistes, on voit un horrible enfer auprès duquel les actes de terreur dans la Voyvodina semblent des idylles. » (*Politika*, Belgrade, du 1^{er} février.) Et les idylles de Voyvodina, on les voit dans les rapports des députés Tisaj et Trnjar et des ministres raditchiens d'alors Pavle Raditch et Auguste Kosutitch, qui se trouvaient en Voyvodina lors des élections, pour le contrôle. Les autorités forçaient les préposés à la garde des urnes à se démettre de leurs fonctions, les tous-puissants secrétaires communaux, nommés par le gouvernement, biffaient des listes électorales d'innombrables électeurs, les gendarmes et les fameux volontaires du front de Salonique patrouillaient dans les villages, armés de fusils, de baïonnettes, de bombes, et terrorisaient les paysans sans armes. Dans les locaux des élections, on ne voyait que les présidents des commissions électorales et les volontaires armés jusqu'aux dents ; les préposés à la garde des urnes avaient été éloignés par la violence, par des menaces. Dans le village de Kupusina, district de Sombor, 4 gendarmes et 4 policiers, en présence du secrétaire de la commune, dans la bâtisse même de la mairie, torturèrent pendant toute une nuit 4 paysans croates, leur arrachèrent les cheveux, les ongles, leur brisèrent les dents, les estropièrent et les mutilèrent d'une façon affreuse. Les noms de ces malheureux torturés sont : Martin Rodjin, Stjepan Bunjak, Ivan Nagy et Stjepan Horvat. Malgré toutes les démarches des députés

précités, les autorités restèrent impassibles et ne firent rien pour punir les criminels. Ceci est un exemple entre mille de tout ce qui s'est passé dans cette province progressive de la Yougoslavie. Aussi n'est-il pas étonnant que les Allemands opprimés, les Hongrois auxquels on a refusé même des écoles élémentaires, aient été obligés à voter pour les radicaux.

Il en était ainsi en Voyvodina, et il en était pire encore dans les autres provinces de la Yougoslavie.

Au Monténégro, le régime martial sévit effectivement depuis longtemps déjà, et les gens y sont livrés à la merci des autorités policières et des espions payés. Une proclamation officielle du préfet de Kolasin, par exemple, après avoir interdit toute circulation entre 6^h du soir et 6^h du matin, après avoir ordonné la démolition de toutes les maisons isolées, après avoir placé sous contrôle policier toutes les personnes « politiquement suspectes », ordonne aux parents et proches des insurgés de faire arrêter ou tuer ces derniers, c'est-à-dire leurs propres fils, frères, pères, maris, autrement des troupes seraient envoyées dans les villages à la poursuite des fugitifs et seraient logées chez les paysans et nourris à leurs dépens. Voilà assurément une mesure unique dans l'art administratif des conquérants.

En Bosnie, les mahométans se trouvent *de facto* hors la loi. Tout forfait contre eux est bien fait. Lors des dernières élections, ils reçurent une notification officielle de devoir voter pour le « parti royal radical », sous menace des peines les plus sévères. Etc. etc.

Même Svetozar Pribitchévitch, le chef des fascistes yougoslaves, que nul ne peut suspecter d'animosité contre le régime régnant, dit dans une conversation avec des journalistes que n'importe quel gouvernement pourrait avoir tout succès en Voyvodina, en Macédoine.

Tout ceci est fort bien connu par le peuple, et il est donc aisé de comprendre pourquoi à cette comédie électorale la moitié à peine des électeurs inscrits sont venus déposer leurs votes.

Le peuple ouvrier en Yougoslavie se trouve devant l'alternative de la soumission à l'oppression, ou de la révolte. Partout l'on sent l'indignation des larges masses populaires, l'on voit une sourde irritation à peine déguisée, l'on entend, entre les dents serrés : Combien de temps durera encore cet état des choses ?

Les dernières élections départementales n'ont pas donné une réponse nette à cette question, mais les cœurs des nations opprimées ont tout de même dit ce qu'ils voulaient dire. Et cette réponse muette, le mandataire de la Couronne l'a comprise ; et voilà pourquoi Nicolas Ouzounovitch a parlé de la dictature et a reconnu ouvertement ce fait établi et connu depuis longtemps déjà : qu'en Yougoslavie le parlementarisme, le pouvoir du peuple, n'est qu'une farce, n'est qu'une chimère.

Krešimir Ivachitch

La balle patronale en Grèce

... Le gouvernement est obligé de protéger aussi les employeurs...

Tsaldaris, ministre « populaire » de l'intérieur.

Un ouvrier a été tué. Un ouvrier de tabac a été assassiné par une balle « perdue » de la gendarmerie « purifiée ». Le ministère de l'intérieur n'a pas aidé aux chômeurs, n'a pas forcé les patrons à ouvrir les usines aux ouvriers demandant du travail, mais le ministère de l'intérieur a garanti aux employeurs la « sécurité des entreprises ». Les droits égaux sont proclamés par la constitution et les droits égaux sont exécutés par le ministère oïkomène : *La balle aux ouvriers, et la sécurité des profits aux patrons !* Voilà le programme intégral, voilà la constitution véritable ! Naturellement, les Oïkomènes repoussent la responsabilité des incidents — Le préfet de la police, le gouverneur général, le ministre de l'intérieur ne sont pas coupables — personne n'est coupable. « Les ouvriers ont attaqué la gendarmerie », alors qu'elle est entrée pour défendre la liberté des entrepreneurs étrangers, et une balle perdue a traversé les murs et a tué un ouvrier — voilà tout. Un « incident regrettable », mais non pas la conséquence d'un système. Ainsi déclare le ministère « impartial », ainsi déclare le chef des flics accusé d'homicide : tout est en règle, « l'ordre règne à Salonique ». « L'Etat s'intéresse tant aux ouvriers qu'aux patrons. » A la séance de la Chambre M. Tsaldaris l'a proclamé. L'intérêt pour les ouvriers a été très grand. Ils ont demandé la journée de huit heures. La Grèce a signé le traité international de Washington, la Grèce fait partie de la Société des Nations ; mais un membre du syndicat, luttant pour la journée de huit heures, a été mis à la porte, les ouvriers syndiqués n'ont pas accepté le mot brutal de l'entrepreneur ; conséquence : des blessés et un mort. Albert Thomas viendra en Grèce. Le ministère oïkomène présentera ses hommages, ses saluts à la Société des Nations. Les saluts aux lois

ouvrières internationales, mais — la balle à l'ouvrier qui défend ces revendications.

Hélas ! le ministère oïkomène a fait du bon travail ! La dette publique est augmentée, la réintégration des officiers n'a point cessé, la gendarmerie est renforcée et la reprise du travail dans les ateliers de tabac est organisée sous la pression de la diminution des salaires. *Vingt ouvriers sont en prison* et les coupables de l'homicide patronale déclarent ouvertement, et fièrement, les résultats : « nous faisons le nécessaire pour découvrir les instigateurs. » Les salaires sont diminués, mais la modification du *moratorium des loyers* est déjà votée. Les propriétaires sont contents ! Une majoration de 20% pour les magasins et de 10% pour les maisons ! Ce n'est pas mal. *L'anniversaire du manifeste républicain est célébré, par les Oïkomènes* : Augmentation des loyers, diminution des salaires. Le « poing macédonien », le système de violence, employé d'abord contre les Bulgarophones, l'est maintenant contre les ouvriers helléniques, contre le peuple qui a créé la république et qui défend les bases d'une constitution contre le régime soi-disant républicain.

L'anniversaire de la proclamation de la république est un jour funeste. Dans le domaine économique : la convention avec la Power and Traction était acceptée, d'abord par les chefs politiques et ensuite par le parlement. M. Metaxas, ministre des communications, a forcé ses camarades à accepter son point de vue, sa soumission complète devant le capital étranger. Le capital anglais est contenté. Le système Pangalos est aboli, mais le spectre du dictateur dirige encore la politique économique de la Grèce. Tous les partis gouvernementaux ont accepté le traité « illégal » de Pangalos, ont accepté *l'héritage suspect*. Les Métaxistes ont préféré chasser deux membres des rangs des Elephtherophones, plutôt que de permettre qu'ils votent contre le régime économique, contre lequel ont protesté non seulement les syndicats des autobus, mais aussi la petite bourgeoisie républicaine et proclamé la grève et la résistance.

La grève des autobus est terminée, mais les masses populaires, les masses qui n'ont pas encore comorés le rôle réactionnaire du cabinet oïkomène, ont reçu une leçon assez sévère. Le transport sur des routes importantes est vendu aux étrangers. Vénézelistes et Antivénézelistes ont accepté ce point de vue que les différends entre l'Etat, et la société étrangère ne seront pas jugés par la justice hellénique. En un moment où en Chine les masses se lèvent pour obtenir le droit égal, on vient de rétablir des hégémonies écrasantes. Le ministère oïkomène a bien exécuté la promesse donnée par le vieux laquais de la politique étrangère : M. Zaïmis. La convention était votée contre la volonté du peuple, malgré la grève des chauffeurs. Pangalos peut se réjouir. Lorsque dans sa prison en Crète il entendra la nouvelle, il en sera content. Le sabotage contre le piétinement aux pieds des intérêts helléniques est brisé. Tel a aussi été sa ligne de conduite. *L'interdiction du conarès panouvrier* a été proclamé solennellement. La peine de mort reste en vigueur. La république, recrée par ses ennemis, n'est pas plus sûre qu'autrefois.

Naturellement, le parti « populaire » participant au cabinet de concentration n'a pas encore proclamé une autre situation légale. Mais les déclarations à la commission constitutionnelle pour le *referendum* sont un avis au lecteur. Vraiment, la famille royale est d'une étrange ingratitude, en s'opposant à la volonté de ses fidèles valets. C'était absolument inutile d'envoyer M. Yousilanthi pour créer un nouveau parti « purement » monarchiste. C'est juste. Le requiem à la mémoire du feu roi a été défendu, et Metaxas a déclaré qu'il n'était pas l'initiateur de cette démonstration monarchiste. Mais le fait que, pour éviter le scandale, le ministère oïkomène n'a trouvé d'autre moyen que d'empêcher le ministre de la république de marcher à la tête d'une démonstration monarchiste, est bien éloquent. Ainsi, *Tsaldaris* et *Metaxas* ne feront pas encore la démonstration royaliste : ils resteront « loyaux » à leur serment d'être pour le régime actuel jusqu'au renversement de la république. La question de la réintégration est plus grosse encore de conséquences pour la possibilité d'une restauration : la réduction de la nourriture pour les troupes — de 40 millions — par le ministre vénézériste est pour la propagande monarchiste d'une plus grande conséquence que l'entrée d'un dignitaire royaliste en Grèce.

La situation en Grèce n'est pas équilibrée. Un système corrompu vient de compromettre le régime « républicain » et les Antivénézelistes, attirés par la concurrence des valets officiels Theotokis et Cie., des partisans ardents de la restauration, sont bien capable d'en profiter. La base du gouvernement oïkomène est une base réactionnaire : la « Sainte Union » du patronat contre les ouvriers. A Salonique un ouvrier a été tué. Mais le pauvre *Caramfil*, victime de l'offensive patronale, est un signe du temps. La république oïkomène est l'exécuteur de la volonté patronale, et l'aide contre la volonté des masses, contre la tradition démocratique ; et ce n'est pas un hasard, que l'anniversaire de la proclamation de la république a été célébré par le fait que le ministre de l'intérieur a donné *l'ordre au chef de la police de frapper sans pitié les ouvriers*. La république oïkomène est démasquée. Elle sera jugée par la volonté des masses laborieuses.

Melingos

Protestation des émigrés albanais contre le pacte de Tirana et contre les actes de violence des autorités italiennes

La *Fédération Balkanique* a déjà publié, des protestations des émigrés albanais contre le pacte de Tirana qui fait de l'Albanie tout ouvertement une colonie italienne.

Fort désagréablement atteint par ces protestations publiques des émigrés albanais, Mussolini a eu immédiatement recours à des pressions, à des machinations.

Les émigrés albanais se trouvant en Italie furent invités à tenir un Congrès à Trieste pour approuver le pacte italo-albanais ; et les autres émigrés, qui se trouvent heureusement hors de l'Italie, y furent aussi invités.

Les émigrés répondirent à l'unanimité que ce Congrès ne pourrait avoir lieu, car eux tous considéraient ce pacte comme un malheur funeste pour le peuple albanais. Les émigrants de l'Italie firent aussi entendre qu'ils n'avaient aucune confiance en les autorités italiennes et que les efforts des fascistes de faire tenir le Congrès dans une ville italienne leur apparaît comme un piège.

La méfiance des émigrés albanais vis-à-vis des autorités italiennes a été complètement justifiée par les faits. Aussitôt que celles-ci reconnurent qu'elles ne pourraient pas faire des émigrés albanais des instruments des intérêts italiens, elles montrèrent leur véritable face.

Tous les émigrés albanais furent internés, le droit humain le plus élémentaire, le droit d'asile, fut violé, la confiance en l'hospitalité italienne a été payée bien cher.

Voilà l'amitié fasciste : esclavage, ou internement.

Après cette page « glorieuse » de l'histoire fasciste, des protestations ont été adressées par tous les émigrés à Mussolini, à la Société des Nations, et aux cabinets de Paris, Londres, Moscou, Washington, Belgrade et Athènes.

Nous le savons fort bien : de telles protestations contre l'avidité impérialiste-militariste ne servent à rien du tout ; nous les publions cependant comme des documents de l'histoire balkanique, dont la *Fédération Balkanique* est devenue le chroniqueur :

Son Excellence Benito Mussolini, Rome.

Nous sommes douloureusement étonnés des mesures des autorités provinciales italiennes, qui ont interné les émigrés politiques albanais et les traitent comme des prisonniers de guerre pour les obliger à donner leur approbation au pacte italo-albanais et au protectorat italien, en renonçant à l'indépendance de leur pays. Nous protestons avec indignation contre ces actes inouïs, indignes d'un Etat civilisé. Une approbation extorquée par la force ne saurait aucunement augmenter la valeur de ce pacte imposé au peuple albanais par la terreur d'un tyran mercenaire porté au pouvoir par les troupes armées yougoslaves et tombé par la suite à l'état de vassal. Nous ne pouvons, d'autre part, croire que la grande Italie, la mère de la culture européenne, puisse être moins généreuse et moins humaine que les petits Etats balkaniques comme la Yougoslavie et la Grèce, où nos compatriotes jouissent de l'hospitalité consacrée par les usages modernes internationaux. Persuadés que les autorités policières italiennes agissent sans autorisation supérieure, nous prions Votre Excellence, au nom de tous les émigrés, de donner les ordres nécessaires pour empêcher la martyrisation des malheureux émigrés et pour les laisser libres d'aller chercher un refuge là où leur incapacité à souffrir un joug étranger sera tolérée.

Fan Noli, ancien premier ministre
Kiazim Kotzuli, ancien ministre
Kol Trombara, ancien député
Nush Bushati, ancien consul

Secrétariat général de la Société des Nations et Ministères des Affaires Etrangères des Puissances et des Etats balkaniques.

Autorités provinciales italiennes ont interné réfugiés politiques albanais, parmi lesquels se trouvent un ancien régent, un haut prélat mahométan huit anciens ministres douze députés et nombreux officiers et les traitent comme prisonniers de guerre afin de les contraindre approuver publiquement pacte italo-albanais et protectorat italien sur Albanie. Protestons avec indignation contre ces actes inouïs et indignes un Etat civilisé. Approbation forcée n'ajoutera rien à valeur pacte imposé au peuple albanais par terrorisme tyran mercenaire Ahmed Zogou porté au pouvoir par forces armées yougoslaves et devenu dernièrement vassal de Mussolini. Nous paraît incroyable que grande Italie puisse être moins généreuse et moins humaine que petits pays balkaniques comme Yougoslavie et Grèce où nos réfugiés politiques jouissent hospitalité consacrée par usages internationaux modernes. Comme nous sommes sûrs que autorités locales italiennes trop zélées

agissent sans ordres supérieurs nous prions respectueusement Votre Excellence au nom des Albanais émigrés user vos bons offices auprès gouvernement italien pour faire cesser martyre inutile de ces malheureux réfugiés dont seule faute est leur patriotisme et leur incapacité de comprendre que joug étranger est un bienfait.

Fan Noli, ancien premier ministre
Kiazim Kotzuli, ancien ministre
Kol Trombara, ancien député
Nush Bushati, ancien consul

Son Excellence Benito Mussolini, Rome.

Les mesures prises pour considérer comme des lieux d'internement ces villes où l'hospitalité avait été accordée aux réfugiés albanais froisse l'amour propre national du peuple albanais, et provoque chez lui l'impression la plus pénible. Au nom du prestige du grand peuple italien, nous demandons le respect du droit d'asile et la pleine et entière liberté pour nos compatriotes.

Au nom des réfugiés politiques albanais de Corfou
I. Tatzati, ancien ministre

Son Excellence Mussolini, Rome.

Mesures draconiennes prises par autorités italiennes contre réfugiés albanais suscitent grande stupéfaction indignation générale. Nom justice internationale dignité peuple italien demandons libération immédiate nos collègues.

Réfugiés politiques albanais de Salonique

Begir Rousi *Ali Nishitza*
Djela Prevesa *Gogo Grillo*
Riza Cerova *Esat Dishnitza*
Djevdet Dishnitza

P. A.

Réponse de Fan Noli aux déclarations de M. Nintchitch au *Matin*

L'ancien premier ministre albanais Fan Noli a adressé au *Matin* de Paris, en réponse aux déclarations faites à ce journal par M. Nintchitch, la dépêche suivante, dont copie nous a été transmise :

Matin, Paris.

Viens de lire interview de Monsieur Nintchitch publié *Matin* seize février. Sa version sur événements qui ont abouti au protectorat italien sur Albanie m'a plutôt étonné. Il s'agirait d'une croisade entreprise par Nintchitch contre un complot bolchévique organisé par moi en Albanie en 1924 et dirigé contre toute la bourgeoisie balkanique. Nintchitch se serait vu obligé intervenir pour sauver Balkans et Europe en général du danger communiste qui les menaçait. Il y aurait réussi mais grâce à perfidie de Mussolini affaire tourne mal et Nintchitch tombe victime du devoir, dans bonne cause anti-bolchévique. Belle poésie à la mode qu'on applaudit sans réserves. Mais je préfère la prose quand il s'agit de politique, surtout de politique balkanique, et voilà ma version que vous prie soumettre au jugement impartial de vos lecteurs. Depuis traité Versailles Italie et Yougoslavie se trouvent engagées dans lutte pour s'assurer protectorat sur Albanie. En 1924 Nintchitch croit avoir trouvé dans personne Ahmed Zogou homme qui pourrait réaliser rêve impérialiste serbe et se laisse duper par lui. Ahmed Zogou part de Belgrade à la tête une armée yougoslave, envahit Albanie, s'empare du pouvoir, se proclame président et finit par accepter protectorat italien en vertu pacte italo-albanais en 1926. Voilà les faits dans leur crudité prosaïque. D'autre part je suis complètement d'accord avec Nintchitch que situation créée par dit pacte est pleine de danger, que Paix dans Balkans exige restauration indépendance albanaise et que petits Etats balkaniques devraient faire cause commune contre impérialisme italien. Si politique de Nintchitch et de ses amis au pouvoir s'inspire par ces principes, il verra bien que tous patriotes albanais seront ses alliés.

ancien premier ministre albanais
Evêque *Fan Noli*

Protestation contre la conduite des policiers suisses à l'égard de M. Cachin

Le Comité de défense des victimes de la terreur blanche dans les Balkans, qui a dû tant de fois élever sa protestation contre les abus de pouvoir, des violences et des crimes commis par les

gouvernements de fascisme et de coup d'Etat qui oppriment les peuples balkaniques, a aujourd'hui l'obligation de dénoncer à l'opinion publique les actes inqualifiables dont vient de se rendre coupable la police d'un Etat éminemment démocratique : la République Helvétique.

Le 14 février, M. Marcel Cachin, député de Paris, partait pour Bucarest, appelé comme témoin au procès de l'ex-député roumain Boris Stéfanoff. Tous ses papiers étaient en règle, son passeport visé par les consulats d'Autriche, de Hongrie, de Roumanie et de Bulgarie.

Le 15 février, à 3 heures du matin, il était brutalement réveillé par un policier suisse, obligé de descendre du train, enfermé dans un local de surveillance de la station, puis « refoulé » sur Paris.

Aucun prétexte ne peut être invoqué par les autorités suisses pour justifier une pareille violation de tous les usages établis. M. Cachin passant en « transit » sur le territoire suisse pour la traversée duquel aucune formalité spéciale n'est requise, n'avait

nullement à se préoccuper des autorités helvétiques et celles-ci, en interrompant son voyage, ont commis contre lui une véritable agression.

M. Marcel Cachin, appelé comme témoin, mandaté par les groupes de l'émigration balkanique et le Comité de défense, a tenu à repartir immédiatement pour l'Allemagne pour remplir son devoir.

Le comité tient à lui manifester sa solidarité et à lui adresser ses remerciements.

Il tient surtout à protester auprès de l'opinion publique en France et en Suisse contre l'acte odieux commis à Bâle et à dénoncer les tristes complicités, qu'éprouvent, dans un pays comme celui de la République helvétique, les tyrans des Balkans.

Pour le Comité :

Henri Barbusse, président
Marcel Villars, secrétaire
Romain Rolland, Séverine, M^{me} de St.-Prix

LA RÉACTION DANS LES BALKANS FAITS ET ÉVÉNEMENTS

Albanie :

De nouvelles condamnations. — Dans le courant de la première quinzaine de février, 3 malheureux, dont nous ne connaissons pas encore les noms, ont été condamnés l'un à 20 ans de travaux forcés et les deux autres à 5 ans chacun. (« Liria Kombëtare. »)

Ahmed Zogou prépare de nouveaux attentats. — Djemal Heri, l'assassin d'Avni Rustem, du leader de l'organisation de la jeunesse « Bashkimi », est arrivé ces jours derniers à Bari, en compagnie de deux personnes atteintes soi-disant de folie et venues à l'étranger pour se faire soigner. Ces deux sicaires d'Ahmed Zogou portent sur leurs passeports même la mention qu'ils sont atteints d'aliénation mentale. Ainsi, les bandits de Tirana veulent à l'avance faciliter la tâche des juges italiens qui, ainsi, n'auront besoin que de relever ces indications de leurs passeports pour les acquitter des meurtres qu'ils accompliront.

Ahmed Zogou a toujours d'ailleurs adjoint des aides à ses condottieri : à l'attentat de Gourakouki, Tjatin Saratchi était l'aide du meurtrier Baltion Stamolla ; le meurtrier Hassan Merkokeya avait comme aide Edhem Podgoritsa.

Après le pacte italo-albanais qui assure l'assistance mutuelle et la collaboration cordiale et qui ne permet pas aux émigrés de s'éloigner de Bari, Ahmed Zogou considère certainement que le moment est enfin arrivé pour exterminer ses adversaires politiques. (« Liria Kombëtare » du 16 février.)

Les ministres de Mussolini dans le cabinet de Tirana. — Après la conclusion de la « convention » de Tirana, Ahmed Zogou, en sa qualité dorénavant officiellement consacré de vassal de l'Italie, dut, sur l'ordre de Rome, s'entourer de ministres connus notoirement comme des instruments de Mussolini, pour gérer l'Albanie comme une colonie italienne, en conformité avec les intérêts et l'esprit italiens. Parmi ces créatures, nous nous bornerons à citer seulement le nom de Feizi bey Alizoti, ce trop fameux commissaire des finances de Mussolini.

Bulgarie :

La terreur des puissances des ténèbres. — Le député socialiste Christo Pouneff a adressé au ministre de l'intérieur une question en relevant que depuis des années tout l'arrondissement de Ferdinand vit sous un régime d'exception, que différents « facteurs irresponsables » infestent toute la contrée et, avec le concours et l'appui des autorités responsables, menacent et terrorisent la population, battent des citoyens paisibles, usent de pressions sur les conseillers municipaux, cernent des villages et y perpètrent des assassinats, sèment la panique partout. M. Pouneff cite un cas, entre mille : La coopérative ouvrière « Napred » a reçu un paquet contenant une feuille de carton sur laquelle étaient écrites des menaces de mort : une main y était dessinée à l'encre rouge et noire, portant autour ces mots : « De la part de l'Organis... » ; et, entre les doigts, des croix noires avaient été tracées. Au verso du carton, quelques doigts sont dessinés, et les chiffres 50, 500, 50.000. Le député questionneur demande au ministre de l'intérieur s'il ne considère pas que ces menaces, cette terreur, ce vandalisme sont de nature à jeter de nouveau cette région dans une guerre fratricide et exige que le gouvernement prenne des mesures nécessaires.

Le député socialiste attendra longtemps des mesures de la part d'un gouvernement qui ne fait qu'encourager les facteurs irresponsables à continuer leur sabbat infernal. (« Novini » du 21 février.)

Bestialité des autorités. — Le paysan Christo Levtehoff, du village de Tchalahadjikovo, arrond. de Elena, a été arrêté le 3 janvier dans le village de Constantin par deux gendarmes et cruellement battu et torturé, pour qu'il se retire de l'Union agrarienne. Il en a été obligé de garder le lit pendant 6 jours. (« Zemledelsko Znamé » du 15 février.)

A Stanimaka devait se tenir une réunion agrarienne dûment autorisée par le sous-préfet. Mais à peine la réunion fut-elle ouverte que le commissaire de police Ivan Valtchoff, accompagné de 10 agents, fit

irruption dans la salle et dispersa l'assemblée. De nombreux assistants ont été arrêtés. Le paysan T. Athanasoff a été jeté dans une cave où il a été battu jusqu'au sang, et il s'évanouit. Lorsqu'il reprit ses sens, il se trouvait dans de l'eau : on l'avait jeté dans la rivière qui coulait près du poste de police. Il réussit à sortir de l'eau. Mais, en reprenant le chemin de sa demeure, il rencontre un agent de police qui, revolver au poing, l'arrête de nouveau et le reconduit au poste, où on le rejette dans la cave, sous l'accusation d'avoir essayé de s'enfuir. Au bout de cinq minutes, cependant, on lui dit qu'il est libre et qu'il peut s'en aller. En s'éloignant, il est aperçu par les quatre agents qui l'avaient battu et torturé — dont le sous-commissaire Lambri Mirtcheff qu'il reconnaît. Ceux-ci se jettent de nouveau sur lui, le battent de nouveau jusqu'à ce qu'il tombe évanoui, puis le jettent à nouveau dans la rivière. Aux cris poussés par le malheureux lorsqu'il reprend ses sens, des gens accourent à son secours et le retirent à grande peine de l'eau, qui l'avait déjà entraîné une centaine de mètres. On a été obligé de le porter, car il n'avait plus la force de faire un seul pas. Il vient d'adresser une plainte au procureur général à Plovdiv et au ministre de l'intérieur. (« Zemledelsko Znamé » du 19 février.)

Cris pour l'amnistie. — Les journaux bulgares continuent à publier des requêtes des détenus politiques dans les différentes prisons en Bulgarie. Plus de 1.500 de ces malheureux gémissent toujours dans les cachots. Ils demandent à hauts cris une pleine et entière amnistie. Leurs parents et proches, leurs amis, leurs camarades, et les émigrés se trouvant à l'étranger, s'adressent aussi continuellement au gouvernement pour demander une amnistie effective et entière. Le député agrarien P. Mineff a présenté au Sobranjé un projet d'amnistie modifiant les lois d'amnistie des 10 janvier 1924 et 13 février 1926. (Comme nos lecteurs ne le savent que trop bien, ces lois d'amnistie ne visaient que la remise des peines des spéculateurs, des brigands et des assassins des ouvriers et paysans bulgares.) M. Mineff veut que ces lois soient modifiées en ce sens que puissent en bénéficier tous les condamnés politiques, à l'exception des exécuteurs directs d'attentats et des instigateurs directs à des émeutes, des révoltes, des actions terroristes et des assassinats. A en juger cependant du langage des journaux gouvernementaux, cette proposition du député agrarien ne sera même pas mise à l'ordre du jour. Les feuilles zgovoristes attaquent les journaux de l'opposition qui soulèvent cette question et les qualifient de communistes et de conspirateurs qui ne veulent que détruire l'ordre public. Mais la campagne pour une amnistie effective et entière ne cessera point, car ce sont les intérêts vitaux de milliers et de milliers de citoyens qui exigent impérieusement cette amnistie.

Les arrestations continuent toujours. — Nous avons relaté d'innombrables fois des arrestations d'ouvriers, surtout des syndiqués. Le « Narod » du 12 février publie récemment le cas de l'arrestation des ouvriers typographes, lockoutés depuis un mois, de l'imprimerie de la cour à Sofia. Dans le courant de ce laps de temps, des arrestations ont été opérées à quatre reprises parmi ces ouvriers, pour les intimider. L'accusation portée contre eux est toujours la même : d'être des communistes et d'avoir organisé des conspirations.

L'inquisition. — Le 13 février devait avoir lieu des élections communales dans le village de Lednitsa, où sévit depuis des années un régime de terreur particulièrement révoltant. A l'occasion de ces élections on a arrêté et battu avec des bâtons, des tiges de fer, à coups de poings, le candidat de la liste radicale Marin Mikhoff, Ivan Markovsky, le paysan Vassil Tontcheff, Anghel Vetsoff, Ivan Domoustchieff — ce dernier a été tellement torturé qu'il se trouve au lit. On a tiré des coups de revolver contre les fenêtres des maisons des villageois ; on a déclaré aux paysans : « nous vous battons, nous vous rouerons de coups, nous vous assommerons — mais nous gagnerons les élections. » Or, malgré toute cette bestialité, le gouvernement a été battu. (« Radical » du 22 février.)

Grèce:

Le chômage. — Au Pirée, plus de 10.000 ouvriers, dont 4.000 syndiqués, sont sans travail.

A Salonique, les ouvriers cordonniers sans travail ont protesté contre le refus du conseil municipal de leur allouer des subsides.

A Larissa et à Xanthi, les ouvriers organisent des meetings de protestation demandant du travail.

A Cavalla, un meeting de protestation des sans-travail a été dispersé par la police; il y eut de bagarres sanglantes, au cours desquelles les gendarmes ont tué un ouvrier et blessé plusieurs.

Du camp monarchiste. — M. Théotokis est rentré de Florence où il a eu une entrevue avec l'ex-roi de Grèce pour créer un parti royaliste « pur ».

La peine de mort. — Le maintien de la peine de mort a été voté le 9 février par le parlement d'Athènes, par 100 voix contre 62.

L'ordre règne. — On mande de Samos que pour appuyer les gendarmes qui y « répriment le banditisme », 2 torpilleurs y ont été envoyés. Les têtes des frères Yayas ont été mises à prix.

La démocratie. — Papanastassiou a déclaré, ouvertement: « L'Etat ne peut pas reconnaître aux fonctionnaires le droit d'association. »

Grèves. — A Cavalla, 400 Chauffeurs ont déclaré la grève; et tous les chauffeurs de Serrès et de Salonique ont suivi leur exemple et en ont fait de même.

Roumanie:

Les crimes des gendarmes. — Dans le local du poste de gendarmerie de Borzesti (département de Dorohoi) a été trouvé mort, les côtes écrasées et le thorax enfoncé, le paysan Costaké Talparin, poursuivi pour... vol. Le chef du poste, le gendarme Gheorghe Ciocan, affirme que « pendant l'instruction Talparin s'est lancé sur un gendarme, qui l'a repoussé d'une bousculade. Le paysan est alors tombé sur le poêle, qui s'est écroulé sur lui ». (« Adeverul » du 8 février.)

A l'hôpital de Ciorma (département d'Orkei, Bessarabie) ont succombé les paysans Sidor Pecerski et Jon Rughî à la suite de tortures subies au Hème poste de gendarmerie. Un troisième paysan est en agonie. (« Adeverul » du 6 février.)

Le gendarme Ilie Marin de Pesteana (département de Jiu), pour se venger contre le paysan Dumitru Tunaru, avec lequel il avait eu un conflit, le tua à coups de fusil alors qu'ils retournaient ensemble d'une noce. (« Universul » du 18 février.)

La Cour d'assises de Dorohoi a condamné à 15 années de travaux forcés le gendarme Enachescu de Tarnaucu, convaincu d'être le chef d'une bande de brigands. (« Adeverul » du 17 février.)

L'index des salaires et du coût de la vie. — D'après le mémoire remis le 11 février par les syndicats unitaires de Bucarest au Ministre du Travail, l'index des salaires est de 24 fois celui de 1916, tandis que l'index du coût de la vie atteint le chiffre de 71. (« Aurora » du 13 février.)

Dictature militaire. — Les officiers de réserve rassemblés en Congrès à Yassy ont adopté une motion où ils déclarent « qu'ils se considèrent les gardiens de l'ordre intérieur » et s'élèvent contre les minorités nationales, demandent de « maintenir le caractère national de l'Etat roumain »; puis, ils menacent la population dobroudjanaise, la rendant responsable de chaque « attaque des comitatjjs ». (« Universul » du 9 février.)

Les paysans condamnés demandent l'amnistie. — En dehors des condamnés politiques au fort de Jilava, 140 paysans et soldats maintenus dans la même prison souterraine ont signé une pétition au président de la Chambre demandant l'amnistie générale. (« Viata Muncitoare » du 19 février.)

L'action contre les persécutions et contre la terreur. — Les cercles politiques de Bucarest sont très indisposés par le fait que M. Léon Blum a pris la parole au dernier meeting à la Salle des Sociétés Savantes, étant donné que M. Blum est connu à Bucarest comme l'ami personnel de M. Diamandy, le ministre de Roumanie à Paris, et qu'il y reçut lors de la présence à Paris de M. Vint. Bratiano la visite de ce dernier.

Plus de mécontentement encore a provoqué le fait qu'après le meeting M. Blum a déjeuné chez M. Diamandy. (« Cuvantul » du 13 février.)

40 meetings contre la terreur et les excès antisémites en Roumanie eurent lieu en Amérique, dans diverses villes, dans une même journée, et 80.000 personnes y prirent part. (« Lupta » du 13 février.)

Contre l'état de siège. — Les organisations de Bessarabie du parti averescan, réunies en Congrès à Kicheneff, ont envoyé une délégation à Bucarest pour demander au premier ministre de lever l'état de siège en Bessarabie, nuisible au commerce.

Les préfets du Quadrilatère (Dobroudja du Sud) ont aussi décidé de demander au gouvernement de lever l'état de siège maintenu dans cette province. La même chose a été demandée à la Chambre aussi par le député averescan Maurojany pour tout le territoire de la Dobroudja, à l'exception d'une étendue de 15 km sur la frontière. (« Aurora » du 20 février et « Lupta » du 19 février.)

Combien terribles doivent être les conséquences de l'état de siège dans ces provinces, pour que les agents du gouvernement eux-mêmes, sous la pression de la population, en demandent la suppression !...

Ce sont les Juifs qui sont toujours condamnés. — Tandis que l'étudiant fasciste Totu, qui a tué d'un coup de revolver dans le palais de justice de Cernovits l'étudiant juif Falik (qui aurait insulté un professeur roumain), a été acquitté (tout comme en son temps l'autre assassin fasciste Corneliu Codreanu, qui avait tué le préfet de police de Yassy comme « vendu aux juifs », et le fasciste Moitsa, qui avait tué un fasciste accusé de « trahison ») — 15 commerçants juifs de Piatra-Neamtz (Moldavie) ont été condamnés à des peines de 1 à 2 ans de prison et à 2 millions de dommages-intérêts (« Universul » du 21 février) parce qu'ils ont défendu leurs magasins, leurs demeures et leurs familles contre une bande de hooligans qui, l'année passée, semaient la terreur dans cette ville de province, sous les yeux mêmes des autorités passives.

La fleur de l'« ordre public ». — Les agents de la Sûreté Sever Oana et Petre Sipos de Arad ont été arrêtés pour avoir falsifié des mandats postaux. (« Adeverul »)

Le commissaire de police Nicolae Stéfanescu de Roman a été condamné par le Conseil de Guerre de Yassy à 2 années de prison pour complicité (avec des bandits condamnés aux travaux forcés) à divers assassinats et vols. (« Universul »)

L'agent de police Andrei Ceka a dénoncé le chef de la police de Braïla comme faisant de la contrebande avec des contrebandiers de profession. Pour se débarrasser de lui, le chef de police a essayé de le tuer. (« Universul »)

La Cour d'Appel de Galats a condamné les commissaires de police Andrêescu à 1 année et Gadintsa à 4 mois de prison pour malversations. (« Adeverul »)

Devant la 1ère section du Tribunal de Bucarest a commencé il y a un mois le procès contre l'ancien directeur-général des prisons Jonescu-Maritsa et contre des hauts fonctionnaires de cette direction pour des détournements et faux en actes publics. (« Universul ») Il ne faut pas confondre ce procès avec celui contre le directeur-général des prisons le Commandant Tchernat, qui avait succédé au premier, mais qui a commis aussi d'énormes détournements et des faux, et dont le procès aura lieu bientôt.

Yougoslavie:

Condamnation draconienne. — La Cour d'Appel à Belgrade vient de condamner le libraire Radomir Bugarski à 2 ans de prison parce que l'on aurait trouvé dans sa demeure un paquet de brochures révolutionnaires défendues. Bugarski avait déjà été acquitté pour ce « délit » par le tribunal de 1ère instance, mais le procureur avait fait appel.

L'arbitraire partout. — Le sous-préfet de Breko vient de condamner Srpko Dabitch, Milê Janitch et Stoyan Filipovitch à 20 jours de prison parce qu'ils ont quitté le parti radical pour entrer dans le parti des agrariens serbe.

Le 19 février eurent lieu au Parlement de violents débats sur l'arrestation brutale du député bosniaque Tchoumovitch lors de la campagne électorale de janvier dernier. Le député agrarien Kokonovitch cria à la face du ministre de l'intérieur: « La plus grande partie des sous-préfets sont des analphabètes, des criminels, des brigands. Le peuple se chargera de les chasser, si vous ne le faites pas vous-même. »

L'extermination des « partisans » monténégrins. — Après le procès et les crimes de « justice » contre le Dr Radovitch et ses camarades, les « partisans » monténégrins qui s'étaient réfugiés dans les montagnes furent acharnement poursuivis par les gendarmes et leurs têtes furent mises à prix. Dans une récente lutte avec les gendarmes, le « partisan » bien connu Bratzan Popovitch a été tué.

Toujours la loi pour la Défense de l'Etat. — Le 21 février eut lieu la troisième audience du procès contre le Macédonien Jordan Maneff, accusé en vertu de la loi pour Défense de l'Etat, et que la police avait terriblement torturé pour lui extorquer des « aveux ».

Démonstrations parlementaires contre la police de Belgrade. — Des députés démocrates apportèrent le 24 février dans la salle du Parlement, en pleine séance, un malheureux ouvrier, Jovan Ristitch, qui avait été horriblement battu et torturé par le commissariat de police de Topchiler, faubourg de Belgrade. Une tempête d'indignation éclata à la vue de ce pauvre homme tout couvert de sang.

Demande de mise en accusation du ministre de l'intérieur. — Les députés raditchiens avaient présenté au Parlement une volumineuse demande de mise en accusation du ministre de l'intérieur Maksimovitch pour la terreur policière qu'il fait exercer partout. L'Union Démocratique prépare aussi une accusation séparée. Et voilà que trois députés radicaux de la Voyvodina, dont le Dr Chmakovitch, viennent de présenter aussi une demande de mise en accusation contre le ministre de l'intérieur.

Saisies et ventes forcées des biens des paysans. — L'administration de l'indemnisation de guerre aux paysans exige maintenant de ces derniers des sommes exorbitantes pour le bétail qu'elle leur a donné après la fin de la guerre comme indemnisations des pertes et ravages à eux causés par la guerre. A l'aide des organes de la police, elle fait saisir, et vendre aux enchères publiques, le bétail de ceux qui ne peuvent pas payer les sommes demandées.

DIE BALKAN-FÖDERATION

HALBMONATLICHE ZEITSCHRIFT

ORGAN DER NATIONALEN MINDERHEITEN UND UNTERDRÜCKTEN VÖLKER DES BALKANS
ERSCHEINEND IN ALLEN BALKANSPRACHEN

Die mazedonische Frage Mazedonien den Mazedoniern! Der Boden den Bauern!

IV.

In der Zeit des Aufstandes und nachher bei der Niederschlagung der letzten Aufstandsbewegung zerstörte man 135 Dörfer in 12 Bezirken. Etwa 10.000 Häuser wurden in Brand gesteckt, 2130 Menschen nach D. Vlahkoff, 4700 Menschen nach D. H. Dimoff wurden hingemordet, davon eine große Anzahl Frauen und Kinder. Über 60.000 Menschen blieben obdachlos; 2250 Frauen und Mädchen wurden vergewaltigt. Ende 1903 zählte man in den Kerkern über 500 politische Häftlinge.

Der materielle Schaden war ungeheuer, Elend und Hunger herrschten in vielen Landesteilen Mazedoniens. Tausende Mazedonier flüchteten nach Bulgarien, eine große Anzahl wanderte nach Amerika aus, auf der Suche nach Arbeit und Brot.

Wenn wir diesen mazedonischen Opfern diejenigen hinzuzählen, die im April 1903 in Saloniki nach dem bekannten Attentat, das seitens der mazedonischen revolutionären Terroristen ausgeführt wurde, fielen, so vermehrt sich die Zahl noch um einige tausend Tote und einige tausend Eingekerkerte. Die türkische Behörde organisierte damals ein Gemetzel unter den bulgarischen Mazedoniern, das drei Tage dauerte und dem Hunderte zum Opfer fielen. In jenen Tagen verhaftete man in Saloniki, Konstantinopel und den übrigen Städten Mazedoniens über 10.000 Mazedonier.

Obwohl der Ilinden-Aufstand niedergeschlagen war, wurde das türkische Sultanregime in Mazedonien sehr geschwächt und zeigte deutlich, daß es baldigst fallen mußte. Wie aber früher erwähnt wurde, hatte jede der europäischen Großmächte gesonderte Interessen am Balkan. Dadurch, daß eine die andere hinderte, festen Fuß am Balkan zu fassen, waren sie sich einig, das türkische Regime aufrechtzuerhalten. Die Großmächte besänftigten jede Revolte der Sklaven in Mazedonien oder in irgendeinem anderen Gebiet und schufen angebliche „Reformen“ zur Beruhigung der unterdrückten Völker. So trafen sich auch nach dem Ilinden-Aufstand in Wien die Vertreter der Großmächte, um über neue Reformen für Mazedonien zu beraten. Diese „Reformen“ bestanden in der Verstärkung des Einflusses der Großmächte. Darauf wurden in Mazedonien die Gouverneure Demerick (Rußland) und Müller (Österreich-Ungarn) angestellt, die die Aufgabe hatten, die Gendarmerie zu reorganisieren und auch Christen in dieselbe aufzunehmen. Die christlichen Gendarmen waren nur Sand für die Augen der Mazedonier, die nach Freiheit verlangten.

Eine verhängnisvolle Folge des Ilinden-Aufstandes bestand darin, daß abermals viele Mazedonier nach Bulgarien flüchten mußten. Dort wurden sie sofort dem Einfluß der Vrhovisten unterstellt. In der Mehrheit waren sie ungeschulte Revolutionäre, die die Entwicklung der Revolution nicht begriffen hatten und nicht verstanden, daß diese immer vorwärtsdrängt, auch wenn sie durch Niederlagen schreitet, wenn nur die gegebenen Bedingungen für die Revolution in einem Lande bestehen und die revolutionäre Organisation wie ihr Ziel die Interessen der breiten, unterdrückten Volksmassen verkörpert. Dieser Fall betrifft Mazedonien. Die Mehrheit dieser Emigranten erklärte sich mit der vrhovistischen Idee einverstanden, daß die Befreiung Mazedoniens nur durch den bulgarischen Staat und durch Angliederung an Bulgarien erfolgen könne. Den Vrhovisten gelang es, ihren Einfluß dank der Autorität von neuen Mitgliedern, den mazedonischen Woiwoden Garvanoff, Sarafoff, Matoff u. a., in West- und Nordmazedonien stärker zu verbreiten. Die Minderheit der neuen mazedonischen Flüchtlinge in Bulgarien blieb der Autonomie Mazedoniens treu und arbeitete weiter mit den übrigen Emigranten in Bulgarien, illegal wie vorher. In Mazedonien selbst erhielt sich die Innere Organisation rasch, und es gelang ihr, Ostmazedonien unter ihrem Einfluß zu erhalten. Die Kreise Seres, Strumitza und Saloniki waren gänzlich unter ihrem Einfluß. Die Machthaber in Bulgarien, Serbien und Griechenland hatten das Bestreben,

Mazedonien einem dieser drei Staaten anzugliedern — was die Balkanvölker zur Uneinigkeit führen und den Balkan in ihrem Blut ersticken würde. Das zeigte den mazedonischen Revolutionären nur noch klarer, daß es ohne eine Balkanföderation kein Leben gebe, weder für das autonome Mazedonien noch für die Balkanvölker. Deswegen strebt die Innere Organisation parallel mit der Autonomie Mazedoniens gleichzeitig die Föderation der Balkanvölker an, weswegen sie sich auch nach dem Ilinden-Aufstand Föderalisten nennen.

An die Spitze der Föderalisten stellten sich neben den alten auch neue Führer: Djirdjikoff, Sandanski, Panitza. Die Organisation blieb auch weiterhin der Schrecken für die Vrhovisten in Mazedonien und in Bulgarien. Einer der bisherigen Führer der Vrhovisten (der inzwischen ermordet wurde — Anm. des Übersetzers), Todor Alexandroff, war in jener Zeit Sekretär des Kotschaner revolutionären Kreises, der unter dem Kommando des Woiwoden Kotschansky stand, und nahm an dem Aufstand aktiv teil.

Die Verbreitung der vrhovistischen Komitatschis in Mazedonien führte zur Bildung serbischer und griechischer Komitatschigruppen, zur Einmischung der serbischen und der griechischen dynastischen und kapitalistischen Politik. Die Agenten der drei Monarchien und Bourgeoisien versuchten, mehr Anhänger für ihre Staatsidee durch Geld, Gewehr, Dolch, schriftliche Propaganda, durch Schule und Kirche zu gewinnen. Bisweilen führte die Idee der Autonomie Mazedoniens und der Balkanföderation alle Nationalitäten zur Einigung, die Tätigkeit der Agenten der drei Staaten aber führte zur Uneinigkeit der Völker in Mazedonien; mehrmals versuchten sie gegenseitige blutige Zusammenstöße, ohne Rücksicht darauf zu nehmen, daß sich die Vrhovisten mit der serbischen Narodna Obrana verständigten. Denn diese Verständigung war nicht auf Grund der Autonomie Mazedoniens und der Föderation der Balkanvölker erfolgt, sondern hatte als Plattform die Verteilung Mazedoniens in Zonen für die serbische, bulgarische und griechische Propaganda. Das war der Waffenstillstand, während dessen sie sich vorbereiteten, bei günstiger Gelegenheit einer den anderen anzugreifen — was auch im Jahre 1913 geschah.

Die jungtürkische Revolution von 1908 war der letzte Versuch der jüngeren, zeitgenössischen türkischen Bourgeoisie und Intelligenz, das abgelebte türkische Regime durch Verfassung und Reformen zu retten. Die Föderalisten nahmen die Verfassung und die legale Form des Kampfes an. Sie erschienen als legale föderalistische Partei: Sandanski wurde zum Abgeordneten in das Parlament gewählt. Die Föderalisten gedachten im Parlament die Agrarfrage in breitester Weise aufzurollen.

Die Vrhovisten wollten das neue jungtürkische Regime in Mazedonien nicht anerkennen und blieben auch eine ausgesprochen illegale Organisation. Da aber die Agrarfrage unangetastet blieb, ging die enttäuschte mazedonische Bevölkerung immer mehr zu den Vrhovisten über, der damals einzigen illegalen mazedonischen Organisation. Die Autorität der Vrhovisten wurde innerhalb kurzer Zeit größer und größer und die mazedonische Bevölkerung begann zu glauben, daß die Befreiung nur mit Hilfe des bulgarischen Staates kommen könne.

Schließlich kehrten auch die Föderalisten neuerlich zum illegalen Kampf zurück, nachdem sie schon viel Zeit verloren hatten. Der große Fehler der Föderalisten bestand darin, daß sie bis zur endgültigen Befreiung den Boden des illegalen Kampfes nicht verlassen durften. Für eine revolutionäre Bewegung bleibt es heiliges Gebot, im Lande des Terrors und der nationalen Unterdrückung die illegale Organisation durch Ausnützung aller legalen Möglichkeiten des Kampfes aufrechtzuerhalten. Der Balkankrieg von 1912 zeigte klar den Unterschied dieser zwei Meinungen über die mazedonische und die Balkanfrage.

(Fortsetzung folgt.)

Costa Novakovitsch

Slowenien am Scheidewege

III. Slowenien im Staate S. H. S.

Die russische Revolution hatte die Fundamente des militaristischen Imperialismus des hohenzollerischen Deutschlands untergraben und der Doppelmonarchie der Habsburger den Todesstoß gegeben. Die Friedensverhandlungen in Brest-Litowsk hatten die Arbeitermassen der ganzen Welt erschüttert, und Wilsons Botschaften an den amerikanischen Senat ermutigten die jungen Bourgeoisien der unterdrückten Völker in Zentraleuropa. Die Südslawen suchten leider nicht bei den Friedensunterhändlern in Brest-Litowsk Anlehnung, sondern schenkten ihre Aufmerksamkeit einzig der Wilsonschen Musik jenseits des Ozeans. „Friede ohne Kontributionen und Annexionen“, „Jedes Volk hat sein unbeschränktes Selbstbestimmungsrecht“, „Jedes Volk kann nach eigenem Ermessen die Form seiner staatlichen Gewalt bestimmen“ und ähnliche Programmpunkte aus den „14 Punkten Wilsons“ hielten den Wirklichkeitssinn der jugoslawischen offiziellen Politiker gänzlich im Bann, da sie auch nicht bemerkten, daß Wilsons Predigt nur eine Rechnung ohne den Wirt sei. Sie wollten nicht glauben, wie leicht die imperialistischen Weststaaten über die Phantasien des amerikanischen Kabinettsphilosophen hinweggehen werden, wenn sie nur einmal die Zentralstaaten besiegt und entwaffnet und eine eiserne Barriere zwischen dem revolutionären Osten und dem reaktionären Westen errichtet haben. Bevor sich Wilson einschiffte, um nach Paris zu fahren und dort die Friedensverhandlungen zu führen, um die ganze Welt zu beglücken, verwirklichte Italien den Spruch seines Premiers Antonio Salandra, vom „sacro egoismo“, und — nichtachtend die Proklamationen seiner Bundesgenossen, daß die Entente für die Rechte der kleinen Nationen kämpfe, wie die Beschlüsse der Römer Tagung der unterdrückten Völker, die in Rom unter lebhafter Teilnahme der offiziellen Kreise und unter der Patronanz des italienischen Ministers und Staatsmannes Leonida Bissolati im Jahre 1917 stattfand — besetzten die italienischen Truppen und Kriegsschiffe die schönsten Gebiete Sloweniens: Görz und das Görzer Land, dieses pulsierende Zentrum des geistigen und ökonomischen Lebens Jungsloweniens, die Heimat des berühmten slowenischen Dichters Simon Gregorčič, dann Triest und das ganze Küstenland, die südwestlichen Teile Krains und Kärntens, das ganze kroatische und slowenische Istrien; sie brachten ihre Feldgeschütze auf die Höhen des Schneeberges, um auch noch die Reste des verstümmelten Sloweniens zu beherrschen. In diesem ganzen besetzten Gebiete blühte ein kräftiges Genossenschaftsleben und eine starke nationale und kulturelle Tätigkeit der Slowenen. Und wenn Triest, dieses natürliche Ausfuhrort Sloweniens, nicht schon vor dem Kriege überwiegend slowenisch wurde, so verdanken dies die Slowenen dem alten Österreich, das, Italien zu liebe und um den Dreißigjährigen Krieg zu erhalten, mit künstlichen Mitteln den äußeren Schein des italienischen Charakters der Stadt wahrte.

Dieses Moment der italienischen Okkupation setzte erst die offiziellen großserbischen Kreise in die Lage, die slowenischen Berufspolitiker überzeugen zu können, daß nur die Monarchie, die serbische Dynastie und die Armee fähig seien, Slowenien vor einer definitiven Besitzergreifung seitens Italiens zu schützen. Dieselben Gründe aus der auswärtigen Situation führte auch ein bekannter Politiker aus dem von den Italienern besetzten Dalmatien an, als er in einer bedeutenden Artikelserie, die unter dem vielbemerkten Titel „Die kroatische Republik oder Peter I. Karageorgiewitsch?“ dem republikanischen kroatischen Volke in Dalmatien einreden wollte, wie unbedingt notwendig es sei, die Forderung nach der Föderation und der Republik gänzlich zu revidieren und die Monarchie und den militaristischen Zentralismus anzunehmen.

Weder das slowenische noch das kroatische Volk konnten ihre offiziellen Vertreter begreifen, besonders im Jahre 1919 nicht, als schon in ganz Italien eine mächtige revolutionäre Bewegung einsetzte und die italienischen Arbeiter überall die rote Fahne, das Symbol der Freiheit und Brüderlichkeit, hißten. Dem Volke war es klar, daß ein militaristischer und bewaffneter S.-H.-S.-Staat nicht die Machtmittel besitze, um einem imperialistischen mächtigen Italien ernstlich entgegenzutreten zu können, und daß ein solcher Staat nur als Gespenst und unangenehmer Nachbar gegen die revolutionären Bestrebungen der italienischen Arbeiterklasse wirken konnte, immer bereit, als blindes Werkzeug des westlichen Kapitalismus den Dolchstoß gegen die befreiende Tätigkeit der italienischen Arbeiter zu führen. Dieser Schwenkung nach rechts der slowenischen politischen Führer verdanken die Slowenen den Verlust des slowenischen Teiles Kärntens, weil bei der Volksabstimmung in der Zone A die Mehrheit der Slowenen in Kärnten für Deutschösterreich stimmte, da es ihnen nach der Oktoberrevolution weniger militaristisch erschien.

Alle slowenischen Parteien haben sich, entgegen den besseren Ansichten des eigenen Volkes, nach den Problemen der auswärtigen Politik gerichtet. Sie stellten in erster Reihe als Programm die vollständige Integrität des slowenischen Volkes auf, und in der Hoffnung, die Macht der serbischen Dynastie und des serbischen Heeres würde die Slowenen vor dem Appetit des italienischen Imperialismus retten, sind die offiziellen Politiker über Nacht Militaristen und Monarchisten geworden.

Und von der Tatsache ausgehend, daß sich der heutige S.-H.-S.-Staat nur auf die Macht der Bajonette stützt, entwickeln sich die innerstaatlichen Verhältnisse in derselben Richtung wie damals im alten Österreich. Die Nationalliberalen und Demokraten suchen den Stützpunkt im System, die klerikale Volkspartei bei der Disziplin und Organisationsfähigkeit der Priester, welche die breiten Bauernmassen in ihren Reihen sammelt. Mit jedem Wechsel in Belgrad wechseln auch die ausführenden politischen Organe in Slowenien. Einmal sind es die Liberalen unter allen möglichen Namen, wie Demokraten, selbständige Demokraten, Nationalsozialisten und endlich Radikale, ein anderes Mal die Klerikalen. Die ersteren schwören unentwegt auf die Dynastie, sie sind angeblich unerschütterliche Anhänger des nationalen und staatlichen Einheitsgedankens, schwärmen für eine kräftigere Machtpolitik der polizeilichen Organe, worin sie ein besonderes Ansehen des Staates erblicken. Sie fordern auch weitgehende Autonomie. Die slowenische Volkspartei, als die stärkste des Landes, fordert energisch nicht nur eine Verwaltungs-, sondern auch eine Gesetzgebungsautonomie — und in diesem Sinne legte sie in der Konstituante auch einen solchen Verfassungsentwurf vor. Die serbischen Bourgeoisparteien — Radikale und Demokraten — wenn auch untereinander in starker Fehde, stimmten darin überein, unter allen Umständen die zentralistische reaktionäre Verfassung, ein Elaborat der Radikalen, unter Dach zu bringen. Diese Parteien kümmerten sich nicht um ihre Unterschriften auf der „Deklaration von Korfu“, in welcher sie feierlich versicherten, die souveräne Konstituante der Serben, Kroaten und Slowenen würde mit qualifizierter Mehrheit auf Grund einer vollständigen Gleichberechtigung aller Völker in Jugoslawien über die Form des Staates und seine Verfassung entscheiden.

Die Wahlordnung für die Konstituante war die erste Verletzung der Gleichheit, weil sie die serbischen Wählerstimmen nach der Volkszählung aus dem Jahre 1910 festlegte und für die anderen Völker des Staates nach den Ergebnissen der Volkszählung vom Jahre 1920 — und so mit willkürlichen Mitteln die Zahl der serbischen Wähler vermehrte. Die Geschäftsordnung der Konstituante war wieder eine Verletzung ihrer Souveränität, weil sie von jedem Abgeordneten zuerst den Eid auf den König und die Monarchie, auf die nationale und staatliche Einheit verlangte. Und so wurde die Vidovdan-Verfassung nicht mit qualifizierter Mehrheit, sondern nur mit einer Stimme über die Hälfte angenommen, nachdem schon die Vertreter der Kroaten und Slowenen — Kroatische Vereinigung (H. Z.) und die slowenische Volkspartei (S. Lj. S.) — unter scharfen Protesten gegen die Gewaltmethoden den Diskussionen ferngeblieben waren. Diese Rumpfkongresskonstituante war auch deswegen nicht die wahre Repräsentantin des Volkes, weil die bürgerlichen Parteien mit einfacher Resolution die kommunistischen Mitglieder des Parlaments (57) ihrer Mandate für verlustig erklärten, und die damalige kroatische republikanische Bauernpartei (H. S. R. S.) einfach an den Sitzungen nicht teilnehmen wollte. Die Slowenen und Kroaten protestierten in Versammlungen und in der Presse gegen die schamlose Beugung der souveränen Rechte des Volkes und gegen die offenkundigen Bestrebungen, die serbische Hegemonie aufzurichten.

Mit der Annahme der Vidovdan-Verfassung (28. Juni 1921) — die bekannterweise durch den Kauf der Stimmen der mohammedanischen Abgeordneten aus Bosnien und durch den Zwang gegen die mohammedanischen Abgeordneten aus Mazedonien, mit der Regierung zu stimmen, zustande gekommen ist — hat eine neue Periode im politischen Leben Sloweniens begonnen. Die Hoffnungen, die das slowenische Volk in die neue Staatsgemeinschaft setzte, waren verschwunden. Seine unbegreifliche Begeisterung zahlte Slowenien mit einer furchtbaren Verstümmelung im Süden und im Norden; es wurde vom Meere abgeschnitten und der Rest wurde durch die Verfassung in zwei Teile zerlegt. Der Lebensnerv des vorwärtsdrängenden und fortschrittlichen Sloweniens wurde getötet, und die slowenische Bevölkerung erlebte die Verwaltungsmethoden, die sie sich nie hätte selbst nur träumen lassen.

Der Freiheitsrausch hat dem entschlossenen Willen Platz gemacht, den erbittertsten Kampf gegen die Hegemonie aufzunehmen. Die politischen Parteien horchen wieder der Stimme des Volkes — und alle, mehr oder weniger deutlich, führen den Kampf gegen den Zentralismus. Die Parole hat das Volk gegeben: Für das autonome, freie Slowenien! Gegen den Zentralismus!

(Schluß folgt.)

Joško Cotič

FEDERACIONI BALKANIK

DY-MUJËR

ORGAN I MINORITETEVE NACIONALË E I POPUJVET BALKANIK TË SHTYPUR
BOTOHET NË TË GJITHË GIUHËT BALKANIKE

Sa herë duhet denuë Ahmet Zogu?

Une po të kisha qenë gjykatës i një gjykatore kompetente, Ahmet Zogun kisha me e denuë kush e dij se sa herë, por ja prej urejtjes e mënis që i kam si kundreshtarë që jemi, po pse asht fajtuër për një varg faje të pa falshme, të cilat në ved-vedi meritojnë dënimin shembëlluër.

Ahmet Zogolli që sot për turp e dam të kombit t'onë mban postin e titullin a kryesis së republikës Shqiptare, dënohet:

I. Herën e parë me 101 vjet burg si grabitës i pasunive të popullit të shtypun të Matit dhe si kusar i arkës së shtetit. Për këtë dëshmon populli i Matit, po të jet i lirë, dhe nënpunsat e financës, disa prej të cilëve janë shdukë e martirezuë për mos me u zbuluë kusarit e Zogollit.

II. Dënohet me vdekje si trathor pse më 1913 shkoj tinëzisht në Beligrad dhe bani një marrëveshje të msheftë me Pasiçin në dam t'eksistencës së shtetit Shqiptar. Këtë mister të pa zbuluëm deri më sot, e dije mirë ish deputeti i Shkodrës Nikolla Ivanaji, i cili ka qenë dragoman në bisëdimet e rrjedhuna midis Pasiçit e Zogollit.

III. Dënohet me vdekje si bashkëpuntori të famshmit Arif Hiqmeti që i sollë aq dame Shqipnis sa dhe në funt shkaktoj edhe një vëllavrasje në mes të popullit të Dibrës dhe mbolli farën e pregatiti mënjën e mersenaris n'at popull që sot asht ba si lëngjira a po murtaja e vendit t'anë. Kur të fitoje lirin e vërtetë populli Shqiptar tue i shkallmuë vargujt e robënis që e lidhin sot, banorët e Matit të shtypun prej shekujsh nga dera feodale e Zogollit, kan me kallzue se sa kohe dhe me sa hospitalitet ka jetuë Arif Hiqmeti në kështjell të Zogollit në Burgajet (Mat). Dy valixhet a Arif Hiqmetit që kish lanë në shtëpi të Zogollit, deri në mbarim të vitit 920, kanë qenë ruajt me kujdes të posaçëm prej familjes Zogolli, pse ai ja vetëm që ish bashkëpuntori Zogut që në Stamboll, por edhe ish kandidat për t'u martuë me një nga të motrat e Ahmet Zogut.

IV. Dënohet me vdekje si trathor dhe si mashtrues pse në kohën e rebelizms rejtë Mbretin dhe qeverin e Durrësit, të cilëve u dha besën se do t'u ndihmonte tue i sulmuë rebelët me një fuqi Matjanësh dhe muër tetë mij Napoljona ar për këtë qellim, të cilat i futi në xhep të vet dhe m'anë tjetër u muër vesh të rebelët kontër Mbretin e qeveris Shqiptare. Po të kish ndërjgje kombëtare Salih Vuçitëri, kishte me dëshmuë fare bukur për këtë çashtje pse ai i a ka pas sjellë nga Durrësi tetë mij Napoljonat Zogut, i cili me një trimë Matjanësh duël në qafë Morize, po në vent që t'u kërcnohesh, filloj, dhe e bani marrëveshje me ta.

V. Dënohet me vdekje si trathor për marrëveshjen që bani me politikanin Sërb Mlladenin në qafë të Murës (Mat) dhe me Ceno Bej Gjakovën në shtëpi të tij në kohe t'okupacionit Italtjan, mbas luftës botnore. Për këto marrëveshje që u banë për me e rrezikuë independencën e Shqipnis, ka dije të plottë Salih Vuçitëri, sot senator i Dibrës, pse ai ka qenë Dragoman e bashkëpuntori Zogut në këtë rast.

VI. Dënohet me vdekje si shkaktoi lëvizjes së Mirditës që i kushtoj shtetit t'anë dame e sakrificat të mëdha. Që të vërtëtohet se Zogolli ish autori principal i kësaj lëvizjeje, mjafton të studjohet me kujdes korrespondenca zyrtare e asaj kohe, n'asht se kjo nuk do të shduket prej tij për me humbë gjurmë.

VII. Dënohet me vdekje si trathor për intrigat që luëjti dhe pengimet që sollë në luftën e Vlonës. Për këtë dëshmon personal i kabinetit t'at-hershëm dhe Z. Qazim Koculi me shokë.

VIII. Dënohet me vdekje për luftat e lëvizjet që shkaktoj në Dibër e në Kastriot të Shkodrës për interes të vet e të Sërbëve. Mjerimi e shkretnimi që ende zotnon në krahinë të Dibrës e të Shkodrës dhe marrëveshjet e mshefta që bante Zogu me konsullin Sërb në Shkodër, janë dëshminat të pa kundreshtuëshme për me vërtetue pretekstin t'onë.

IX. Dënohet me vdekje si kriminal ordiner për vrasjen e ish deputetit të Dibrës Ramiz Dacit. Për këtë tragjedi që të rrqeth shtatin, munt t'api spjegime Hynsi Dema, sot një nga komandantët besnik të Zogut dhe responsabël për sigurimin e qetësis, në Shqipni të Jugut.

X. Dënohet me vdekje si kriminel dhe si shkaktoi diskreditimit të shtetit Shqiptar për vrasjen e dy amerikanëve. Për këtë tragjedi të tmershme që formon të parën ngjarje të prishjes së besës e të cënimit të hospitalitetit në jetën e kombit t'onë, mjafton të studjohen me interes dëshminat e bazuë në dokumenta e n'argumenta

të Haki Stërmillit e të Qamil Çelës që banë përpara gjykatore po-litike, në Tiranë, mbas revolucionit të Qershorit 924.

XI. Dënohet me vdekje si komplic në vrasjen e Adem Gjini-shit, të Haxhi Jusuf Kazazit e të shoqes së tij në Kavajë, të Hysejn Bej Çelës, të Shyqri Salihut, të Kurt Kadis e të Xhemal Veliut në Mat. Për kto krime të kryëme me gishtin e urdhnin e tij, dëshmojnë aktet zyrtare e hetimet e autoriteteve që kanë mbet t'anulluëme deri më sot.

XII. Dënohet si katili ma i poshtëm për vrasjen e prisit të djelmënis Shqiptare Avni Rustemit. Liria që gëzon sot Katil Jusuf Reçi në Tiranë dhe gradimi i kallauzit Xhemal Herit si adjutant i Presidentit, janë provat ma të gjalla që vërtëtojnë se Avniu u martirezuë prej tij. Veç kësaj, për këtë tragjedi të mnershme që e plagosi djelmënin Shqiptare m'u në zemër dhe i futi popullit një thikë m'u në fyt, dëshmon krejt populli.

XIII. Dënohet me vdekje si ngatrestar dhe si shkaktoi vëllavrasjes së bame në revolucion të Qershorit 924. Për këtë asht mjaft të studjohet korrespondenca zyrtare e asaj kohe.

XIV. Dënohet me vdekje si trathor për invazjen që i bani Shqipnis më 24 Dhetuër 924 me fuqit e huëja. Për këtë invazjen që asht një trathit nga ma të shënuëmet dhe që ai e mersenarët e tij e quëjnë si "triumf i legalitetit", janë dëshmuës të gjallë e të pa tronditun, oficerët Vrangjelist që akoma qindrojnë në Tiranë e në shërbim të shtetit. Veç kësaj, kjo trathit sot vërtëtohet edhe prej autoriteteve ma të nalta e prej organeve zyrtare të Sërbis.

XV. Dënohet me vdekje si trathor për damet e mjerimet që i sollë vendit t'onë me bankën gjoja kombëtare e me huan (50) milionëshe, me koncesionet e me konvensionet, me prishjen e kishës autoqefale Shqiptare dhe me shitjen e Shën Naumit e të Vermoshit, me traktatet tregtare e me paktin Italo-Shqiptar që e futi Shqipnin nën protektoratën e robënin Italtjane. Për këto dëshmon shtypi i botës, aktet zyrtare dhe traktatet e nënshkruëme.

XVI. Dënohet me vdekje si katili Heroit të kombit Bajram Currit, të Zija Dibrës, t'Elez Jusufit, të Suf Xhelilit, të Salih Çekës, të Muço Kapinovës të Bajram Veliut dhe të tjerve. Për këto krime dëshmojnë vetë nënpunsat besnikë të tij, të cilët thonë se i vranë pse ish kundreshtarët e presidentit katil.

XVII. Dënohet me vdekje si katili i Luigj Gurakuqit dhe si komploitit i atentatit të ngrefun kontër Major Shefqet Korçës. Për këto asht mjaft të meret para sysh liria që gëzon Stamolla në Tiranë, shpërblimi që pat Çatin Saraçi si konsull i Wjenës dhe pohimi i Hasan Mërkoqit që bani përpara gjykatore Italtjane.

XVIII. Dënohet me vdekje për gjith vrasjet e tjera, burgimet, grabitjet, torturat, internimet e çnderimet e bame deri tash nga mersenarët e tij mbi popullin e mjerë. Për këto do të dëshmoje vetë populli, at here kur ai me dorë të vet ka me e përmbysë kështjellin e Tiranis.

XIX. Dënohet me vdekje si njeriu responsabël që asht, për masakrat, vrasjet, burgimet, internimet, djegëjet e damet e bame në Shqipni të Veriut mbas kryengritjes së fundit që u ba nën prisin e Dom Loro Cakes. Për këtë dëshmon pamja e vrazhdët e shkretnimit që duket sot në Malësit e Veriut, dëshmojnë burgjet që janë mbushë plot me të pa-fajshëm, dëshmojnë vorret e dëshmorve e të viktimëve që përbajnë një numër të math.

XX. Ma në funt dënohet me vdekje dhe duhet linçuë "duhet ba rexhëm" për propagandën krahinare e fetare që bani me anë t'agjentëve të tij si Faik Konica me shokë dhe mbolli farën e dasis në mes të Shqiptarve, të cilët të helmuem nga kto intriga, sot janë ndam në Toskë e në Gegë, në Muslimen e në të Krishtenë.

Ahmet Zogolli, amniku i kombit Shqiptar, kundreshtari ma i vjetër i interesit kombëtar, dhunuësi i dinjitetit e i prestigjit nashjonal, i denuëmi prej opinionit publik si kusar e kriminal, njeru pa shkрупull e pa moral, trathitori me brinjë e me vulë në ball, vagabondi internasional, patroni i grupit feodal dhe kallauzi i karvanit mersenar, sot për turp e faqe të zezë asht kryetari i shtetit Shqiptar. Kjo bishë e egër, në formë të njeriut e me shpirtin e shtazës, sot asht koh randon mbi popullin t'onë si një ankt i mnershëm dhe po ban masakra që nuk i banë amniqt e kombit t'onë.

Grabitjet, vjedhjet, vrasjet e trathitit që numëruëm ma naltë, përbajnë listën ma të ngushtë e ma të shkurtun të skandaleve e të gjakpërësive të tij, por si kur të thellohem e të zgjatemi ma tepër, jemi sigur se vargu i krimeve e i trathive, ka për t'u dyfishuë.

Kur të revoltoje populli i mërztun e i dispëruëm kontër regjimit feodal-trathor, kur t'i veje kazmën këtij kështjelli të ngrefun me gjak e me zjar, gjykatësi i gjykatore dhe interpreti dëshirave të popullit, ka me e denuë jo një zet, por dyzet herë Ahmet Zogollin

qi dje ish gospodin Ahmet Zogoloviçi, sot asht Signor Ahmet Zogu dhe neser ndoshta ka me qenë Qirjo Ahmet Zogollaqi ase Mister Ahmet Zogu.

Jo se jemi aq optimistë ase duëm të bajmë profeti, por si njerës qi kanë besim në vetë dhe në provat qi na ka dhanë populli Shqiptar e historia, jemi ma se sigur se populli Shqiptar, guna e xhoka, shpejt dhe ndoshta fare shpejt ka për t'a përmbysë regjimin feudal-trahthor dhe ka për t'u kërkuë hesap tiranve për trahtit e bame.

Me gjithë qi ka për t'u ardhë keq kapitalistive qi e mbajnë në fuqi Ahmet Zogun, kjo lëvizje imagjinare ase evantuale ka për të ngja dhe ka për të pëlcitë si një bombe e rrezikshme qi shduk e mbyt ç'do gja qi gjen përpara dhe at here ndoshta edhe kapitalistët e pa ngopur me gjakun e popujve t'Afrikës e t'Azis qi i futën turrit në Shqipni, do të jenë të shtrënguem të lajnë borxhet bashkë me Ahmet Zogun e shokët e tij feudal-trahthorë.

Tiranë, 21-11-27.

Drapni

Miqësia fashiste: ja vasal, ja në burg

Federacioni Balkanik i ka bërë me dit ç'me kohë popujvet të vegjël rrezikun qi rrjedh prej fuqinavet imperialiste e militariste.

Nji ner fuqina më të çmendura prej frymes imperialiste është sot per sot Italia. Mussolini, „renegati per eccellenza“, është vë në krye të partis fashiste, dhe do të krijoj Mbretin romane tuj perpi e tuj grabitë popujt e tjerë të vogjël. Dihet qi një gjë e tillë, per një nieri qi kupton pak histori e politikë, e qi një zhvillimin gigant qi kan bërë grumbujt n'Europë e n'Asi, është fantasia e një maniaku, mirë po Anglia e tjerat fuqina imperialiste e militariste, duket se kan metë aq keq, sa ner maniakë, shokët e Mussolinit, e kan vë shpnesen dhe i lanë liri të plotë terbimit të tij; arsyja, drejtësija dhe mendja janë në lamën e kundert.

I pari qi i rra therror terbimit të Mussolinit e trahitis s'Albionit kje populli shqyptar. Me traktatin e Tiranës, Italia e kaperdini Shqyptarin, dhe natyrisht tash dhe ato të pakë nacionalist naiv qi kishin shpnesë në nderin e borgesis italiane u zgjuntë prej gjumit, u zgjuntë pse Mussolini i thirri per t'afermue se zgjedha e Italis nuk ish zgjedhë por liri, se robnimi i popullit shqyptarë nuk ish robnim porsì lumnì per Shqyptar.

Natyrisht se aq naiv nuk ishte as një nacionalist shqyptar, sa mos m'e njoft driten prej territ, aq naiv munt të shtihet vehtem trahthori; kështu pra asnji ner emigrant nuk ju pergjegj fëtimit të Mussolinit, per të mbajtur një kongres në Triesht per t'afermue se pakti italo-shqyptar ish per të miren e Shqyptaris; të gjithë nacionalist per kundrasì e protestuene ket pakt, tuj thanë se ky pakt ish protektorati i Italis mbi Shqyptar. Sa muer këto protesta Mussolini, e pau se nacionalist Shqyptar ndo'j herë munt t'ishin naiv, porse trahthorë nuk ishin, dhe kështu dha urdhen qi disa t'i burgosëshin, dhe disa t'u konfinoshin. Kështu foli Mussolini, dhe kështu u bërë ndëri i asilit i siguruem prej të drejtavet internacionale u hodh në shportë, besimi i nacionalistëvet naj nderin e shpìs fashiste u pergjegj me burg e konfinim.

Ky është Mussolini, dhe kjo është fashisma, kuf besim në të dhe lakun e kë në fyt: të xam ment një herë e per gjithmonë.

* * *

Mbasi Federacioni Balkanik është bërë si një kronikë historike e të gjithë ngjarjevet të Balkanit, e shofim t'arsyeshme me rreshtue këtu një kà një, disa protesta të nacionalistëvet qi i kjene dergue Mussolinit dhe kabinetëvet t'Europës, në rasen e burgimit e të konfinimit të nacionalistëvet shqyptarë n'Itali. Ket vehtem sa per dokument historijet, pse per tjetër e dim se protesta të tilla, nuk bajn kurrfarë pershtypjet e s'kan kurrfarë dobijet te grabitsit imperialist e militarist.

Ja këtu protestat që janë dërguar nga Vjena, nga Korfuze dhe nga Seleniku kaqë Z. Mussolinit sa dhe Lidhjes së Kombevet, e ministrivet të Punvet të Jashtëme të Fuqivet të Mbëdha e të Shtetëvet Balkanike.

Sua Eccellenza Benito Mussolini, Roma.

Siamo dolorosamente sorpresi da misure autorità provinciali che hanno internato profughi politici albanesi e li trattano da prigionieri di guerra per costringerli ad approvare pubblicamente patto italo-albanese e protettorato italiano rinunciando all'indipendenza del loro paese. Protestiamo con indignazione contro questi atti inauditi e indegni di uno Stato civile. Approvazione forzata non aumenterà in nessun modo valore del patto il quale fu imposto al popolo albanese dal terrorismo di un tiranno mercenario portato al potere dalle forze armate jugoslave, e divenuto in seguito vostro vassallo. D'altra parte non possiamo credere che grande Italia madre civiltà europea sia meno umana e meno generosa che piccoli Stati balcanici come Jugoslavia e Grecia dove i nostri profughi godono ospitalità consacrata da usi interna-

zionali moderni. Essendo convinti che autorità provinciali agiscono senza autorizzazione superiore, preghiamo Vostra Eccellenza, a nome tutti profughi, dare ordini per impedire martirizzazione inutile di esuli disgraziati e lasciarli liberi di partire per cercare rifugio ove la loro incapacità di accettare giogo straniero sarà tollerata.

Vescovo *Noli* ex deputato *Tromara*
ex ministro *Koculi* ex console *Busciati*

Shkëlqesis së Tij Benito Mussolini, Romë.

U çuditëm dhe u hidhëruamë nga masat e autoritetet provinciale italgjane, të cilat i kanë internuar refugjatët politik shqiptarë dhe i përdorin si robër lufte që t'i shtrëngojnë me pa-hir të çfaqin pëlqimin e tyre për paktin italo-shqiptar dhe për protektoratën italgjane duke hequr dorë nga indipendenca kombëtare. Protestojmë me zëmërim kundër këtyre akteve të pa-shëmbëlta që nuk i kanë hie një Shteti të qytetëruar. Pëlqimi i pa-hirtë nuk do t'a rritjë me asnjë mënyrë vlerën e një pakti t'imponuar mbi popullin shqiptar prej terrorizmit të një tyrani mercenar, i cili hipi në fuqi me ndihmën e forcave jugoslave dhe u bë pastaj vasali i juaj. Nga ana tjetër nuk mund të besojmë që Italia e madhe, nënë e qytetëris evropjane, të mos jetë aqë njerëzore dhe shpirt-madhe sa qeverit e Shtetëvet të vogëla balkanike, si Jugoslavia dhe Greqia, ku refugjatët t'anë gëzojnë hospitalitetin e konsakruar prej zakoneve ndërkombe të moderne. Duke qënë të bindur se autoritetet provinciale italgjane veprojnë pa autorizatë, i lutemi Shkëlqesis s'Uaj, n'emër të gjithë refugjatëvet, të jipni urdher për të ndaluar martirizatën e pa dobishme të këtyre të surgjunosurve t'anë të mjerë edhe t'i lini të lirë të shkojnë jashtë Italis në vise ku refuzimi i tyre të pranojnë zgjedhën e huaj do të tolerohet.

Ipeshkv *F. Noli* ish deputet *K. Tromara*
ish ministër *Q. Koculi* ish konsull *N. Bushati*

Secrétariat général de la Société des Nations et Ministères des Affaires Etrangères des Puissances et des Etats balkaniques.

Autorités provinciales italiennes ont interné réfugiés politiques albanais, parmi lesquels se trouvent un ancien régent, un haut prélat mahométan, huit anciens ministres, douze députés et nombreux officiers, et les traitent comme prisonniers de guerre afin de les contraindre approuver publiquement pacte italo-albanais et protectorat italien sur Albanie. Protestons avec indignation contre ces actes inouïs et indignes un Etat civilisé. Approbation forcée n'ajoutera rien à valeur pacte imposé au peuple albanais par terrorisme tyran mercenaire Ahmed Zogou porté au pouvoir par forces armées yougoslaves et devenu dernièrement vassal de Mussolini. Nous paraît incroyable que grande Italie puisse être moins généreuse et moins humaine que petits pays balkaniques comme Yougoslavie et Grèce où nos réfugiés politiques jouissent hospitalité consacrée par usages internationaux modernes. Comme nous sommes sûrs que autorités locales italiennes trop zélées agissent sans ordres supérieurs nous prions respectueusement Votre Excellence au nom des Albanais émigrés user vos bons offices auprès gouvernement italien pour faire cesser martyre inutile de ces malheureux réfugiés dont seule faute est leur patriotisme et leur incapacité de comprendre que joug étranger est un bienfait.

Fan *Noli*, ancien premier ministre
Kiazim *Kotzuli*, ancien ministre
Kol *Tromara*, ancien député
Nush *Bushati*, ancien consul

Lidhjes së Kombevet, e Ministrivet të P. të Jashtëme të Fuqivet të Mbëdha e të Shtetëvet Balkanike.

Ju bëjmë të njohur që autoritetet provinciale italgjane kanë internuar refugjatët politik shqiptarë, midis të cilëvevet një ish regjent, një fetar të lartë mohamedan, tetë ish ministër, dysmbëdhjetë ish deputetë dhe një shumicë oficerësh, dhe i trahojnë si robër lufte që t'i shtrëngojnë me pa-hir të çfaqin pëlqimin e tyre për paktin italo-shqiptar dhe protektoratën italgjane. Protestojmë me zëmërim kundër këtyre akteve të pa-shëmbëlta që nuk i kanë hie një Shteti të qytetëruar. Pëlqimi i pa-hirtë nuk do t'a rritjë vlerën e një pakti t'imponuar mbi popullin shqiptar prej terrorizmit të tyraniit mercenar Ahmed Zogu, i cili hipi në fuqi me forcat t'armatitura jugoslave dhe u bë pastaj vasali i Mussolinit. Na duket e pa besuarshme që Italia e madhe të mos jetë aqë njerëzore e shpirt-madhe sa qeverit e viseve të vogëla balkanike, si Jugoslavia e Greqia, ku refugjatët t'anë politik gëzojnë hospitalitetin e konsakruar prej zakoneve ndërkombe të moderne. Duke qënë të bindur që autoritetet provinciale italgjane veprojnë pas kokës së tyre, i lutemi Shkëlqesis s'Uaj, n'emër të gjithë refugjatëvet shqiptarë, të ndërmjetësoni miqësisht pranë qeveris italgjane për të marrë funt martirizata e pa dobishme e këtyre refugjatëve të mjerë, që s'kanë tjetër faj veç patriotizmës së tyre, e cila nuk i lë të kuptojnë që zgjedha e huaj është për të mirën e tyre.

F. S. *Noli* *K. Tromara*
Q. Koculi *N. Bushati*

Sua Eccellenza Mussolini, Roma.

Provvedimenti trasformare in confino città italiane preferite asili profughi albanesi offende amor proprio nazionale e fa pessima impressione popolo albanese. Nome prestigio grande popolo italiano regole ospitalità libertà completa nostri compatriotti.

A nome profughi politici albanesi Corfù
ex ministro I. Tatzati

Shkëlqesis së Tij Mussolini-t, Romë.

Masat e marra për të ndryshuar në vënde internimi qytetet italjanë që refugjatët shqiptarë kishin zgjedhur për azil, ofendon nderin kombëtar dhe bën një përshtypje të keqe në popullin shqiptar. N'emër të prestigjit të popullit të math italjan lypim respektimin e rregulavet të ospitalitetit dhe liri të plotë për bashkadhëtarët t'anë.

N'emër të refugjatëve politik shqiptarë të Korfuzit
ish ministër I. Tatzati.

Son Excellence Mussolini, Rome.

Mesures draconiennes prises par autorités italiennes contre réfugiés albanais suscitent grande stupéfaction indignation générale.

rale. Nom justice internationale dignité peuple italien demandons libération immédiate nos collègues.

Réfuégiés politiques albanais de Salonique:

Beqir Rousi	Ali Nishitza
Djeral Prevesa	Gogo Grillo
Riza Cerova	Esat Dishnitza
Djevdet Dishnitza	

Shkëlqesis së Tij Mussolini-t, Romë.

Masat drakoniane të marra nga autoritetet italjane kundër refugjatëve shqiptarë shkaktojnë një habitje të madhe dhe një zemërim të përgjithshëm. N'emër të drejtësis ndërkombëtare dhe të dinjitetit të popullit italjan lypim lirim me një herë të shokëve t'anë.

Refugjatët politik shqiptarë të Selenikut:

Beqir Rusi	Ali Nishica
Xhelal Preveza	Gogo Grillo
Riza Cerova	Esat Dishnitza
Xhevdet Dishnitza	

Vjenë, 14 Fruer.

Studenti

БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЈА

ДВУСЕДМИЧЕН ВЕСТНИК

ОРГАН НА НАЦИОНАЛНИТЕ МАЛЦИНСТВА И ПОТИСНАТИТЕ НАРОДИ НА БАЛКАНИТЕ

ИЗЛИЗА НА ВСИЧКИ БАЛКАНСКИ ЕЗИЦИ

Едно крупно историческо сџбитие АНТИИМПЕРИАЛИСТИЧЕСКИЈА КОНГРЕС В БРЮКСЕЛ Единнија фронт на трудящите се и потиснати народи в целия свет

Империализма датира от 40—50 години. Той е най-новата форма на капиталистическата експлоатация. От 80-те години на миналото столетие насам, големите капиталистически страни в света се надпреварваха да завладеват колонии. До това време, само Англия, Русия и отчасти Франция, от големите капиталистически държави, имаха колонии. От 1884 до 1900 г. на сцената се явяват Германия, Съединените Шати и Япония. В тоя период време беха завладени в Азия, Африка и Америка територии, с население 57 милиона души.

Стремлението за завладяване колонии продължаваше; то даже се засилваше. Империалистическите държави завладеваха нови земи и там, където не можаха да завладеят колонии, те се стараяха да прострат и засилят своето економическо и политическо влияние.

До всесветската война, колонии на големите и малките империалистически държави сџставляваха едно пространство от 65 милиона кв. км., с население 523 милиона жители. Колониалните народи сџставляваха $\frac{1}{3}$ от целото население на земята. Но въвн от колонии, имаше страни, като Китай, Персия, Турция, Балканите, които беха в положение на полуколонии. В тия страни живееха над 450 милиона души.

След големата империалистическа война, положението не се измени. Колониалните народи, които взеха активно участие в войната и след края на тая касапница получиха само на книга тържествени уверения от държавите на антантата, че ще могат да разполагат с своите земи — промениха в сџщност само своите господари: германските колонии беха разпределени между големите империалистически вџлци. Нецо повече, самостоятелни или почти самостоятелни до тогава народи беха завладени от тех. Либан, Месопотамия, Хеджас, Йемен, Хаити, Черна Гора и др. страни поднаднаха в лалите на империалистите.

Режима в колонии се оставаше сџщия. Никаква промена не настџпи в отношенията на империалистическите държави към колониалните народи. Страшни режим на експлоатация, безправие, грабеж, разбойничество, който сџществуваше до все-светската война, се засили. Стремеша за повече печалби, за поголемо експлоатиране труда на работниците и селяните стана още по-голем. Финансовия капитал разполагаше с живота и имота на местните населения. Техните органи — администрация, воени и фискални власти, беха пџлновластни господари там. Административни произволи, арести, даже убийства

на местни хора, заподозрени в най-малџк простџпџк сирџмо драконовските закони на колониалните власти, беха явления много чести. Заплатите на работниците в фабриките на европейските, американски и японски капиталисти беха до смешност низки. Право на стачка, свобода на сџбранията, сдружаванията, печата — не сџществуваша за тия народи.

Както споменахме, империалистите, се стремеша да увеличат своите печалби, да ограбват земята на селяните, да експлоатират природните богатства на страната — мџни, гори и пр. — и да печелят и псечалат. Търпението у колониалните народи беше стигнало своя краен предел.

Под влиянието на руската революция, тия народи почнаха да изразяват свой протест и негодувание в бунтове и вџстания. Ние виждаме през последните 5—6 години да избухват вџстания в разни колониални страни. Такива станаха в Сирия, Мароко, Индия, Индонезия. Полуколониална Турция се пробуди. Тя се борџ и успе да се освободи, с което поощри борбите против империализма в колониалните и полуколониални народи в Азия. Нейния пример се последва от Китай. В две години, революционерите в тая 400 милионна страна успеха да нанесат силен удар на империалистическите държави, в лицето на техните наемници — разните генерали контра-революционери. Днес половината от грамадната китайска територия е в техна власт. А тая е властта на работниците, селяните, интеллигенцията и борящите се за национално освобождение търговци и промишленници. Руската революция, която разруши властта на царизма и буржуазията, освободи селяните и работниците и прокламира и приложи на дело правото на народите на самоопределение, от една страна, и китайската революция, която застрашава сџществуванието на Англия, като империалистическа държава, от друга, вџзбудиха един голем ентузиазм за борба у колониалните и полуколониални народи.

Израз на тоя ентузиазм за борба е сџстоялия се преди две седмици конгрес в Брюксел.

*

Едно крупно историческо сџбитие се извърши през първата половина на февруари (10—15) т. г. В Брюксел се е сџстоял първия конгрес против империализма и колониалното потисничество. За първи път в историята, участвуват представители на колониалните народи в един конгрес, в който се

приканват народите от целия свят да подкрепят техните борби против империализма и колониалното потисничество. И наред с тях, в него участвуват представители на мощни политически и синдикални работнически организации, както и такива на някои пацифистични организации в Европа, и отделни видни представители на обществената мисъл и науката.

До сега често се е разисквал колониалният въпрос на международните социалистически конгреси, където са били предлагани резолюции против колониалното потисничество, главно от левията в тях конгреси; често пъти тези резолюции са били приети от последните. Но колониалните народи са се държали всекога на страна от тях конгреси. Само двама представители на тия народи са участвували на конгреса в Амстердам в 1904 г., където се е разглеждал колониалният въпрос — Катаяма и един индус. Приетите от тях конгреси резолюции са имали по-скоро теоретически характер. След войната, след учредяването на Комунистическия интернационал, този последния се е занимавал основно с положението на колониалните народи и е прокламирал тяхното право на пълна национална независимост.

Три години след руската революция, един конгрес се е състоял в Баку, на който са участвували представители на източните народи. На този конгрес са участвували главно народите от Азия. Сега обаче, макар и за много кратко време организиран, ние виждаме на конгреса в Брюксел представители на всички почти колониални и полуколониални народи. На този конгрес са били представени 134 организации, с 174 делегати, от които стотина от колониалните страни и останалите — представители на политически и синдикални работнически организации, на някои пацифистични организации и някои европейски интелектуали. Конгреса е бил свикан от Германската лига против колониалното потисничество и жестокости, която се е образувала миналата година в Германия.

В този исторически конгрес са участвували делегати от Китай — представители на Кантонското правителство, на Кантонската армия, на Куоминдана и на многобройните неговии секции в Европа, на професионалните съюзи, на Кантонския студентски съюз и на Кантонската търговска камара; от Индия — представители на Паниндийския национален конгрес, на професионалните съюзи в Цейлон и на индийските студенти в чужбина. Представени са били още: Индо-Китай, Индонезия, Япония, Корея, Филипините, Сирия, Арабия, Палестина, Персия, Египет, Венецуела, Мексико, Хаити, Куба, Порторико, Алжир, Мароко, Тунис, западна Африка, южна Африка, Кап, Трансваал, Оранжевата република, Натал — представители на южноафриканския конгрес, и пр. Между тия делегати е имало и представители на професионалните съюзи в някои от тия страни. На конгреса са присъствували и делегати на 8 милиона синдицирани работници.

Между представителите на политическите и синдикални работнически организации са били: Барбюс, Верноне, главен секретар на Интернационала на умствените работници — Франция; Едо Фимен, главен секретар на Интернационала на транспортните работници, Ханриета Роланд Холст — Холандия; Ленсбери, Броквей, главен секретар на Независимата работническа партия, Бекет, Вилкинсон, Полит, Мак Манус, Браун, главен секретар на Амстердамския интернационал — Англия; Марто, Жерар — Белгия; Георг Ледебуер, В. Мюнценберг, проф. Айнщайн и Лесинг, Елена Щокер, Ернст Толер — Германия и др. Много видни личности в Европа, възпрепятствувани да участвуват в конгреса, като Кук, В. Маргерит и др., са изпратили на последния своите приветствия и са се присъединили към неговите протести.

След като е изслушал разните доклади по положението на колониалните и полуколониални народи, върху империализма и работническото движение, за подкрепата, която работническото трябва да даде на освободителното движение там, за координирането на национал-освободителното движение с социалните борби в тия страни, конгреса е взел редица съответни резолюции и е решил да се превърне Лигата за борба против колониалното потисничество и жестокости в една всемирна организация за борба против империализма и за националната независимост. Накрай, конгреса е изработил един манифест (който е вече публикуван) против колониалното потисничество, в който, след като се посочват целите, които тая всемирна лига преследва, се зоват всички потиснати народи да се присъединят към тая организация и да се обединят за обща борба.

*

Голем интерес са представлявали докладите на делегатите за положението на техните народи, както и заявленията на техните представители и тия на представителите на европейските работници.

Картината на положението, която делегатите описват е претресваща. В тия изложения се чете:

Богатствата на нашата страна са в ръцете на едно нищожно малцинство от капиталисти. Целия економически живот на милиони и милиона хора зависи от тях; печалби баснословни; дивиденди на капиталистически предприятия: 40% в 1914 г., 125% в 1920 г. и 200% в 1925 г. Работнически надници низки до

смешност: 2—2½ фр. франка (Индо-Китай, френска колония, с население 19 милиона жители).

Пълно безправие, режим на най-големата сатрапия; бомбардиране на градове и села; избиване на деца; изнасилване и сетне убиване на жени (Сирия, французки протекторат). Никакво право на организация, на стачка; 11—12 часов работен ден; покупателната сила на населението е силно спаднала, когато надниците съставляват 1/6 от най-низката заплата в Европа, 95% от населението са аналфабети (Холандска Индия, с население 49 милиона жители).

Целата търговия е в ръцете на японски капиталисти; само от каменовъжлените мини японските капиталисти са имали миналата година чиста печалба 50 милиона марки; едно 5-членно семейство изкарва годишно около 200 марки; нашите деца трябва да посещават японски училища; никакъв вестник, никаква книга не се печатат на нашия език; а ние сме един отделен народ с своя отделна култура. Или Япония ще изпразни нашата земя, или ние всички ще умрем (Корея, японска колония, с 17,200,000 жители).

Американските капиталисти туряха око на нашата земя; техните търгове откупиха за една смешна цена земите на едрите землевладелци, за да експлоатират населението; само като се борим против американския империализъм, ще можем да се използвават ценностите на нашата страна за целия свят (Мексико).

Ние искаме човешки права и запазване на човешкото ни достойнство; ние искаме да имаме представители в парламента; ние искаме едно справедливо разпределение на земята; ние сме прогонени от нашата земя — ниви, пасища и пр.; колониалната политика на правителството е насочена само против нас; некога тази земя принадлежеше на нас; ние не можем да мислим за възстание, но ние ще се организираме и ще указваме пасивно съпротивление; не искаме вече да плащаме данъци, без да имаме права; четири пъти пращаме депутации в Лондон, за да ни се подобри положението, но и четирите пъти ни се отказа (Представителя на работниците и селяните негри от южна Африка).

Най-новото в историята на народите е факта, че внезапно на всекъде се създадоха връзки между националните движения в колониалните страни; никакво съмнение нема, че Англия ще бъде най-силно засегната от това; ние сме обезоръжени, не можем да мислим за насилствена революция, но толкова много ние сме популяризирали мисълта за «не сътрудничество», че тя представлява вече една сила; симпатиите в Индия са естествено за Русия, защото и тя, като нас е противник на английския империализъм (Индия, английска колония, с 319 милиони жители).

Английския империализъм разпорежда с Китай като с своя колония; той завладе китайски земи: в 1842 и 1860 г. — о-в Хонконг; 1898 — залива Вей-Хай-Вей; в 1858 г. — зони на влияние по долината на Янцзе; в 1904 г. Тибет. От 1860 г. насам английската финансова олигархия е «отпустнала» заеми на сума 110 милиона англ. лири (от тях 40 милиона са употребени в постройка на железници); 4-те големи английски банки в Китай работят с един капитал от 8 милиона англ. лири; в ръцете на олигархията се намират 4.500 км. железници (35% от целата ж. п. мрежа), каменовъжлените мини в провинциите Шили и Хонан, където се произвежда 20% от целото каменовъжл. производство, мореплаването по бреговете на морето и по реките (75 парахода); тя има специална пощенска и телеграфна мрежа, включително 4 подморски кабела; търговската размена на Англия с Китай съставлява 37% (120 милиона англ. лири от целата търговия на Китай); цела серия финансови и административни институти са в английски ръце; ценността на английската собственост в Китай се изчислява на 300 милиона англ. лири. Кантонското национално правителство трябва да бъде признато като единствено законно правителство на страната; другите правителства са орждия на чужди империалистически държави (Англия, Япония, Съед. Щати). Ние искаме да се прекрати всекакво вмешателство в нашите работи, с изпращането на войски; ние искаме да се произведе една неутрална анкета на извършените от английския империализъм кланета в Шанхай, Ша-Хай и Ван-Сиен.

Такава е картината на положението в по-главните колониални и полуколониални страни, където се простира господството на Англия, Съед. Щати, Франция, Япония, Холандия. Но представителите на угнетените колониални народи на конгреса не са се ограничили само да се оплакват, да се възмушават и да обвиняват. Те предявяват и искания. Те сами посочват правилния път на своето освобождение, който е:

Всесветския империализъм трябва да се разруши; той носи експлоатация, грабеж, робство, жестокости за колониалните народи. До сега империалистите противопоставяха едни колониални народи против други, трудящите се от Европа — против угнетените колониални народи. Сега, колониалните народи трябва да се обединят помежду си, а също тъй те трябва да вървят ръка за ръка с трудящите се в целия свят и да образуват единен фронт против интернационалния империализъм, за националното освобождение на угнетените народи.

Конгреса не пропусна случая да възвеличи китайската революция. «Младия Китай знае, заяви великия Барбюс, при бурните ржкоплескания на залата, че като защитава своите права на живот, той защитава правото на живот и на другите угнетени народи.»

«Ние сме за китайската революция против английския империализм; в случай на война между Кантонското правителство и Англия, ние сме на страната на първото» заяви представителя на Независимата английска работническа партия.

Конгреса провъзгласи, в международен мащаб, единния фронт между колониалните и всички угнетени народи, от една страна, и работниците и селяните, от друга. Той провъзгласи високо, че без национално освобождение, работниците и селяните не ще се освободят от економическата експлоатация, че националното освобождение не ще бъде пълно, без освобождението от капитализма и че националната независимост ще се реализира всецело само чрез съюза на националните, работнически и селски сили.

Конгреса си спомни с признателност за извършеното от Съветския Съюз, на който се дължи пробуждането на колониалните народи и целия ход на събитията; той си спомни с голяма благодарност за хората, които извършиха руската революция.

Нови арести в Добруджа

Два месеца само след обявяване военното положение в южна Добруджа (31. VIII. 1926 г.), пресата нададе тревога по създаденото положение на «стопанска стагнация», за «твърде големата строгост при прилагане изключителните мерки», — че «жителите са ограничени в своята работа и лични свободи» и «военното положение довежда до едно състояние на духовете, което заслужава внимание» (Glasul Taranilor от 10. X. 1926 г.).

Малко по-късно, една делегация, начело с окръжния управител на Силистра, г-н Гибанеску, се яви пред министра на Вътрешните работи Октавиан Гога, да иска премахването на военното положение, предвид че не съществуват никакви причини, които да оправдават продължаването на този изключителен режим. Сам окръжния управител декларира, че «последните два месеца са легнали тежко върху населението, принудено да поддържа прехраната на един ефектив от три дивизии» (Adeverul от 17. X. 1926 г.).

Свикания по този случай министерски съвет реши обаче, да бъде продължено военното положение в южна Добруджа, като постепенно се смеччава неговия режим.

Днес въпроса за военното положение в южна Добруджа наново се повдига. Но както по-рано, така и сега, това е самата ромънска власт, — окръжните управители, които искат да бъде премахнат изключителния режим. Всеки би се запитал, где са исканията на добруджанското население? Защото, ясно е, че именно върху неговите плещи лежи изхранването на трите дивизии, че една беззаконна реквизиция ограбва нашироко продукта на неговия труд и една постоянна ангария го превръща в средновековен роб. Публична тайна е, че разните коменданти и военни началници през режимите на военното положение, които много често посещават Добруджа, бърже натрупват стотици и стотици хиляди лева и че почти всички, без изключение, се явяват в житните борси с предложения да продават зърнени храни с вагони. Една анкета би установила, че в Добруджа, като се почне от генерала и стигне до фелдфебела, това са хора с завидно материално положение, някои владеят вече големи имоти, имат добре обзаведени чифлици, стада от добитък и пр. и пр.

Да протестира срещу този безподобен режим, добруджанското население нема право. Подобен протест би значил, че «реда в Добруджа е застрашен», че «там има комити», че се «готвят бунтове срещу ромънската държава» и пр., и в резултат на това — да бъдат повторени кланетата от май и юли 1926 г. Ето защо и днес, това е самата гражданска ромънска власт, която протестира срещу военното положение. Причините? Освен надигащото се негодувание на добруджанското население, за своя протест окръжните управители имат и специални мотиви. Те са, че воените го прекаляват и засягат интересите на гражданата власт, която също тъй е грабителска и плячкаджийска. Добруджа винаги е била Калифорния за тая банда от разбойници и грабители, наречена гражданска и военна власти. Всичко корумпирано, авантюристично и жадно за бързо забогатяване, се праца в Добруджа, въобще в новоприсъединените след вой-

Едно велико дело се извърши в Брюксел. Неговите последици не ще закъснеят да се проявят. То ще даде още по-голям тласък на революционния подвиг на китайския народ, който ще успее в най-скоро време да нанесе решителен удар на английския империализм; то ще насърчи борящите се колониални и полуколониални народи, които, уверени, че ще могат да разчитат на подкрепата на трудящите се в целия свет, ще засилят своята борба против угнетителите; то ще засили в останалите угнетени народи в Европа верата в близкото тържество на техните идеали.

Ние, потиснатите народи на Балканите приветствуваме делото на колониалните и полуколониални народи и на трудящите се в света, защото техното дело е и наше дело. Техната борба против световния империализм е и наша борба.

Сгромолясането на империалистическите сили означава и нашето освобождение, защото това са същите сили, които потискат и тех, и нас, това е световния империализм, който чрез своите балкански агенти — фашистките правителства в балканските държави и финансовия капитал, угнетява и души и тех, и нас.

Д. Вл.

ната области. И резултатите са на лице. Днес Добруджа не е вече прочутата житница, нейното производство е намалело наполовина. Радващо се на едно добро благосъстояние в миналото, днес добруджанското население е хвърлено в черна мизерия. Добруджанското село днес е разорено, градовете замрели, благодарение режима на ромънските чокои.

В той насилнически и грабежнически режим, установен в Добруджа, две сили си оспорват първенството, две тъмни противонародни сили са в една постоянна вражда помежду си — цивилната власт и воените. Установяване на военен режим в Добруджа, това значи, че първенството, големия дел от грабежа минава в ръцете на воените и обратно. Премахване на военното положение значи, че цивилните власти са отстранили един опасен конкурент и са станали господари на положението. Резултат на това съперничество е борбата, която понастоящем водят окръжните управители в Добруджа против военното положение.

Ето що пише Cuvântul в брой 689 от 19. II. т. г.: «Окръжните управители в южна Добруджа поискаха вдигане на военното положение в тая област, понеже не виждат никакви мотиви за поддържането на сегашните мерки.»

«Правителството е решило, щото генерал Панаитеску, подначалник на главната квартира (Marele Stat Major) и г-н Томеску, главен административен инспектор, да направят анкета на самото място и само след като правителството узнае резултатите на тая анкета, ще се произнесе върху искането на окръжните управители в Четирейгъльника (южна Добруджа).»

Воените власти, виждайки още от първите протести на Гибанеску, че е застрашено господството им, се помъчиха, по пътя на нови провокации, да закрепят своето положение. Те извършиха, под претекст на разкрити «революционни организации», на «заявяване позиви и брошури», масови арести в средата на м февруари т. г. Арестувани са над 380 добруджанци от селата: Топчии, Кочулар, Алифак, Гюргенджик, Аратмаджа, Голем Кара-ач и др. в южна Добруджа. След жестока инквизиция над арестуваните, бива лесно скршен «комплот срещу държавната сигурност», това установявало военното следствие, и 138 добруджански селяни са изправени пред съда на военни съвет на 9-та дивизия в гр. Кюстенджа.

«Положението в Добруджа е неспокойно», «там има българтарски комити», «населението готви бунт срещу ромънската държава» — следователно, трябва да бъде продължен изключителния режим на военното положение, ето смисъла на тая безподобна провокация на новите арести в Добруджа. В миналото (1923 г.), военната власт, начело с генерал Уйка, за да продължи военния режим, инсценира нападение върху града Каварна. Така днес се арестуват стотици добруджанци, за да бъде задържана в ръцете на воените възможността да грабят и плячкосват Добруджа.

Обаче, въпреки всички провокации, въпреки всички жертви, които постоянно грабят воените съдъжници, въоръжените банди Мовила, Сигуранцата и жандармите, добруджанци ще продължат своята борба на живот и смърт, до смъкване кървавого господство на ромънските чокои в Добруджа.

А. Лудогоров

Угнетени граждани, работници и селяни!

Четете и разпространявайте

в-к „БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЯ“

орган на националните малцинства и потиснатите народи на Балканите

Положението в Македония

Как живее македонският народ под властта на сръбският империализъм и шовинизъм

Балканска Федерация дава постоянно място в своите колонии за положението в Македония, поделена между Сърбия, България и Гърция. Сведенията, които ти дава, колкото и да са важни и да представляват ценен интерес, са разхвърлени в разните отдели на вестника и не дават достатъчна възможност на четяца да има пълна представа за това, което става в тази страна, а също тъй да се осведоми за настроенията и стремленията на македонския народ.

Понеже положението на тоя измъчен и тероризиран от векове и особено през последните десетилетия народ е едно от най-трагичните на Балканите; понеже македонският въпрос е един от най-важните, ако не и най-важния измежду всички отделни въпроси, които се включват в балканската проблема, и понеже от неговото справедливо разрешение зависи в голяма степен и разрешението на балканската проблема, то за да можем да осветляваме нашите читатели върху положението в тази страна, както и върху борбите и исканията на македонския народ, редакцията на в. Балканска Федерация реши да въведе в рубриката «Faits et événements», един специален отдел за Македония, а също тъй да помества и статии по положението в Македония. Тия статии ще се дават на френски и български езици, а често и на останалите езици, на които нашия вестник излиза. Новият наш отдел ние откриваме с статията на нашия приятел и другар Марсел Валтер.

Ред. В. Ф.

Под властта на сръбските империалисти и шовинисти се намира по-големата част от Македония — около половината от нейната територия и 45% от нейното население. В тази част на Македония не станаха такива размествания на населението както в Македония под Гърция и отчасти в тая под България. Тук разместванията на населението се извършват по-бавно, но не по-малко сигурно отколкото в Гърция и България, като с това се прилага един ясно начертан план: да се измени етнографският характер на страната. Българите се прогонват всеки ден; турци и албанци се заставят да се изселват; колонизацията с сърби се прокарва с една системност — и всичко това се върши по предварително добре обмисления план на сръбския империализъм и шовинизъм. Последните са си поставили за задача да прогонят местното население, а до като това стане — да го тероризират, ограбват, денационализират и асимилират. Сръбските империалисти сметат, че ще могат по-добре да експлоатират тази страна, и по-лесно ще успеят да прострат своята власт и върху другите части на Македония, когато частта, която те владеят бъде населена не с българи, турци, албанци и други не сръбски народности, а с сърби и то такива, които ще поддържат техното господство и ще се явяват проводници на техните експансионистични планове.

Положението на македонския народ под Сърбия е такова, каквото е това в една колониална страна. В днешния брой на вестника ние описваме положението в главните колониални и полуколониални страни. Като се замени думата Индо-Китай, Индия, Холандска Индия, Корея и други колониални страни с Македония под Сърбия, то ще бъде нарисувана картината на положението в тая земя.

Но как живее народа в тая част на Македония?

Той е лишен от политически и граждански свободи. А пардон, македонският народ има право, съгласно конституцията на сръбо-хърватско-словенското кралство, да участва в управлението на държавата и в изборите, които стават в разните области на тая държава, следователно и в Македония, но само, ако се отрече от своята народност, ако служи верно на сръбския империализъм и ако гласува за . . . партии и лица, които ще поддържат сръбското владичество там. Своя партия македонците не могат да имат, свои македонски листи също тъй те не могат да представят при изборите. Те не могат да гласуват и за партии, макар и не македонски, които признават на македонския народ правото на съществуване като народ. Нещо повече. Правителството на сръбските империалисти прави всичко възможно, за да не бъдат избрани представители от друга некая, също тъй пансръбска партия, като демократическата партия например. (Другите сръбски и югославянски партии нямат право на съществуване там). Това е продиктувано от тесно котиерния интерес на сръбските радикали, които по настоящем управляват в Югославия. Същото би станало, разбира се, ако вместо радикалите, беха на власт, демократите на г. Давидович или тия на г. Прибичевич.

Предизборният терор в Македония се чувствува особено болезнено. Населението дава всекога жертви, в бити, ранени и убити даже хора. Така, преди 6—7 месеци, през време на общинските избори в Македония, населението в целата страна беше тероризирано. В некои места терора беше толкова голем,

че от това се възмутиха даже и демократите. В скопско, в селата Любанци и Булачене беха бити 60 души селяни, между които и 70 годишни старци; от тях 20 души беха смазани от бой и беха изпратени в Скопие за да бъдат лекувани, а 8 души се намираха на смъртно легло.

През време на последните общински избори 7 души беха убити в Македония.

Терора в Македония под Сърбия е едно обикновено средство на управление. То се практикува като система. Побий, насилие — това са ежедневни явления. Всички бити: и полиция, и жандармерия, и воени, и «националните герои», като В. Тръбич, и македонските изроди като Каламатиев и Циклев, и всички чиновници. Това, което тия агенти на властта не биха си позволили да извършат в Белград, Ниш, Валево, Пожаревац, — или даже в Загреб, Люблина, Сараево, градове в стара Сърбия, Хърватско, Словения и Босна — тук те вършат по заповед на централната власт. Те вършат това, защото Македония е сръбска колония и там не се наказват такива престъпления.

Ние не знаем да е бил до сега наказан некой полицейски, военен или какъвто и да е друг сръбски чиновник за такива престъпления.

Неотдавна станаха и в Македония избори за областни съветници. Терора беше най-силен в Македония, пишат белградските вестници, а това значи: бой, бой и бой.

Казахме, че терора в Македония под Сърбия е едно от средствата на управление. Той се извършва не само преди и през време на изборите. Той се упражнява всеки ден. Без никакъв повод, без да са се провинили в каквото и да е нарушение на драконовските закони, които се прилагат там — един от които е и закона за защита на държавата, в Македония под Сърбия се арестуват селяни, еснафи, работници, интелегенти, търговци. Претекст за това всекога ще намерят сръбските жандари и полиция. Обвиненията, които те най-често отправят са, че тия македонци са участвували в «конспиративна организация». И почват арестите. Арестуват се десетки, стотници души мирни и в нищо не провинени македонци.

До преди 3 години в затворите в Македония имаше няколко хиляди души арестувани — политически затворници. През летото на 1924 г. правителството на Давидович, в което участваха Коршоцец, Спахо, при подкрепата на партията на Радич (ЖХРС на Радич беше тогава една селска демократическа партия) даде политическа амнистия. В Македония беха освободени около 1.500 души политически затворници. Коалиционното правителство на Давидович, Спахо, Коршоцец и Радич падна и веднага след образуването на новото, Пашичево правителство, затворите почнаха отново да се пълнят с македонци.

Полицейските власти там всекога намираха претекст за да арестуват хора, които били участвували в «конспиративна организация». През 1925 и 1926 г. беха арестувани, съдени и осъдени няколко стотини македонски селяни в щипско, струмишко, гевгелишко, скопско, велешко, битолско и другаде. Неколко души беха осъдени на смърт и екзекутирани, други — осъдени на тежка робия, от 4 до 20 години, а броя на освободените от съдилищата беше нищожен. Между арестуваните и осъдените имаше и 12—14 годишни деца. Сега в затворите в Югославия, има 7.500 души политически затворници македонци. (Македонски политически затворници има не само в затворите в Македония, но и в останалите части на Югославия). Тази цифра на македонци политически затворници дава народния представител Куюмджич в една своя реч в Кралево.

Своята политика сръбските империалисти прокарват в Македония и по други начини: те просто избиват македонски селяни, работници, еснафи и интелегенти. Паметно е избиването на 29 души селяни, с картечници, през март 1923 г. в с. Гарван, радовишко; това клане предизвика възмущението и протестите на целия македонски народ. Избити беха тия нещастници, по заповед на сръбския жупан Добрица Маткович, известен с своите злодеяния в щипската област. Македонци се убиват постоянно, ту като «качащи», ту при «опит за бегство», ту случайно нападнати от некакви злодеи, а това са всекога жандармите, полицайте или «четниците». В кошанско, през 1925 г., за няколко месеци само, според заявленията на депутата Пуздерлевич, беха убити няколко души селяни, изтезавани няколко стотини души, пак селяни, и 225 кжци опожарени. Напоследък, при «опит за бегство», бе убит в Битоля, арестувания преди 8—9 месеци бившият македонски революционер Кръстю Леондев.

Режима в Македония под Сърбия е непоносим в пълната смисъл на думата. Това е югославянският Сибир, както нарича един сръбски вестник тая част от Македония. Това е ад.

Положението там е до толкова много страшно, че един сръбски политик, като Ј. Давидович, бе принуден да го представи, в една своя реч в Пирот, през март 1926 г., с следните думи:

«В Юга (Македония) сега се управлява както преди 600 години; в Щип е умрял един човек четири дена след излизането му от затвора; от биене, живо месо е отпадало от телото му.»

Добруджанското движение Извънредния конгрес и разногласията в добруджанското движение

Най-после, Изпълнителния комитет се реши да свика извънредния конгрес в София на 3, 4 и 5 март т. г. (Върховния съвет беше решил да свика този конгрес още през м. ноември т. г. за да се занимае с разногласията в ръководството на организацията.)

Разногласията в добруджанското движение са големи и от решително принципиално естество за последното. Те датират отдавна и получиха едно задоволително разрешение на великият добруджански събор в София през 1919 г. Там се възприе, щото движението да се освободи както от българската, така и от политиката на останалите балкански правителства, за една самостоятелна и независима позиция, като издигна лозунга за «свободна и независима Добруджа». Организацията възприе строгия политически неутралитет към вътрешните политически борби в България, като си запазва правото да търси подкрепата на ония политически и обществени фактори в света, които в даден момент най-искрено и ефикасно биха подпомогнали борбите на добруджанци за техната свобода и независимост.

Обаче, след 9 юни, българското фашистко правителство, дошло на власт благодарение ефикасната подкрепа на В. М. Р. О. (автономисти), не можеше да търси едно самостоятелно и независимо добруджанско движение, което здраво държи на своите позиции и не иска да съедини своята съдба с тяа на кое и да е българско правителство. Проиграла своите политически и национални идеали, българската буржуазия не можеше да гледа спокойно да се развива едно движение, което има за първа и единствена задача — свободата на Добруджа.

В. Д. Р. О., кждето фашизма бе успел да настани няколко свои агенти, стана обект на техните домогвания. По подобие на В. М. Р. О. (автономисти), тия агенти искаха да въвлечат и В. Д. Р. О. в политическите борби в България, като я направят орган на властта и я насочат срещу българския народ, за да я корумпират и разтроят. Обаче левницата държеше здраво на уставните и програмни положения на В. Д. Р. О. и бе успела вече да ги популяризира всред добруджанското население.

С мартенските арести над левницата през 1925 г., ръководството на В. Д. Р. О. остана напълно в ръцете на десницата и тя веднага тури на разноположение на властта целия наличен състав на организацията. Добруджанските контра-чети оставиха най-черната страница в нашето освободително движение, което ние изнесохме подробно в колоните на в-к Балканска Федерация.

Целта бе постигната. Организацията се корумпира и разложи. Всички почти членове на В. Д. Р. О. се отдадоха на грабежи, разбойничество, убийства на честни политически лица и пр. Последниците от това беха: пълна апатия и оттегляне на всички честни дейци от движението и пълна корупция и умопомрачение в редовете на В. Д. Р. О. Добруджанското население се убеди, че българската буржуазия не само не може да се бори

картината, която ние нарисовахме за положението в тая част на Македония не е пълна; ние ще я попълним, като обрисоваме просветната, колонизационната и економическата политика на сръбския империализъм, както и като посочим на корупцията и грабежите, които се вършат всеки ден над населението там.

Марсел Валтер

за свободата на Добруджа, но ти не може да търпи в пределите си една истинска революционна организация, която се явява като главна пречка за едно ромжно-българско разбирателство.

Убийството на незаменния революционер Дочо Михайлов от членовете на Ц. К. на В. Д. Р. О. — Слави Алексиев и Ст. Боздуганов, с съдействието на българската власт, на 26 август 1926 г., бе венеца на предателската политика на десницата в добруджанското движение.

Участието на болшинството от членовете на Изпълнителния комитет на добруджанската организация в всички тия позорни и предателски дела спрямо освободителното движение, бе нещмънено. Те мълчаха и продължават да мълчат и до сега, по хилядите позорни дела, извършени за сметка на движението от техните идейни съмишленници.

Извънредния конгрес се свиква по искането на члена от И. К. — Д-р П. Вичев, който си подаде оставката и настоя да се свика Висшия съвет, който, в заседанията си на 12 и 13 септември 1926 г., реши да свика извънреден конгрес, за да се занимае с тия въпроси.

Разногласията са големи и от решително принципиално естество. На едната страна е десницата и всичко корумпирано и потънало в кървави престъпления около нея, зад които стои българската власт; на другата страна е левницата и всичко честно в движението, зад които стои цялото население в Добруджа и емиграцията в България. Тук не е въпроса само за извършените престъпления, но за два различни мирогледа в освободителната борба.

Централния въпрос, който конгреса ще трябва да разгледа и по който ще трябва да вземе ясна позиция е: Ще продължава ли десницата да поставя добруджанското движение в услуга на българската власт, или последното ще запази своята независимост, като постави на чело на И. К. хора, представляващи достатъчна гаранция за провеждане на една самостоятелна политика в движението.

В. Д. Р. О., която нанесе такъв позор и толкова пакости на движението, ще трябва да се разтури. Всички виновници ще трябва да се изхвърлят от движението за винаги и да се пратят другде да правят своята политическа кариера.

Единството на движението трябва да се запази на всяка цена, като се изкаже похвала на в-к Свободна Добруджа, който в най-трудните моменти запази единството и спаси честта на движението.

А населението в Добруджа направи вече своята преценка. То се убеди за лишен път, какво българската буржуазия никога нема да позволи съществуването на една независима революционна организация в България, затова то взе инициативата в свои ръце и основа своята Добруджанска Революционна Организация (Д. Р. О.), която тихо и безшумно върши делото на освобождението. Добруджанското население заявява, че то нема да се солидаризира с предателската политика на фашистка България и нема да сипе своята борба за свобода, ославяйки се на собствените си сили и на помощта на всички поробени и угнетени в целия свет народи, които са негови единствени съюзници.

Н. Б. Кандиев

FEDERATIJA BALCANICA

BI-LUNARA

ORGAN AL MINORITĂȚILOR NAȚIONALE ȘI AL POPOARELOR ASUPRITE DIN BALCANI
APARE ÎN TOATE LIMBILE BALCANICE

Un aventurier care se demască Trecerea doctorului Lupu la liberali

Când Partidul Țărănesc a fuzionat cu Partidul Național — partidul ex-latifundiarilor din Vechiul-Regat și al lipitorilor satelor și al negustorimii din Ardeal — noi am arătat că de fapt el a capitulat printr'asta în fața oligarhiei și a Palatului: el și-a renegat

atunci formal caracterul de clasă țărănesc și a abjurat însuși principiul luptei de clasă, pe care îl afirmase la întemeierea sa în chip programatic. Partidul fuzionat Național-Țărănesc a desăvârșit apoi capitularea politică și ideologică în fața oligarhiei și a monarhiei oligarhice recunoscând constituția liberală, renunțând în noul său program la abrogarea legiuirilor liberale, la „a doua“ expropriere, la suprimarea stării de asediu, la amnestie, etc., etc. Această îndoită capitulare a arătat că conducătorii celor două mari partide de opoziție din România, cari izbutiseră la un moment dat să strângă

în jurul lor masele populare în luptă contra oligarhiei, puși în situația de a trebui să aleagă deoparte între lupta necrutătoare și efectivă împotriva regimului oligarhic, hotărât să-și apere cu ghiarele și cu colții stăpânirea (luptă ce fatal trebuia să ia forme revoluționare deschise) și de altă parte între renunțarea la luptă și subordonarea față de oligarhie, au ales calea din urmă. Capitulara a fost semnul exterior al unui adânc proces de demoralizare și descompunere lăuntrică, care își făcuse drum în rândurile conducătoare ale celor două partide de opoziție încă de multă vreme, proces pe care însă conducătorii, prin demagogie și manevre, reușiseră să-l mascheze în ochii masselor. Dar în același timp capitulara a fost, la rândul ei, un factor care a dat procesului de descompunere al partidelor fuzionate un tempo accelerat.

Pe trupurile celor două partide au început să răsără astfel florile descompunerii: fel-de-fel de tendințe centrifugale în cercurile conducătoare, fiecare din ele căutând să ajungă cât mai repede și cât mai sigur la o înțelegere cât mai rentabilă cu o parte sau cu alta a oligarhiei. Unii dintre conducătorii naționali-tărăniști strigă hăis! — ei vor acordul imediat și necondiționat pentru colaborare la guvern cu generalul Averescu; alții strigă cea! — ei cer acordul deadreptul cu Brătianu, adică acordul nu cu sluga, ci cu stăpânul ca fiind mai sigură; și alții însăfârșit preconizează acordul cu Carol, pedeaparte ca fiind o manevră de șantaj eficace față de oligarhie, ca s'o silească să plătească un preț mai bun pentru capitulare, iar pedealtă parte ca fiind o diversiune pentru masele populare dezamăgite de capitulara conducătorilor naționali-tărăniști și devenite foarte bănuitoare. Prima tendință, care cere acordul cu generalul Averescu și care e reprezentată de foștii latifundieri conservatori, nu a putut găsi majoritatea trebuitoare în conducerea Partidului Național-Tărănesc și a început tractații cu averescanii pe cont propriu. A doua tendință, care cere acordul cu liberalii și care e reprezentată de doctorul Lupu, a găsit pare-se și mai puțin aderenți. A biruit tendința așa-zisă carlistă: conducerea Partidului Național-Tărănesc s'a pronunțat în chip oficial pentru reintoarcerea lui Carol.

Această hotărâre a făcut ca agenții câștigați de către liberali în sânul Partidului Național-Tărănesc să dea lovitura. Ei pretextează că hotărârea în favoarea lui Carol condamnă Partidul Național-Tărănesc la o vecinică opoziție, întrucât fără sprijinul oligarhiei el nu poate veni la putere și sprijinul oligarhiei Partidul Național-Tărănesc îl pierde definitiv prin pronunțarea conducerii în favoarea lui Carol și deci contra oligarhiei. Luând această hotărâre carlistă drept pretext, doctorul Lupu a proclamat la 19 Februarie retragerea sa din Partidul Național-Tărănesc și constituirea unui „nou partid țărănesc“. E ultima floare a descompunerii răsărită în mlaștina opoziției nevolnice burgheze. Floare culeasă de oligarhie...

Noul partid, care este de fapt numai o grupare a amiezilor politici ai doctorului Lupu, a adoptat numele de „țărănesc“. Aceasta este însă numai o mască pentru o grosolană manevră a oligarhiei. Intr'adevăr, încă în ajunul proclamării partidului acestuia personal al doctorului Lupu un locotenent al acestuia, deputatul basarabean Buzdugan, a declarat că „dr. Lupu și amicii săi politici“ se despart de P. N.-T. pentru că sunt sătui de „agitații subversive și anti-românești“; noul partid nu este vechiul partid țărănesc reconstruit, ci unul nou, care se va deosebi de vechiul partid prin aceea că va respinge lupta de clasă și va preconiza „armonia și înțelegerea“ în vederea unei munci „pozitive“ și „constructive“ (adică în vederea participării la guvernele oligarhice). Dr. Lupu însuși a cerat să atenueze efectul penibil pe care l-au făcut declarațiile d-lui Buzdugan și a declarat într'un interview că „nu e vorba de un nou partid, ci de reînvierea vechiului partid țărănesc“. Mai departe însă, întrebat asupra programului partidului „reînviat“, dr. Lupu a declarat: „Nu avem nici-un program rigid. Partidul trebuie să fie un partid al echilibrului social... In acest partid nu va fi decât o singură voință și el va fi gata să colaboreze activ (citește: să intre în guvern cu liberalii, I. M.) la soluționarea multelor probleme pe cari le-a lasat războiul. Sprijiniți pe principiile noastre morale (cf. I. M.) vom fi însă oportuniști în tactică. Vrem să ne ajungem scopurile, pe cari le indică deja numele partidului, dar dacă nu se poate astfel, atunci vom încerca să realizăm mai bine treptat decât de loc“ Iar în discursul rostit la banchetul unde s'a proclamat „reînvierea „noului“ partid țărănesc“, dr. Lupu a declarat: „Deasupra tuturor zburcămărilor și intereselor noastre, asigurarea liniștii țării stă mai presus de orice... In orient soarta și viața unui partid, ca și biruințele lui, depind de calitățile șefului... Eu sunt țărănișt născut, nu făcut. Țărăniștul meu e pragmatic... Cel mai puternic partid muncitoresc, partidul laburist din Anglia, n'are lupta de clasă, care e o prostie. Țărăniștul lor (al celorlalți conducători țărăniști, I. M.) e presărat de ură și ațâțare, de ură și venin, de-au ajuns să urască și pe prieteni, nu numai pe adversari. Țărăniștul nu poate fi în permanent război cu celelalte clase. Ținta supremă e slăvirea patriei. Pentru atingerea acestei ținte n'avem nevoie să atragem toate urile, ci toate simpatiile...“ (adică ale oligarhiei, I. M.).

Iar ca program pozitiv dr. Lupu a indicat „o bancă agrară, care să furnizeze capital țărănimei ca să cumpere și restul de moșii cu care marii proprietari și-așa nu mai au ce face (?). Și atunci nu mai e nevoie de expropriere“ (Aha! I. M.). Deasemenea dr. Lupu a dat pe față și o nouă orientare militaristă declarând că „trebuie să ajutăm armata, s'o înzestram cu armamentul modern care-i trebuie“, — asta tocmai în momentul când România este atrasă de imperia-

lismul englez și italian și împinsă de guvernul generalului Averescu în aventuri războinice contra Uniunii Sovietice.

Ceeace caracterizează însă cel mai bine rostul noului partid este satisfacția cu care întemeierea lui a fost primită de oligarhie. *Indreptarea*, ziarul generalului Averescu, scrie: „Este un câștig pentru ideile sănătoase și o mare lovitură, desigur, dată anarhiei.“ Iar *Vitorul*, organul Partidului Liberal, vede în acțiunea doctorului Lupu „refacerea partidului țărănesc pe baze sănătoase și conforme cu realele interese ale sătenilor... Opinia publică va lua act cu satisfacție de orice manifestație hotărâtă, care va duce la excluderea inconștienței dela conducerea partidelor cari se pretind de guvernământ... Țara are azi mai mult ca oricând nevoie de colaborarea tuturor oamenilor, cari înțeleg greutățile ceasurilor și însemnătatea marilor probleme ce se pun neamului nostru“. Dr. Lupu personal este acoperit de laude. „Partidul Național-Tărănesc n'a însemnat nimic fără simțul și pasiunea politică a doctorului Lupu“, scrie *Vitorul*. „Dr. Lupu e un curajos animator, iar d. Gr. Iulian (un amic politic apropiat al dr-ului Lupu, I. M.) are și cugetare și talent“, scrie un alt ziar reacționar. Iar ziarul fascist *Cuvântul* spune că, în opoziție cu intransigența agresivă și sterilă a d-lui Mihalache, „metoda de conducere a dr-ului Lupu este maleabilă, înțelegătoare, inspirată de necesitatea armoniei între oamenii politici și partide“.

Dacă toate aceste laude își au temeiul în faptul, că dr. Lupu a trecut față și activ de partea oligarhiei, atacarea domnului Mihalache este ipocrită. Căci partidul dumisale nu se deosebește în fond de gruparea domnului Lupu decât prin nehotărâre, decât prin aceea că nu a găsit încă forma perfectă de înțelegere definitivă cu oligarhia. Dar dacă capitulara Partidului Național-Tărănesc începe să fie de abia acum înțeleasă de mase, renegarea doctorului Lupu este din capul locului demascată. Relațiile d-sale cu Brătianu au devenit publice și demonstrativ amicale și nimeni nu se mai îndoiește că acțiunea doctorului Lupu nu este decât o mașină politică a liberalilor, un detașament înaintat al oligarhiei pentru derutarea masselor. Această manevră nu va prinde însă. Masele se îndreaptă tot mai mult spre stânga și este numai o chestiune de timp pentru ca radicalizarea lor să capete forme organizate într'o *aripă stângă* în Partidul Național-Tărănesc, care s'a înlatate pe ex-latifundieri, pe negustori și aventurieri, și într'un *front unic de luptă cu muncitorimea dela orașe*.

I. Mateescu

Fascismul bulgar cucerește și ucide O. R. I. D.*)

Influența crescândă a stângerii asupra mișcării revoluționare dobrogene, asupra organizațiilor O. R. I. D.-ului, înspăimântă pe agenții fascismului bulgar, cari urzără atunci și puseră în aplicare planurile lor criminale, ce au mers până la arestările din Martie 1925.

Reacțiunea dela 9 Iunie văzând că, deși a reușit să strecoare în conducerea acestei organizații pe agenții ei Nicola Kiamileff și Ivan Hagi Ivanoff, totuși mișcarea alunecă din mâinile acestora, își încordă toate puterile pentru a transplanta protogherovismul (Protogherov și conducătorul teroriștilor fasciști macedoneni) în sânul O. R. I. D.-ului. Intăia apariție protogherovismul și-a făcut-o în sânul O. R. I. D.-ului în toamna lui 1924 prin convocarea unei conferințe secrete la Balbunar de către Kiamileff și Ivanoff. La această conferință s'a examinat planul masacrării conducătorilor de vază ai stângerii. „Voivodul“ Ștefan Buzduganoff, membru al Comitetului Central, fu însărcinat cu executarea planului elaborat. Pentru a-l suprima pe Docio Mihailoff s'a decis înscenarea unei încăerări armate la intrarea „cetelor“ (grupelor armate) în Dobrogea, în cursul căreia Mihailoff să fie împușcat. Acest fapt este foarte semnificativ pentru protogherovismul din O. R. I. D.: el n'a avut curajul să dea o lovitură pe față stângii, și chiar unul din executorii planului, Buzduganoff, a venit el-insuși să divulge stângii planul mahiavelic.

Kiamileff și ceilalți nu se opriră însă aici. Profitând de delegația lui Varban Petroff în Rusia Sovietică, agenții protogherovismului se siliră să prezinte aceasta ca un act personal al stângerii și ca o trădare, și hotărâră cu ajutorul autorităților întemnițările în masă din Martie 1925. V. Petroff și Docio Mihailoff, precum și numeroși alți militanți revoluționari dobrogeni, fură arestați și condamnați pe baza legii pentru „apărarea patriei“.

După această lovitură agenții fascismului bulgar și reprezentanții Ligei Militare în O. R. I. D. puseră mâna complet pe mișcare. Astfel începu a doua perioadă a dezvoltării O. R. I. D.-ului, care se deosebește printr'un mare număr de crime și de trădări comise față de cauza dobrogeană. Această perioadă este caracteristică prin încetarea oricărei activități revoluționare și prin punerea cetelor dobrogene în slujba politicii reacționare interne a guvernului bulgar.

Sub pretext de a urmări „bandele de tâlhari“ și de „a scăpa patria în pericol“, dreapta fascistă, devenită stăpână absolută pe

*) Vezi numărul trecut al F. B.

conducerea O. R. I. D.-ului, prefăcu cetele revoluționare dobrogene în acele faimoase *contra-cete* ale generalului Ruseff, cari începură să lupte împotriva țăranilor și muncitorilor bulgari. Despre „activitatea” lor în districtele Varna, Șumen și Rusciuk aceste contra-cete lăsară amintiri neșterse de cruzime, de sadism și de barbarie: torturări, jafuri, violuri, asasinare, — toate comise asupra populației dela frontieră compusă în cea mai mare parte din dobrogeni emigrați din Dobrogea, toate comandate de către membrii Comitetului Central al O. R. I. D.-ului *Slavi Alexieff* și *Ștefan Buzduganoff*. Această activitate rușinoasă a O. R. I. D.-ului, pagină neagră în analele mișcării dobrogene, provocă o profundă indignare în sânul masselor populare din Dobrogea și din emigrație. Masele dobrogene se convinseseră astfel că, prin intermediul lui Kiamileff și Hagi Ivanoff, Liga Militară prefăcuse O. R. I. D. într-un mercenar al guvernului zgovorist (tankovist), dând astfel O. R. I. D.-ului lovitura de moarte. O. R. I. D. se descompuse repede și complet. Oamenii săi, cari primeau în timpul lunii Aprilie câte 200 leva pe zi pentru munca lor de contra-cete, se dedară celui mai vulgar banditism și jafului ordinar îndată ce plățirea lor încetă. Această activitate de banditism și jaf a avut în acele momente de conducător pe „voivodul” *Kolio Ionkoff*.

Această activitate de brigandaj nu s'a mărginit însă numai la Bulgaria, ci a trecut și în România, dând astfel oligarhiei române pretextul pentru a înăpsri regimul de excepție din Dobrogea, pentru a declara și extinde starea de asediu, pentru a întreprinde arestări și masacre în masă printre țăranii, muncitorii și intelectuali dobrogeni. Agenții fascismului bulgar și ai Ligei Militare se demascară astfel ca colaboratorii activi ai politicii oligarhiei române în Dobrogea. Grație activității lor de brigandaj ei au oferit guvernului român ocazia de a se asocia la nota colectivă a Iugoslaviei și Greciei adresată guvernului bulgar. Liapceff se văzu „silit” să ia măsuri „serioase”. El internă în August 1926 peste 100 de militanți dobrogeni cinstiți, dar pe agenții săi (membrii Comitetului Central, ai comitetelor departamentale și pe alții) îi lăasă în libertate, mulțumindu-se să le ia o declarație de formă prin care aceștia dădeau asigurarea că renunță la orice activitate a cetelor și sunt de-acord să lichideze O. R. I. D.

După această „lichidare” de formă a O. R. I. D.-ului prima grijă a dreptei fasciste a fost să plaseze pe agenții săi în serviciul Sigu-

ranței Generale. Lichidarea *reală* însă avusese loc din momentul când conducătorii fasciști puseseră mâna pe conducere și puseseră organizația în serviciul Ligei Militare. Lichidarea de formă se efectua în mijlocul indiferenței generale a masselor dobrogene. Lovitura dată stîngei prin arestările din Martie și prin angajarea O. R. I. D.-ului în luptele interioare politice ale Bulgariei fură cauza *izolării complete a O. R. I. D.-ului de masele dobrogene atât din Dobrogea cât și din Bulgaria*.

Protogherovismul provocă seiziunea în sânul organizației cetelor O. R. I. D.-ului. Docio Mihailoff pus în libertate trecu din nou în fruntea luptătorilor dobrogeni cinstiți. Dar organizațiile rusperă orice legătură cu centrul conducător al O. R. I. D.-ului dela Sofia. Guvernul bulgar, se'nțelege, nu putu privi în liniște această alune-care a mișcării dobrogene din mâinile sale și ale agenților săi Kiamileff & Com. Deaceea el puse din nou în mișcare pe bandiții săi protogheroviști, cari ucisera în chip mișelesc pe Docio Mihailoff și pe tovarășii săi. (Despre această crimă și despre personalitatea lui Docio Mihailoff a vorbit la timp *Federația Balcanică*.) Dar prin acest asasinat mișelesc O. R. I. D. a dovedit complet că a devenit o unealtă a fascismului bulgar și s'a demascat în fața tuturor ca un agent în același timp al oligarhiei române.

Stanga, care scoate sub conducerea doctorului Viceff ziarul *Dobrogea Liberă*, s'a făcut interpretul indignării masselor dobrogene, și sub presiunea acestei indignări Comitetul Executiv al O. R. I. D.-ului s'a văzut silit să convoace Consiliul Suprem al organizațiilor dobrogene. Acesta, în ședințele sale din 12 și 13 Septembrie 1926 la Sofia a luat hotărârea de a *dizolva O. R. I. D.* — devenit un cuib de tâlhari —, a lansat o declarație în care condamnă activitatea cetelor și a adresat o circulară organizațiilor pentru a nu da nici-un sprijin oamenilor O. R. I. D.-ului.

Asasinarea lui Docio Mihailoff a împiedicat pentru un moment luptele populației dobrogene, dar acest asasinat a fost punctul de plecare pentru începerea luptei contra tuturor mercenarilor din mișcarea dobrogeneană. Din evoluția O. R. I. D.-ului poporul dobrogea a tras însă învățătura aceasta: *Libertatea Dobrogei nu va fi obținută decât prin lupta independentă contra oligarhiei române și contra fascismului bulgar*.

Dobrugiansky

ΒΑΛΚΑΝΙΚΗ ΟΜΟΣΠΟΝΔΙΑ

ΔΕΚΑΠΕΝΘΗΜΕΡΟ

ΟΡΓΑΝΟ ΤΩΝ ΕΘΝΙΚΩΝ ΜΕΙΟΝΟΤΗΤΩΝ ΚΑΙ ΤΩΝ ΚΑΤΑΠΙΕΖΟΜΕΝΩΝ ΛΑΩΝ ΤΗΣ ΒΑΛΚΑΝΙΚΗΣ
ΒΓΑΙΝΕΙ ΣΕ ΟΛΕΣ ΤΙΣ ΒΑΛΚΑΝΙΚΕΣ ΓΛΩΣΣΕΣ

Η ΟΙΚΟΥΜΕΝΙΚΗ ΚΡΙΣΗ ΣΤΗΝ ΕΛΛΑΔΑ

Το „λαϊκό” κόμμα ξανάρχισε την επίθεσή του. Η επαναφορά των αντιδραστικών αξιωματικών άρχισε στο στρατό καθώς και στο ναυτικό, πρώτα πρώτα από τους ανώτερους αξιωματικούς και έπειτα θα ακολουθήσουν οι κατώτεροι αξιωματικοί και οι υπαξιωματικοί. Μα πρώτα απ' όλα χρειάζεται απολύτως να εκδιωχθούν οι δημοκρατικοί αξιωματικοί για να αντικατασταθούν οι όπαδοι της Δημοκρατικής ιδέας από τους έχθρους της. Οι άκριδες θα ανέρχονται δένω κάτω σε ένα δισεκατομμύριο, αλλά οι μοναρχικές άκριδες πάν άποτελούν λιγώτερο σοβαρό και άμεσο κίνδυνο και έν τούτοις ή Ελληνική Δημοκρατία δέν έντελεί τó καθήκον της άπέναντι των κοινοτήτων των περιοχών που έπαθαν από την άκριδα. 2% των προϋπολογισμών των κοινοτήτων διετέθησαν για τον πόλεμο κατά των άκριδων, έν ώ ή Δημοκρατία έξοδεύει, πολύ περισσότερα για να υποστηρίξει τη μοναρχική άκριδα, τις „λαϊκές” άκριδες, τους άκρους μοναρχικούς, και τις μετριοπαθείς άκριδες οι όποιες δήλωνουν τó „έλεύθερο τó φρόνημά” τους... περί τής κατασυντριψέως τής Δημοκρατίας. Οι δύο μερίδες του ελληνικού Μοναρχισμού μιλούνε για μιá συνενόηση του Κοινού με τόν Πλαστήρα, μιá στρατιωτική συνενόηση προς σωτηρία του καθεστώτος, προς υπέρσχυση τής δημοκρατικής ιδέας. Ο καυμένος ó στρατηγός Μαζαράκης κατηγορείται από τους „λαϊκούς” ότι θέλει να επαναφέρει την στρατιωτική δικτατορία. Πολύ άπέχει απ' αυτό: ó βενιζελικός στρατηγός έναι ένα τέλειο όργανο τής οικουμενικής κυβέρνησης και δέ θα επαναστατήσει! έναι τó μανδρόσυκλο του σημερινού καθεστώτος. Η επαναφορά των υπαξιωματικών των προταθέντων από τους „έλευθερόφρονες” έναι μιá άκρετά εύφραδής

άπόδειξη. Οι βενιζελικοί υπερφηανέονται που ένέρδισαν έδαφος στο κοινοβούλιο, που ένδιώρωσαν τó σύνταγμα με 133 ψήφους κατά 92. ή συγκρότηση τής Γερουσίας έγινε δεκτή, και όμως νικητές δέν έναι οι βενιζελικοί. Άκόμα και αυτή ή διοικητική άυτονομία που έναι μιá πραγματική έγγηση κατά του ύπόπτου συγκεντρωτισμού ένος μοναρχικού ύπουργού, δέν έχει έφαρμοσθεί. „Οι οικονομικές δυσχέρεις έναι πολύ μεγάλες” δηλώνει ó κ. Τσαλδάρης, και κανείς δέν τολμά να θίξει την άυτοκρατορία των νομαρχιών. Δέν ύπάρχουν χρήματα για να καλλιτερέψουν την διοίκηση, μα για την άνόρθωση του μοναρχισμού βρίσκονται. Η άναθεώρηση του Συντάγματος γίνεται από τους βενιζελικούς, ή άναθεώρηση των πραγματικών δυνάμεων όργανώνεται από τους „λαϊκούς” και τους αντιδραστικούς „έλευθερόφρονες”.

Μέσα σε όλες αυτές τις πολιτικές διαταραχές, δέν έχει φυσικό τώ λόγω καλλιτερέψει ή οικονομική κατάσταση. Τα έντονα αίτήματα τής Γενικής Συνομοσπονδίας ή ίδρυση γραφείων που θα βρίσκουν δουλειά για τους άέργους, ή δημιουργία ταμείων άνεργίας, ή κοινωνική ασφάλεια, δέν έγιναν δεκτά από την κυβέρνηση. Οι τιμές των διαφόρων ειδών άνέβηκαν και ή άνεργία έναι τρομερώτερη παρά ποτε. Χιλιάδες έργατών που δέν χαρακτηρίζονται ως άνεργοι, δέν δουλέβουν παρά μιá ήδυό μέρες τη βδομάδα και βλέπομε πως ή δήλωση τής Γενικής Συνομοσπονδίας ότι καπνεργάτες άπέθαναν από την πείναν δέν ήταν παρά ή καθαρά άλήθεια. Δέν πρέπει λοιπόν να εκπλησσομεθα όταν καπνεργάτες μπαίνουν δια τής βίας στα έργαστάσια για να βρούν έργασία. Τα αίτήματα των άέργων δέν έξεπληρώθηκαν, ή συνδιάσκεψη των έλευθεροφρόνων, τής 26 Ιανουαρίου ένήλωσε φανερά „πως άπορρίπτει κάθε μεταρρύθμιση που έχει τάσεις σοσιαλιστικές”. Οι άνεργοι ψωφούν τής πείνας, οι έργάτες πεινούν, οι επαναφερθέντες άπολαμβάνουν — να τó „έλεύθερο

σρόνημα" τῶν μεγάλο — ιδιοκτητῶν. Ἡ ἀνησυχία τῶν μισθοδούλων ὄλο καὶ μεγαλώνει, πράγμα πού εἶναι εὐκολονόητο ὅταν κανεὶς λάβει ὑπ ὄψη του πῶς στή Θεσσαλονίκη τὸ μισο τοῦ μισθοῦ τοῦ Δεκεμβρίου καὶ τοῦ Ἰανουαρίου τῶν δημαρχιακῶν ὑπαλλήλων ἐπιληρώθηκε στὸ τέλος Ἰανουαρίου. Ἡ μιὰ ἀπεργία ἔσπα ὕστερα ἀπὸ τὴν ἄλλη. Οἱ ναυτεργάτες τῆς Καβάλλας, οἱ ὑποδηματεργάτες, οἱ ἀνάπηροι πολέμου, ὄλοι τους ἔρχονται νὰ ποῦν τὰ αἰτήματά τους, καὶ ἡ Βουλὴ, ἐδημιούργησε μιὰν ἐπιτροπὴ „ἐργατικῆς ἀντιλήψεως“, μιὰν ἐπιτροπὴ ἀπὸ ιδιοκτῆτες, ἐργοστασιάρχες, δικηγόρους, χωρὶς νὰ ἐπιτρέψει νὰ συμμετάσχει οὔτε ἓνας ἐργατικὸς βουλευτῆς. Ἐτροποποιήθηκε τὸ ἐνοικιοστάσιο πρὸς ὄφελος τῶν ... ιδιοκτητῶν, οἱ μισθοὶ τῶν ἐργατῶν ἐλαττώνονται. Τὰ συνδικάτα διαμαρτύρονται, καὶ τὸ οἰκουμενικὸ ὑπουργεῖο ἐπιδοκιμαζειτοὺς ἐργοδότες. Ἡ κυβέρνησις εἶναι πολὺ ἀπασχολημένη σχηματίζει συνδικάτα „κίτρινα“, ὀργανώνει τὴν κρατικὴ δύναμη ἐναντίον τῶν ἀνέργων, κάμνει „οἰκονομίες“, στὸ ναυτικὸ, πουλῶντας τὰ σκάφη καὶ οἰκονομίες στὴν συγκοινωνία, προσφέροντας τρομακτικὰ ἀπολαβὰς στοὺς ξένους χρηματιστῆς.

Στὸ τελευταῖο μας ἄρθρο ἐμιλήσαμε γιὰ τὴν τακτοποίηση τοῦ ζητήματος τῶν δελτιῶν. Τὸ „λαϊκὸ“ κόμμα δὲν ἔμεινε εὐχαριστήμενο ἀπὸ τὰ ἀποτελέσματα, καὶ ὁ Τσαλδάρης ἐζήτησε ὀρθάνοιχτα τὴν ἀπομάκρυνση τοῦ στρατηγοῦ Μανέττα. Ἡ κρίσις δὲν εἶχε τελειώσει. Ἀποτέλεσμα: ὁ στρατηγὸς Μανέττας θὰ μετατεθεῖ καὶ θὰ κάμει ἐπὶ ἓνα μῆνα „διακοπές“, ὁ ταγματάρχης Θεοδοσόπουλος θὰ τεθεῖ ἐν διαθεσιμότητι ἐπὶ τρεῖς μῆνες, καὶ ἔτσι θὰ ἱκανοποιηθεῖ τὸ λαϊκὸ κόμμα. Ὁ Παπαναστασίου, ὁ ἀντιπρόσωπος τῆς „δημοκρατικῆς ἰδέας“ ἔφερε ἀντίσταση στὶς ἀπαιτήσεις τῶν Μοναρχικῶν, ἀλλὰ ἡ „ἰερά ἔνωσις“ τίς ἀπατεῖ, ἡ οἰκουμενικὴ κυβέρνησις βρίσκεται σὲ κίνδυνο, καὶ οἱ ἀξιοματικοὶ πού ἦταν „ἐνοχοὶ“ — ἡ ἐνοχὴ τους συνίστατο στὸ ὅτι ἦταν δημοκρατικοὶ — περνοῦν τίς διακοπές τους. Τυπικῶς, ἐδηλώθη πῶς ὁ Μανέττας θὰ μπορέσει, ὕστερα ἀπὸ ἓνα μῆνα, νὰ ξαναποθετηθεῖ στὴ θέση του, ἀλλὰ ὄλος ὁ κόσμος ξεύρει πῶς δὲ θὰ ξαναγυρίσει. Ἐνας στρατηγὸς πού ἔμεινε πιστὸς στὴ Δημοκρατία ἀπαμακρύνθηκε ἀπὸ τὴν Πρωτεύουσα καὶ „ἡ γνωστὴ

σπεῖρα τῶν ἀνευδῶτων φωνακλάδων, πού δὲν βλέπουν στὴν οἰκουμενικὴ κυβέρνησις παρὰ μιὰν εὐκαιρία γιὰ νὰ προετοιμάσουν βαθμιαίως τὴν ἀνόρθωσις“ (ὁ σωστὸς αὐτὸς ὀρισμὸς τοῦ „λαϊκοῦ“ κόμματος ἔχει δοθεῖ ἀπὸ τοὺς ἐν τῇ οἰκουμενικῇ ἀδελφούς των δημοκρατικούς) τρῖβει τὰ χέρια τῆς.

Ἡ κρίσις τῆς οἰκουμενικῆς κυβερνήσεως ἔχει ἀποφευχθεῖ, ἀλλὰ ξεύρουμε πολὺ καλὰ πῶς ἡ εἰρήνη στὸ στρατόπεδο τῆς οἰκουμενικῆς ἔχει πληρωθεῖ πολὺ ἀκριβὰ ἀπὸ τὸ φιλελεύθερο στρατόπεδο. Ἡ σημερινὴ κυβέρνησις εἶναι πράγματι μιὰ καλὴ προετοιμασία γιὰ τὴν ἀνόρθωσις τῶν βασιλικῶν πρακτόρων. Τὰ βενιζελικὰ κόμματα, οἱ φιλελεύθεροι καὶ οἱ συντηρητικοί, δὲν ἐπράβηξαν τίς συνέπειες ἀπὸ τὴν σημερινὴν κατάστασι. Ἡ „δημοκρατικὴ ἔνωσις“ ἔγινε τὸ κοροῖδο τῆς ἀντιδραστῆς στὴν Ἑλλάδα. Ἡ κυβέρνησις συνασπισμοῦ εἶδαμε πῶς ἐνίσχυσε τοὺς παληοὺς ἐχθροὺς τῆς ἐλευθερίας τῆς Ἑλλάδος. Εἶναι ἀπολύτως βέβαιο πῶς τὰ δύο ἀντιδραστικὰ κόμματα, καὶ πρὸ πάντων οἱ „λαϊκοὶ“ δὲν ἔχουν καθόλου σκοπὸ νὰ κυβερνήσουν στὸ μέλλον πάνω στὶς σημερινὰς βάσεις. Ζητοῦν τὴν ἀνόρθωσις. Τὴν προετοιμάζουν. Καὶ ὁ βενιζελισμὸς ἐξασθενημένος καὶ ἀποστειωμένος ἔρχεται νὰ ἐκτελέσει τὴν θέληση τῶν ἐχθρῶν του. Ἡ κατάστασι γίνεται ἀπὸ μέρα σὲ μέρα σοβαρότερη, καὶ ἐνῶ οἱ φωνακλάδες τοῦ βενιζελισμοῦ ὀμιλοῦν περὶ συγκεντρώσεως τῶν δυνάμεων καὶ ὀνειρεύονται σταθεροποιήσεις, ἡ ἐνωμένη ἀντίδρασις, ἐτοιμάζεται νὰ μιλήσει τὴν βύαιή της γλώσσα. Ἡ ἀντίδρασις στερεωθεῖσα ἀπὸ τὸ οἰκουμενικὸ καθεστῶς, θὰ ἔχει μιὰ μέρα τὰ ὄπλα στὰ χέρια τῆς, τὰ ὄπλα τῶν στρατιωτῶν, τὰ ὄπλα τῶν χωροφυλάκων, καὶ ὁ βενιζελισμὸς θὰ ἀναγκασθεῖ νὰ κινητοποιήσει τίς ἐργατικὰς τάξεις γιὰ νὰ σωθεῖ. Ὁ βενιζελισμὸς μὲ τίς τρεῖς μερίδες Καφαντάρη, Μιχαλοκόπουλο καὶ τὴν „Δημοκρατικὴν ἔνωσις“ ἔχει ἀκόμα τὴν δύναμιν νὰ ἀντιταχθεῖ κατὰ τῆς δεδηλωμένης ἀντιδράσεως, προετοιμάζοντας τὴν πτώση τῆς οἰκουμενικῆς κυβερνήσεως. Ἀλλὰ ὁ βενιζελισμὸς φοβάται τὴν δράση τῶν μαζῶν, φοβάται τοὺς ἐργάτες, τοὺς πρόσφυγες, καὶ τρέμοντας ρίχνεται στὶς ἀρχαίλας τῆς ἀντιδραστῆς πού ἀμείλιχτα τὸν πνίγει.

Μελίγκος

БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЈА

ПОЛУМЕСЕЧНИК

ОРГАН НАРОДНИХ МАЊИНА И ПОТЛАЧЕНИХ НАРОДА БАЛКАНА

ИЗЛАЗИ НА СВИМ БАЛКАНСКИМ ЈЕЗИЦИМА

НАША АНКЕТА

КОД ЗНАМЕНИТИХ ЕВРОПСКИХ ПОЛИТИЧАРА И КЊИЖЕВНИКА
О БАЛКАНСКОЈ ФЕДЕРАЦИЈИ

Васил Коларов

Васил Коларов, коме је сала 48 година, родио се у Шумени у Бугарској. После оршених правних студија у Женеви, постао је адвокат и био увек одличан и неуморан браниоц интереса радничких маса. Васил Коларов је најмаркантније вођа бугарске комунистичке партије — и као теоретичар и као човек акције. Он има иза себе 30 година непрестане политичке делатности у служби радничке класе. Био је дуго година посланик у бугарском парламенту. Написао је такођер више популарних брошура, радничких и комунистичких.

Васил Коларов је најсјајнији говорник у бугарском народу и најталентованији представник бугарске комунистичке партије у Екзекутивном Комитету Комунистичке Интернационале, чији је био генерални секретар кроз више година, а сада је један од маркантнијих чланова. Он је био двапут осуђиван од судова белог терора у Бугарској, први пут на 12 година присилног рада, а други пут на смрт што је учест-

вовао у устанку бугарских радника и сељака 1923 г. и што је био члан Централног Комитета бугарске Комунистичке Партије.

Као борац и комунистички публициста Васил Коларов је имао често прилике да се бави балканским питањем уопште а нарочито македонским, чији је он најбољи познавалац, што се уосталом види из његовог дубоко документованог одговора.

Пошто је став бугарске комунистичке партије од највећ значаја за данашњи македонски покрет, одговор, који нам је послао Васил Коларов има за нас сасвим посебно значење и ми му најживље захваљујемо што се одасвао нашој анкети и што је прегресао македонско питање на тако свестрано.

Ми бугарски комунисти увек смо признавали захтев македонских револуционара за слободном и независном Македонијом и увек смо свим силама подупирали њихову борбу за остварење овог циља. И данас више него икад ми признајемо право самоопредељења распарчаном македонском народу и спремни смо да му помогнемо свим силама да он постане господар своје судбине.

Ми не радимо тако, само зато што комунистичка доктрина високо држи принцип самоопредељења потлачених народа, него и ради посебних разлога који се тичу нас осталих балканских народа.

Судбина балканских народа тако је уско међусобно повезана, да ropство једног народа проузрокује патње у животу осталих балканских народа.

Главни узрок немира и несигурности на Балкану више од половине века било је увек македонско питање: Македонија, подјармљена и поробљена, била је узрок неслоге балканских држава и жеља да је поседују изазвала је у више махова ратни пожар, који је опустошио полуострво и уништио све балканске народе. И још дан данас, из истих разлога, прете такви немири и такве штете.

Ми смо комунисти свесни тог положаја, и зато смо у наш програм и ставили захтев за слободном и независном Македонијом.

Ми сматрамо да је узалудно свако напрезање тлачитеља македонских радника и сељака, што га чине међусобним деобама, физичним и моралним угушивањем воље народних маса.

Сви слични покушаји леме се најпре на неизбежним супротностима, које владају међу поседујућим класама, а затим на отпору радничких маса у балканским и страним државама, па послетку на безпримерној револуционарној енергији македонских радника и сељака, очеличених у огорченој вековној борби против националног и економског јарма свих могућих тлачитеља и пљачкаша.

Ми не затварамо очи пред потешкоћама, које се налазе на путу револуционарне борбе македонског народа. Оне су огромне. Не лежи највећа потешкоћа у томе, што је Македонија мала земља и што је њен народ бројно мали да извојује своју слободу сопственом снагом. И други мали народи дочекаше да се њихова борба за слободу крунише коначним успехом. Македонски народ треба наравно **савезника**, али како му се њих више нуде, права потешкоћа лежи баш у томе, да се разликују **прави савезници**—они који су искрени, који имају интереса да се боре раме уз раме са македонским народом против заједничког непријатеља—од кривих савезника—то су они који су сами угњетачи и завојевачи и који желе да искористе борбу потлаченог Македонца за њихове завојевачке циљеве. Сем тога има и «добродушних пријатеља», који се нуде на необично упудан начин који у ствари само желе да постану господари и вође. Највећа потешкоћа налази се баш у томе, **да се револуционарни македонски покрет ослободи—морално и материјално—свих «савеза» и «протектората» са јавним или прикривеним угњетачима македонског народа.**

Није никаква тајна, да је револуционарни македонски покрет био изнутра, непрестано цепац, а споља парализован таквим «савезима».

Све су монархистичке, буржуаске балканске владе прегнуле да ставе под свој уплив бар један део овог народа, да привуку Македонце на кола своје националистичке политике освајања. И све су успеле у мањој или већој мери. Тако се десило да у најодлучнијем тренутку за македонски народ, — у време балканског рата—није било национално формиране револуционарне македонске организације—јаке и јединствене, која би се могла супроставити жељама освајања и деобе, које показаше балканске државе. И тако је била одлучена судбина Македоније а да у том није суделовао македонски народ и тај га јарам тишти и до данас.

Па и после таквог горког искуства после ратова, није ишчезла слабост македонског револуционарног покрета—утицаји заинтересованих балканских влада настављају да га ослабе и раздвајају. А што је још горе исти утицаји изазваше у крилу овог покрета ужасан братоубилачки рат, који прети да још више ослаби покрет и то за дуго година. Крвави унутрашњи рат, који коси већ неколико година у масама редове македонских револуционара—јединствен је у историји различитих револуционарних покрета. Пољски народ у својој револуционарној борби за слободу и независност упознао је више револуционарних организација, која је свака на своју руку радила да задобије поверење народних маса, али њихове међусобне борбе не дођоше до међусобног искорењивања. У руском револуционарном покрету више се партија и револуционарних организација борило међусобно, али су у исто доба водиле заједничку борбу против царизма. Револуционарни покрет, који снадне на то да се сам ждере, престаје да буде погубљен за угњетаче губи терен међу народним масама, он губи и свој револуционарни карактер.

Велико звоно историјске поуке позива већ дуже времена све искрене македонске револуционаре и показује им правцу, која прети да уништи дело ослобођења једног мученичког, у огорченим борбама очеличеног народа.

Сваки додир револуционарног македонског покрета са било којом балканском владом показао се је као крајно шкoдљив—не само зато, што је тај додир ослабио, зауставио, парализовао овај покрет као македонски револуционарни покрет, већ и зато што прети да одузме овом покрету све симпатије балканских народних маса, а то значи одузети му **његове праве и искрене**

савезнике. Што се тога тиче довољно је показати на пример Бугарске.

Суделовање УМРО, у крвавом угушивању бугарских радника и сељака при буржуаско-монархистичкој рестаурацији, био је **смртни ударац** не само борби бугарских радничких маса, него такође и македонском револуционарном покрету. Јер бугарски радни народ није могао а да не гледа са неким неповерењем један покрет, у коме вође налазе да се добро слаже са сврхом и циљевима Револуционарне Македонске Организације, ако они подупиру монархизам, капитализам и бугарски империјализам, да се уништи револуционарни покрет народа и онемогући рад револуционарне организације. Дати радије предност пријатељству војничко—банкарској клици него ли огромној већини бугарског народа, дати предност овој банди, која је привремено засела на грбачу бугарског народа, то је нечувени злочин према самом македонском револуционарном покрету, злочин, кога ће историја сигурно жгосати.

Али останимо тачно на терену реалне политике: Је ли то реална политика да се судбина револуционарног македонског покрета повеже са оном војничко-монархистичке клике, која влада у Софији, Београду и Атини—је ли то реална политика одбити симпатије револуционарних организација сељака и радника у овим земљама? Политички би реализам налагао да се учи из историје и да се води рачуна о нашој променама у односима социјалних сила. И баш та жалосна историја последњих петдесет година учи вође македонског револуционарног покрета, да се у престоницама балканских држава не спрема слобода, него да се кују нови ланци ropства балканског народа. Није могла сигурно избегнути погледу ових вођа велика промена **реалних сила** после светског рата, нити огромни пораст реалне политичке вредности народних покрета и народних организација у масама. Плима и осека у покретима маса карактеристичке су прте револуционарних покрета, пораз и часовити неуспех израђиваних и подјарињених маса не може помутити чисти поглед убуђених и видовитих револуционара. У тога македонски револуционари, који имају иза себе читав низ неуспеха и тешких поразима и који сачуваше своју веру у коначну победу несмеју губити наду у триумф народних покрета упркос претрињених поразима и упркос тренутне осеке, која се код њих осећа.

У споразуму са борбом, пуном пожртвовања—народних маса у балканским земљама против војничких, монархистичких и банкарских клика које их гуше; у споразуму са несавладивим полетом европског пролетерског покрета, који угрожава господство капитала и финансија, у споразуму са величанственом борбом потлачених народа истока против светског империјализма—ослободилачки македонски покрет ушао је **објективно у потпуно нову фазу.**

Дошао је час да се оцена моралних вредности подвргне новом испитивању, да се потраже нови путеви, да се створе нове везе, да се примене нови методи и да се израде нове организационе форме. Намеће се македонским револуционарима да подвргну у првом реду ревизији њихов однос са балканским владама и са балканским народним масама, а у другом реду однос са империјалистичким групама (Закључиво и Друштво Народа) и са потлаченим пролетерским класама.

Али дубока и многострана оцена ситуације неће моћи а да их не примора да потраже директну везу са потлаченим и експлоатисаним, са пролетерским и сељачким организацијама потлачених народа, који се боре за своју слободу а на крају и везу са моћним и природним савезником свих бораца против народног ropства класа: са великом социјалистичком совјетском републиком. Македонски револуционари, који обогатине интернационални револуционарни покрет богатим поукама, не могу а да не приме до знања богато револуционарно искуство у осталим земљама. Нова епоха, нова интернационална ситуација, нове револуционарне силе траже нову стратегију, нову тактику, нову револуционарну технику.

Ми бугарски комунисти, који смо остали и са великим болом видели како је војничко-капиталистичка реакција све дубље забијала клин између ослободилачког покрета потлаченог Македонца и револуционарне борбе бугарских радника и сељака и при том вршила демонске напоре да их међусобно завади и раздвоји е да их може што лакше подвојене утући и поставити своју владу на њиховим рушевинама—ми смо примили са неизрецивим весељем **нову оријентацију** македонског револуционарног покрета, која се почела појављивати од 1924 г. По нашем дубоком уверењу, мајски манифести, чије велике прте једнодушно углавише најпаветнији и највидовитији представници македонског револуционарног покрета, који у тако великом броју платише сопственим животом своју политичку одважност и одважност што су изразили своје идеале: — тај манифест води изричито рачуна о поукама историје и о новим условима народне и револуционарне борбе. Најбољи доказ оправданости нове оријентације и нових услова је то, што је манифест претрашио све непријатеље праве народне и револуционарне македонске ствари и присилио их да се лате револвера и ножева плаћеника да угуше у клици и овај по њих опасан почетак.

Али ништа неће зауставити ново наоружање македонске револуције. Ово ново наоружање довести је ближе и чвршће потлаченима у Македонији. Прибавиће јој појачане симпатије народних маса на Балкану и осигураће јој драгоцену потпору радних маса читавог света.

В. П. Коларов

В. Душан А. Дрецуна

Бивши црногорски отправник послова у Цариграду, Душан А. Дрецуна, важи као један од шефова црногорске политичке емиграције. Емигрирао је у Каиро, где је објавио серију чланака у француским листовима који излазе у Египту, обавештавајући јавно мњење о правом узроку уништења самосталности Црне Горе, обелоданијући свирепства извршена над црногорским народом од стране српске војске и жандармерије. Због открића и публикација која су била поражавајућа за београдску владу, српски посланик у Каиру предузео је кораке код египатске владе да би ућуткао бившег црногорског дипломату. Помоћу лажних دستава и докумената, српски посланик успео је, да египатска влада казни Дрецуна са месец дана затвора и прогонством из Египта у августу месецу прошле године.

У пролазу кроз Беч, Дрецуна је дао као одговор на анкету «Б. Ф.» следећи одговор по црногорском питању и потреби за стварање Балканске Федерације као решење горњег питања:

Црна Гора која је била колевка династије Немањића, није изгубила своју самосталност ни под српским царством Душана Силног, који је успео да уједини све Србе на Балкану.

У доба величине српског народа, Црна Гора се звала «Зета» и тек после пораза на Косову 1389 г. и заузимања балканског полуострва од стране отоманских султана, Црна Гора тим преокретом доби од Турака име «Кара Даг» или Црна Гора, одакле је и проистекао данашњи политички назив, кога је и народ усвојио кроз вековну борбу за своју самосталност против азијатских узурпатора.

Увучени у своје планине, које су они натошили сваку стопу својом крвљу и крвљу својих непријатеља, Црногорци и Црна Гора били су кроз векове једини извор наде и одмазде којим су се напајала наша несретна браћа са Балкана, а симболички Ловћен био је и остаје луч слободе балканских народа, расветљавајући им дух и загревавајући њихова срца. У њиховој неравној борби против крволочног, азијатског колоса, Црногорци се нису никад борили у завојевачком циљу националног шовинизма; напротив, увек су били руковођени у својим херојским борбама идеалом правде и слободе, — тим најосновнијим принципима на којима се оснива човечанство.

Наши претци изашли су из те борбе против тираније и исламског фанатизма као победници са ретком славом. Ми, као њихови следбеници, приморани смо сада, да се боримо против владе једног братског народа, која је створена крвљу црногорских хероја. И наша ће борба од сада бити још отворенија у колико су се наши тлачитељи у тежњи за превлашћу сојузили са моћним протекторима изучени у примени погрешних принципа материјализма и империјализма.

Али смо ми и сувише мали и слаби да се меримо са тако страшним непријатељем. Водиће нас љубав ка слободи уз симпатије и помоћ других народа на које такође пада тежак терет београдског насиља, али је то такође недовољно да се ослободимо крвавих канџа материјализма и империјализма западних сила. Ево, због тога смо поздравили, пријатељи моји и ја са великом радошћу појаву идеје Балканске Федерације као једини излаз за постигнуће наше потпуне слободе, стварајући је на принципу: «Балкан, балканским народима.»

Црногорска емиграција, са својом легалном федералистичком партијом у земљи одредила је свој пут изабравши републикански режим као једино одговарајући са идејом балканских народа.

Надамо се и верујемо да ће се сви пријатељи овакве федерације ставити на ово становиште, јер најстрашнији непријатељ који се супроставља и који ће се супроставити нашој светој идеји јесте монархистички режим, који је убио слободу, равноправност и братство. Према томе, задатак који нас чека веома је тежак, јер у борби коју морамо водити до краја, видећемо републике лићаве од материјализма, које бране крунисане главе и ове друге на страни т. з. демократије. То је навика епохе, која је затрвала човечанство, против које се морамо борити свим силама да слободно и без tutorства одређујемо нашу судбину. Свакако, ова ће борба бити оштра, а стазе које имамо да пређемо опасне су — али у колико је опасније да се убере воће, у толико је слађи плод.

Ослободимо се дакле политичких предрасуда, одабацимо идеју националног шовинизма, која нам је била толико фатална, која прети да нас упропасти потпуно стављајући на под tutorства странаца. Прочишћујемо наше редове ценећу идеје искрених и способних елемената ради узајамног разумевања. Окупимо се у јединствен и неразводив блок, који ће нам вратити неповредне и умножене наше снаге. Тек онда ћемо бити сигурни у нашу победу. А та победа мораће нас извести Балканској Федерацији, чије ће лепе идеје несумњиво повући са собом суседне народе опустошене микробима западног материјализма и не мање миниране одвратним империјализмом.

Беч, 10 децембра 1926 г.

В. Душан А. Дрецуна,

бив. отправник послова Црне Горе у Цариграду

Економско-финансиска криза у монархији С. Х. С. „Стабилизација“ капитализма. Фалсификовање буџета. Пореска оптерећења. Криза индустрије и производње. Аграрна криза. Закључак.

Београд, крајем фебруара

Обруч привредне кризе у монархији С. Х. С. постаје даномице несношљивији. Такозвана стабилизација капитализма, која је највећим делом извршена на рачун пролетаријата, сиромашних сеоских маса и потлачених народа, општим налетом на наднице и огромним пореским наметима, налази се данас у једном тешком и готово безизлазном положају. Паралелно са т. зв. стабилизацијом, великосрпска владајућа буржуазија певала је годишњи буџет за своје милитаристичке и империјалистичке потребе по несразмерној скали овим редом: 1919 г. 2.437 мил. дин.; 1920/21 г. 4.815 мил. дин.; 1921/22 г. 6.149 мил. дин.; 1922/23 г. 8.284 мил. дин.; 1923/24 г. 10.344 мил. дин.; 1924/25 г. 10.405 мил. дин.; 1925/26 г. 11.910 мил. дин.; 1926/27 г. 12.900 мил. дин.; 1927/28 г. 11.690 мил. дин. Разуме се да је висина буџета много виша када се томе броју дода **летећи дуг државе** у износи од близу **2 милијарде динара** по тврђењу Јураја Деметровића, лидера сам. демократске партије и њиховог делегата у парламентарном финансиском одбору. Осим тога у суму буџета није унета ни отплата сума т. зв. амортизациона стопа на државни ратни и предратни и последратни дуг у износу од преко **30 милијарди динара**. Према горњој статистици излази да је сваки становник у реакционарној и коруптној монархији С. Х. С. опорезован са просечно **1000 дин.**, осим осталих општинских и самоуправних пореза и приреза, кулука, глоба и пореза у натури (случај у Бачкој, где је од сваког сељака узимано поред новчане дажбина и у натури у износу од 50—100 кгр. пшенице). Ово годишњи буџет формално је нижи од прошлогодишњег за неколико стотину милиона динара, али тај тако скројени буџет за 1927/28 г. представља

једну ноторну обману, лаж и превару. Јер и колико је извршена редукација буџета, она је извршена по чисто књиговодственој методи фалсификовања, коју банке тако вешто и при свима својим билансима примењују.

Како видимо, по општем прорачуну крај смањеног буџета у знаку «штедње» повећани су посредни порези за преко 11 мил. и износе близу **10 милијарде дин.**, од досадашњих пореских ставова и система опорезовања (а њих има 5—6) није ништа измењено. На целој линији народне пљачке нигде једног поуста. Процент пораста посредних пореза за ових последњих 7 година износи 360%, непосредних 18%. Из овога излази да целокупну суму огромних милијарди пумпа владајућа великосрпска буржоазија са $\frac{9}{10}$ из посредних пореза, т. ј. из радничких, сељачких, чиновничких и занатлијских редова, ради **одржања** огромног полицијско-шпијунског апарата, војске, двора и осталих реакционарних и антисоцијалних установа. Само се на војни буџет баца званично 2,5 милијарде дин. а незванично око **5 милијарде дин.**, на полицију $\frac{3}{4}$ милијарде динара, међутим се на пољопривреду, нар. здравље, социјалну политику заједно даје колико само полицији. По једној статистици познатог економисте и демократског посланика Шећерава прелази буџетско оптерећење 30% националног дохотка, уз то пореско оптерећење није мање од 30% од прихода од народног дохотка.

Национални доходак износио је 1924 г. између 30—40 милијарди дин. општом кризом нарочито у пољопривредној индустрији и услед страховитог пада пољопривредних и аграрних продуката он је знатно спао за **више милијарди динара**.

Трговински биланс, ако се узме у целини последњих пет година **пасиван** је за преко **3 милијарде динара**. Увози се више но што се извози и, што је карактеристично за нашу земљу као претежно аграрну, увезли смо поред осталих артикала за 56.484 мил. дин. **млинарских** производа, nonsens немогућ али који дефакто постоји.

Како је стање у пољопривредној производњи? Горе смо напоменули да је услед офанзиве капитала у једној или другој форми проузрокован и огроман пад земљорадничких производа. Поред тога што је сељак изложен страховитој пљачки

саме државе које згрће огромне милионе на оне продукте које сељак највише потребује; со, гас и остале монополске артикле, ништа боље он не пролази и при набавци ерестава за саму производњу у колико су иста њему бар донекле приступачна. Он је изложен невероватној пљачки зеленешког капитала, који благодарећи полициској и државној заштити уопште претвара сељака у **зеленешког роба**. Сељак обрађујући своју земљу уколико је има, пао је у милост и немилост житарских шпекуланата и банака који искоршћивајући његов тежак положај праве огромне профите. Благодарећи партизанству великокрпска владајућа буржоазија води кредитну политику само у свом интересу. Она даје дугорочне кредите својим провинцијским новчаним заводима, ови опет сељаку пружају кредит по чисто зеленешким и пљачкашким условима са интересом **60—100** на сто. Отуда и рапидан процес **пролетаризације** села, отуда и појава **стечаја** на селу. Ради илустрације пропасти сеоске пољопривреде неколико цифара које «Политика» од 9 фебруара доноси: цене пољопривредних продуката од 1924 до 1925 г. пале су код пшенице за 31%, код кукурузе за 44%, код пшљива 25%, код шећ. репе 31%, код дувана за 60%, код свиња 45%, код говеда 38%, док се у том међувремену цене артикала које сељак купује нису смањиле ни за 5% и то само тек код извесних. Данас **меница** гуши исто тако село, као што гуши ситног занатлију и малог трговца у вароши. Цене земљишта такође је пала за трећину и више. Хектар земљишта који је коштао при 2—3 године 25—30 хиљ. дин, данас се продаје по 18 и 20 хиљ. дин.

Ништа боље не стоји са индустријом. **Млинска и дрварска** индустрија преживљају тешку кризу. **90%** предузећа радило је са пасивом. После завршетка енглеског рударског штрајка престала је кобунтура и у нашој **рударској** индустрији, Италија која се јавила на пијаци угља, скреће понова своје са-везнику Енглезу. На дневном су реду редукције и отпуштање радника. Стечајеви се gomилају и достижу цифру од близу **10.000** хиљ. Природна последица оваквог страховитог привредног стања јесте и беспослица индустријског пролетаријата и приватних намештеника, чији број прелази $\frac{1}{4}$ милиона.

При оваквој ситуацији, природно, да је великокрпска буржоазија у лицу владајуће радикалне партије морала да се осврне и на економску кризу која јој може лако доћи главе. Узуновић VI. «налази» да је за владу привредни проблем најважнији и најпренижни и стога је објавио извесне плитке и опште мере које влада «намерава» презузети у циљу олакшања кризе.

Међутим позната је ствар да се великокрпска владајућа

буржоазија неће решити на извесне «жртве» по њену штету, нити се криза оваквих размера може лечити кабинетским интер-вјуима. Ова криза има свој много дубљи значај у колико има национално обележје. Реформе данас не помажу како их је замислила владајућа буржоазија, намећући раднику и сељаку све теже услове живота. Криза се може донекле решити у том случају, ако се изведе дефинитивна аграрна реформа **без одштете** и са **инвентаром онима који је обрађују**. Али никак о онако како је и радикали и радићевци и остале бурж. странке желе са и без факултативним откупом. Она може да се ублажи радикалним **смањивањем** војног, полициског, дворског буџета у корист социјално-продуктивних позиција; може, ако се из-мене данашњи порески пљачкашки системи опорезовања и заведе јединствено **прогресивно** опорезовање према величини прихода и имовини, ослобођајући сиромашне раднике и сељаке, ниже чиновнике и остале грађане до извесне висине прихода **потпуно** од пореза. Стварањем **земљорадничких задруга** пружајући им дугорочне јефтине кредите. Осим тога измену царинске тарифе у корист широких потрошачких маса. Закључити повољне трговинске уговоре и нарочито **васпоставити** у најкраћем року трговинске и дипломатске односе са **Совјетском Унијом**.

То би у неколико биле мере, које би кризу умањиле, али мере које владајућа буржоазија неће и не може усвојити. Њена се реакционарност у привреди има да брани политичком реакционаршћу и обратно, јер су у питању и власт и профит. При таквом стању ствари, владајућа буржоазија налази на отпор у широком народним радним слојевима, тај отпор није трепућу толико јединствен и моћан да пређе у контраофанзиву према владајућем режиму. Огроман број пролетаризованог сељаштва и српског и оног потлачених народа, који чини тро борбене армије противу режима није још потпуно свестан где лежи главни противник, благодарећи белом терору и издајничкој политици радићеваца. Па ипак се илузије постепено губе, идеја савеза радника и сељака постаје све приступачнија како неорганизованим радницима, тако српским и сељачким масама потлачених народа, које увиђају да им се намеће сада нова ослободилачка борба против сопствених угњетача. И та се борба не води кроз парламент, ни путем политичких компромиса, већ кроз масовну, дисциплиновану борбу на целом фронту ван парламента и у њему до коначног обарања монархије и данашњег система националног и економског угњетавања — до победе власти радника и сељака.

Димитрије Јовановић

بدبخت قارداش صوك نفسكنى ويردك، سنى كيم خاطرلادى، كلينك،
قاريك مظفر اوردونك نشئه سنى اكال ايتك اچون قالدى، يتيم
چوجقرك فنا بر نسل يتشمه مك، يك لعين بر پروپاغا ندانك تخت
تاثيرله قانوناً اولد يريلبور. اولسونلر، كوكلرى قازيلسون. تك بر روم،
تك بر بلغار، تك بر ترك، تك بر آرناتود قالماسون احما! احما، محواتيك،
كوكنى قازيق بوتيقه سى بودكلى؟ بويله اولمديمى؟ معصوم يتيم،
چولوق چوجق سوروايله جامعهله. كيسه ره دولد يرلدى، بومبالاندى،
پتروлле يا قيلدى، اسكلتارندن مظفريت قله لرى ياپيلدى، والده لره
چوجقرك قارشوسنده، قوجه لرنيك قارشوسنده چرد چيلاق صوبولبور،
ناموس وحشيجه سنه پاى مال ايديلبور، صوكره سونگونيبور. صوكره
صره سيله چوجقرك كومه كومه پتروлле يا قيلبور، ايشته بزم بالقانمزده
پاپاس، دين، مليت پروپاغانداسى ايشته، قراليرمك، پرنسارمزمك
بزه ياغدير دقلرى فلاكتلر... بروطن اولادى، بيكلرجه سنه بر بورده
ياشامش بر نه وخلقى بو فسادلر يوزندن، آوروپانك بو اينجه، كيزلى
انتريقه لرى يوزندن بر برينى بوغازلامقندن بيمقديلر، يازيق بزه، چوق
يازيق بزه كه بو قدر آجى، قانلى صحنه لره قربان اولدق.
شار
(مابعدى وار.)

رومك بويوك بر تاريخى وار. دنيانك مدينى رومدن، بيز انسندن
دوغمشدر. اولك اچون سن روم اوله جقسك. تكميل مكدونيا،
بالقان مهغالى ايده آ... بيوك يونانستان طوغوراجق. قيليم
كسديكى قدر كسه جكم، هر كسى روم ياپه جقم. پاپاسلق حسى بو؛
بر ضبط ايتك، تختى، تاجنى كنيش اولكاره طانديرمق حسى. تبعه
دينلن بدبخت اهالى بي اسيرلرگي قوللامق حسى. دها بويوك بروطن
اوله جق ده قرالك نامى طانينه جق — دها بويوك بر اوردو حاضرلانه
جقق ده دها چوق قومشو قارداشلر، معصوم كويليرسونكولنه جك،
جكرلرى قورشونلا نه جق... ياربي بو نه كورلق. نه قدر اوزون
سنة لدربرى بز بو بدبختلغى چكدك ده كوزمز حقيقتى كورمز اولدى.
هيچ دوشونه مذك كه قرال حرب آچيور، نيچون آچيور؟...
كنجلمزمز دوواقلى كلينلرني بر اقبور، بشيكده چوجقركينه ابدى
وداعلر ياپه رق صوك پوسه لرني آلبور، قره البسه بي كيبور، النده
سلاح، بلنده قساطوره اولارق حدود بويته كيديور، قارشوسنده
هيچ طانمديغى بر سورو كنديسى كبي معصوم انسانره، بر وطنلى
قارداشلرينه قارشى جنك آچيور، بوغوشيور، قار، قيش، ياغور، دولو
آلنده بوجان غوغاسنده ياتور، لاشه سنى او والره، خندقره سرييور.

بalkan فدراسیونی

هر اون بش كونده انتشار ايدر

بalkan اقلیتلرینک و مظلوم ملتلرینک مجموعه سیدر

بالعموم balkan لسانلرنده یازیلیمده در

ماکدونیا خاطراتی مظالم صحنه لرندن

(طوقوزنجی مکتوب)

قورانلرده نئی بیلیر و اینانیر. بر وقت کله چک که بزم اولادلرمن ده دلرینک اجدادینک بویایدقلمینی او قوباجق و بزه لغتیر یاغدر ارجق. ناصل اولور که بر یورد، بر وطن اولادی... اخلاق بر، زاقونلرمن بر، ایچدیگمز صوبی عینی ایرمق کتیر یور. ترلریمز بر، مزارقلمیز بر، بر یوزه بوفلاکت کلسه او قدر یقین و بر بر یوزه او قدر علاقه دارز که اوفلاکتی، او ضرری بردن همیز چکرز. کور اولاسی پروپاغاندا... سن رومسک، الله روجه دعا قبول ايدر. روملق کبارلقدرد، روجه انجیل اولمازسه دعا اولماز. زوره، پارا ایله مطلقا روم اولمق لازم.

ماکدونیا قارداش!

سکا اولکی مکتوبده دین و ملت پروپاغاندا سی آلتنده قورناز اورویالیرک بر بر یوزی قاتهرق بالقانده، ماکدونیا ده یایدقلمی آجیقلی، قانلی صحیفه لردن بحث ایتش و آنکه ت قارنه زیدن روم قارداشلریمزک سر زده یایدقلمی بر قصابلق صحیفه سنی عینا اولدیغی کبی سزه یازمشدم. هیچ شبهه بوقدر که انسانلرک بویله جانوارلق ایتدیکنه بردنبره کیمسه اینامق ایسته من بوکا بزرکه بوقره کونلری هپ کوردک و آجی آجی چکدک بالطبع اینانیرز و صوکره بودولابلری باشمزه اورنلر،

Adresse du journal
LA FÉDÉRATION BALKANIQUE
Wien VI, Postamt 56, Postfach 64

SOMMAIRE

Prix du numéro et abonnement pour
6 mois 0.25 et 3 Schil. pour l'Autriche,
5 et 60 cents pour tous pays restants

Texte français (1181—1192)

Notre Enquête sur la Fédération Balkanique

Ghița Moscu

Konstantin Boshnjak

D. Vl.: Le Congrès anti-impérialiste de Bruxelles

Paul Louis: Le monde balkanique vu de l'Occident

I. Mateescu: Un aventurier qui se démasque — Le Dr Lupu passe aux libéraux

G. Kazanovsky: Le budget du gouvernement Liapcheff pour l'année financière 1927—1928

Costa Novakovitch: La question macédonienne. IV

Krešimir Ivachitch: Combien de temps encore les peuples de la Yougoslavie continueront-ils à souffrir ainsi?

Melingos: La balle patronale en Grèce

P. A.: Protestation des émigrés albanais contre le pacte de Tirana et contre les actes de violence des autorités italiennes

Réponse de Fan Noli aux déclarations de Mr. Nintchitch au « *Matin* »
Protestation contre la conduite des policiers suisses à l'égard de Mr. Cachin

La réaction dans les Balkans: Faits et événements

Texte allemand (1192—1194)

Costa Novakovitsch: Die mazedonische Frage. IV

Joško Cotić: Slowenien am Scheidewege. III

Texte albanais (1195—1197)

Drapni: Sa herë duhet dënuë Ahmet Zogu?

Studenti: Miqësia fashiste: ja vasal, ja në burg

Texte bulgare (1197—1201)

Д. Вл.: Антиимпериалистически конгрес в Брюксел

А. Лудогоров: Нови арести в Добруджа

Марсел Валтер: Положението в Македония

Н. Б. Кандиев: Извънредния конгрес и разногласията в добруджанското движение

Texte roumain (1201—1203)

I. Mateescu: Un aventurier care se demască. Trecerea doctorului Lupu la liberali

Dobrugiansky: Fascismul bulgar cucerește și ucide O. R. I. D.

Texte grec (1203—1204)

Μελιχρος: 'Η οίκομενική κρίση στὴν Ἑλλάδα

Texte serbe (1204—1207)

Васил Коларов

В. Душан А. Дрецин

Димитрије Јовановић: Економско-финансиска криза у монархији С. Х. С.

Texte ture (1207—1208)

Шар: Мақдония خاطراتی مظالم صحنه لرندن — طوقوزنجی مکتوب